

BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ

8
7 juin 2022

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE

page*2:
Editions Page deux

EDITIONS
SYLÉPSE



SPARTACUS



NewPolitics

Entre les lignes entre les mots
une ligne entre les mots



LES utopiques
CAHIER DE RÉFLEXIONS



Après les Gilets jaunes, la pandémie du Covid, la Colombie et la Birmanie, les éditions Syllepse poursuivent la publication d'ouvrages accessibles à tous et toutes qui éclairent sur les enjeux des convulsions d'un monde qui n'en finit pas de semer la misère, la souffrance et la guerre.

Les éditions Syllepse se sont associées pour cette série sur l'agression de la Russie poutinienne contre l'Ukraine aux éditions Page 2 (Lausanne), M Éditeur (Montréal) et Spartacus (Paris), aux revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris), aux sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières*, ainsi qu'au blog *Entre les lignes entre les mots* (Paris), au Centre Tricontinental (Louvain-la-Neuve) et au Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ

À l'encontre: <https://alencontre.org/>

Centre Tricontinental: www.cetri.be/

ContreTemps: lesdossiers-contretemps.org

Éditions Page 2: <https://alencontre.org/>

Éditions Spartacus: www.editions-spartacus.fr

Éditions Syllepse: www.syllepse.net

Entre les lignes, entre les mots: <https://entreleslignesentrelesmots.blog/>

Europe solidaire sans frontières: www.europe-solidaire.org

Les Utopiques: lesutopiques.org

M Éditeur: <https://m-editeur.info/>

New Politics: newpol.org/

Réseau syndical international de solidarité et de luttes: laboursolidarity.org

LES CAHIERS DE L'ANTIDOTE, « SPÉCIAL UKRAINE », N° 8, 7 JUIN 2022

ÉDITIONS SYLLEPSE

69, RUE DES RIGOLLES – 75020 PARIS

ISBN: 979-10-399-0079-9

Illustrations: DR; p.88: d'après une image de L'Atelier au fond à gauche, 2021.

Images: DR et Francisco Lión, page 73.

TABLE DES MATIÈRES

POUR UN ANTICAPITALISME À VISAGE HUMAIN

5

PENDANT LA GUERRE, LA LUTTE CONTINUE

UKRAINE

LES TRAVAILLEURS DES PLATEFORMES RÉCLAMENT DES SALAIRES DÉCENTS

11

LES SERVICES DE SÉCURITÉ S'INTÉRESSENT AUX SYNDICALISTES

12

BÉLARUS

« LA JOURNÉE A COMMENCÉ PAR DES PERQUISITIONS AU SIÈGE DU SYNDICAT »

12

UKRAINE

UNE LOI QUI FERAIT « RETOURNER LES TRAVAILLEURS ET LES TRAVAILLEUSES AU 19^E SIÈCLE »

13

LES TRAVAILLEURS DÉFENDENT L'UKRAINE,
L'ÉTAT UKRAINIEN NE DÉFEND PAS LES DROITS DES TRAVAILLEURS

17

PAR TOUS LES MOYENS NÉCESSAIRES

RUSSIE

PRISONNIERS POLITIQUES

21

« LA GUERRE VA ANÉANTIR TOUT CE QUE NOUS AVIONS OBTENU POUR LES DROITS DES FEMMES »

24

DÉCLARATION DU MOUVEMENT DES OBJECTEURS DE CONSCIENCE DE RUSSIE

28

AFTER.MEDIA

30

LA PAROLE À SOTSIALNYI RUKH

LE COMBAT DE TOUTE LA NATION MULTIETHNIQUE D'UKRAINE

32

LA GUERRE EN UKRAINE, LA SÉCURITÉ INTERNATIONALE ET LA GAUCHE

37

PRISES DE POSITION

À PROPOS DE LA GUERRE EN UKRAINE

49

LES HÉROS DE L'APOCALYPSE

50

DÉCLARATION

AVEC LA RÉSISTANCE DU PEUPLE UKRAINIEN POUR SA VICTOIRE CONTRE L'AGRESSION

FRANCE

54

PENDANT LA GUERRE LES ORAGES D'ACIER ET LES DEUX NUAGES

57

LIGNES DE FRONT

62

SUR LA NATURE DU RÉGIME RUSSE ET SES PERSPECTIVES

65

LA GUERRE, ET NOUS, ALORS ?

68

BOÎTE ALERTES



POUR UN ANTICAPITALISME À VISAGE HUMAIN ADRESSE À MES AMI·ES RADICAUX·ALES

DANIEL GUERRIER¹

« Assurément, un peuple qui capitule devant l'ennemi venu de l'extérieur est un peuple indigne, tout comme est indigne le parti qui capitule devant l'ennemi intérieur », Rosa Luxemburg, *La crise de la social-démocratie*, Spartacus, 1994, p. 121.

L'invasion de l'Ukraine par l'armée russe sur décision de Vladimir Poutine a sidéré tous les milieux y compris celui des anticapitalistes les plus radicaux. Il s'en est ensuivi des débats forts intéressants et doctes sur l'analyse de la situation et sur la solidarité ou pas avec la résistance ukrainienne dans les petits groupes les plus radicaux, allant des communistes de conseils, des luxemburgistes, des bordiguistes aux tenants de l'autonomie ouvrière en passant par les communistes et les anarchistes-communistes. Nombre des arguments théoriques ne me sont pas étrangers étant donné mon compagnonnage non sectaire avec ce milieu depuis plus d'un demi-siècle, et sur le principe j'en partage la plupart. Et pourtant...

Se refuser de tomber dans les ornières de l'« humanisme gnan-gnan », comme le rapportait un ami, au nom d'un « guerre à la guerre » de bon aloi et de « Ni avec l'OTAN ni avec Poutine » au nom du refus de choisir entre la peste et le choléra m'a, moi aussi,

sidéré ; car pas avec l'OTAN, d'accord sur le principe – dont nous avons en son temps réclamé la dissolution au moment de celle du pacte de Varsovie ; et pas avec Poutine, satrape dictateur plus tsariste que descendant du bolchevisme, d'accord ; mais les Ukrainien·nes, on les regarde s'entasser dans des abris ou pire se décomposer au bord des routes ?

En premier lieu, l'humanisme n'est pas un crime ni même un défaut. Même un Karl Marx et son compère Engels, tout à leur chère « critique critique » (dont se moquait Jenny), étaient des humanistes, car, dans la négative, quelle aurait été le moteur de leur énergie en vue de l'émancipation individuelle et collective ? N'oublions pas que Marx avait fait son mantra de la maxime de Tércence : « Rien de ce qui est humain ne m'est étranger. » Soutenir des personnes en lutte pour leur droit à l'existence, leur liberté et leur dignité n'a rien à voir avec un quelconque alignement sur tel ou tel camp ! Et qui plus est, comme le rappelait mon ami Christian Mahieux dans son éditorial du volume 7, le soutien ne peut être que critique (rester solidaire tout en se réservant le droit de critiquer) et en aucun cas inconditionnel (dans une sorte de paternalisme malsain) car il n'existe aucune lutte qui soit propre sur elle à 100 % !

Au nom d'une pensée toute manichéenne et d'un purisme théorique, nous n'aurions pas dû par le passé et nous ne devrions pas au moment présent être solidaires de nombreux combats parce qu'entachés de tares irrémédiables. Mais de telles luttes chimiquement pures n'ont jamais existé et n'existent pas, toutes ont rassemblé et rassemblent un faisceau

1. Daniel Guerrier, président des éditions Spartacus, « resté fidèle à la “double besogne” et au “refus de parvenir”, chers aux syndicalistes révolutionnaires des origines, à titre personnel sans engager le collectif des éditions Spartacus, qui ne fonctionne pas sur le principe de la “juste ligne” ».

de données plus ou moins contradictoires sauf «la lutte finale» tant attendue! Et en rester dans sa tour d'ivoire ne prépare en aucun cas les rapports de force qui seront nécessaires dans cette mère des batailles.

Avant d'évoquer la nécessaire solidarité avec nos camarades contestataires ukrainiens, biélorusses et russes, ce qui ne se confond pas, place pour place, avec le soutien au gouvernement ukrainien dont le libéralisme sur fond d'oligarques locaux ne m'a pas échappé, comme il n'a pas échappé à nos camarades anticapitalistes ukrainiens qui ne nous ont pas attendus pour mener des luttes sociales dans leur propre pays, j'aimerais partager avec vous quelques exemples passés, parmi lesquels nous avons souvent été côte à côte.

Ne fallait-il pas soutenir la lutte du peuple vietnamien d'abord contre la présence coloniale française, puis contre les États-Unis, au prétexte que le Vietminh, au fonctionnement très stalinien, avait exterminé les courants trotskistes en son sein et que sa victoire allait renforcer le bloc de l'Est?

Ne fallait-il en aucun cas soutenir la lutte du peuple algérien pour son émancipation au nom des pratiques plus que contestables du FLN et de la lutte fratricide avec leurs frères messalistes (qui fit 10 000 morts en pleine guerre d'indépendance). Mon vieil ami Daniel Guérin, tout indocile qu'il était, a toujours refusé son soutien inconditionnel à l'un ou l'autre camp qui le lui demandaient, tout en leur renvoyant leur qualité d'assassins mais sans pour autant abandonner le soutien à la lutte du peuple algérien, et sans remords de l'avoir fait malgré le vol de l'indépendance sur le poteau par l'armée.

Ne fallait-il en aucun cas soutenir Solidarnosc en son temps (n'en déplaise à ce qu'est devenu Lech Walesa depuis!) au prétexte du soutien appuyé du Vatican et de tous les anticommunistes primaires de

l'époque. Il m'en souvient encore de nous retrouver manifestant devant l'ambassade de Pologne avec le Front national à proximité. Et ce ne fut pas si facile d'animer, avec la Syndicat des correcteurs en première ligne, une minorité pro-Solidarnosc dans la CGT de l'époque, encore inféodée à la FSM prosoviétique.

Ne faut-il pas continuer à soutenir la lutte du peuple palestinien pour son émancipation malgré l'état de ses organisations, entre la corruption de son gouvernement et les dérives du Hamas et autre djihad islamique; ainsi que d'ailleurs de mauvaises fréquentations dans la solidarité comme les Jeunes pour le progrès, chiraquiens, dans les années 1970 ou d'authentiques islamistes antisémites aujourd'hui! Et d'ailleurs un Rony Braumann a totalement raison de comparer les actuelles sanctions votées officiellement contre la Russie avec l'initiative BDS (Boycott, désinvestissements, sanctions), laquelle était encore considérée récemment comme illégale, jusqu'au récent avis de la Commission européenne. Oui le deux poids deux mesures entre la Palestine et l'Ukraine est insupportable, tout comme l'est aussi le racisme des gardes-frontières polonais devant l'arrivée de non-Ukrainiens de souches fuyant la guerre. Et bien sûr l'accueil médiatisé des réfugiés ukrainiens par ceux et celles qui renvoient à la mer tous les migrants basanés, comme le maire actuel de Perpignan d'extrême droite, me révolte. Tous et toutes doivent être accueillies, il y va de notre humanité. Le fait de n'accepter dans le troupeau que les individus qui nous ressemblent ne témoigne que du reste de notre animalité, avec tout le respect que nous devons aux animaux.

Certes, en Ukraine – qui fut durant des siècles sous le joug de l'Empire austro-hongrois, de l'Empire russe et du Royaume de Pologne –, un courant



ultranationaliste prospère sur fond d'admiration pour des figures de la résistance au stalinisme au plus fort de la Grand Famine (Holodomor) qui fit en dans les années 1930 plusieurs millions de morts, devenus de farouches collaborateurs de l'Allemagne nazie, tel un Stepan Bandera (mais qui se verra malgré tout envoyé en camp de concentration à sa déclaration d'indépendance de l'Ukraine en 1941). Et les éléments les plus voyants formèrent en 2004 lors de Maïdan une milice ouvertement néonazie d'une centaine d'hommes, dénommée Azov. Elle sera plus tard intégrée à la garde nationale pour mieux la contrôler et la diluer dans un régiment de plusieurs milliers de toutes tendances qui s'illustrera dans les combats du Donbass dès 2014, avec des méthodes parfois excessives d'ukrainisation de populations russes d'origine sans commune mesure avec un quelconque «génocide», et encore récemment lors de la résistance de Marioupol en vue de fixer les troupes russes. C'est un fait propre à l'histoire de l'Ukraine dont on ne peut pas faire l'économie au risque de ne pas du tout comprendre pourquoi l'armée allemande fut accueillie en libératrice par nombre d'Ukrainiens en 1940. La volonté de Poutine de «dénazifier» l'Ukraine d'aujourd'hui est un sophisme et un alibi pour une tentative d'éradication. Comprendre d'où viennent certains aspects d'une lutte, pour le meilleur ou pour le pire, ne veut en aucun cas dire les accepter, n'en déplaie à un Manuel Valls de sinistre mémoire!

Nous devons nous tenir aux côtés du peuple ukrainien contre l'agression et contre l'occupation, tout comme nous nous devons d'être aux côtés des Russes et des Biélorusses luttant contre leurs régimes dictatoriaux, dans la continuité de la déclaration intitulée «Avec la résistance du peuple ukrainien pour sa victoire contre l'agresseur» publié dans ce volume 8. Comme le déclaraient les activistes étatsuniens Bill

Fletcher Jr, Bill Gallegos, Jamala Rogers dans *New Politics*, le 11 mai 2022 :

Il ne s'agit pas d'encourager une prétendue lutte jusqu'au dernier Ukrainien – comme si les Ukrainiens n'étaient que de stupides marionnettes entre les mains des étrangers – mais, au contraire, de soutenir la lutte des Ukrainiens contre l'agression et pour l'autodétermination, y compris le droit à l'autodéfense. La solidarité avec les Ukrainiens ne consiste pas à soutenir l'Occident et sa position hypocrite sur la question de savoir quand une occupation est une occupation. Se tenir aux côtés des Ukrainiens est un acte de solidarité internationale avec les opprimés. Et cette solidarité doit également inclure la solidarité avec ceux qui, en Russie, s'opposent à la répression et à l'agression du régime Poutine... Travailleurs et peuples opprimés du monde entier, unissez-vous!

En m'excusant par avance pour ce long pen-sum, j'aimerais pour finir – et non surtout pas conclure! – tenter de comprendre ce qui chez vous (et pourtant je partage nombre de vos analyses!) peut en arriver à rester froid devant tant d'horreurs tout en vous donnant raison de ne pas être solidaire de faux, voire mauvais, combats. J'y vois, en toute amitié, une sorte d'attitude quasi psychorigide de fidélité à des principes plus que respectables mais intemporels et désincarnés. Bien sûr vous avez raison de dénoncer les États-Unis, qui ont tout intérêt à ce que cette guerre dure pour mieux exporter leur gaz de schiste, leur pétrole bitumineux et leur blé tout en affaiblissant un impérialisme ennemi sur fond de combats menés par d'autres. Et les fausses solidarités médiatisées du type de celle de l'insupportable BHL se faisant photographe devant des banderoles en français (qu'il a faites fabriquer exprès) à Odessa, sont à vomir tout comme celles issues de l'extrême

droite totalement instrumentalisées dans un but politicien. Bien que internationalistes, je vous perçois plus comme a-nationalistes, dans une quasi-incapacité à prendre en compte les nations, au sens étymologique de la « *natio* », à différencier absolument de l'État-nation issu de la Révolution française, en refusant les appartenances de culture, de territoire au seul profit de celle de classe. Et qui plus est dans une recherche de pureté et d'absolu, en fait inexistant dans ce monde, où il faudrait toujours opposer réforme et révolution, l'une des pires calamités de nos mouvements, voir poser le projet en tout ou rien – en général l'aboutissement en est rien! – alors que tout est dans les rapports de force pour que le compromis soit le plus en faveur de la nécessaire émancipation. Et qui s'occupe aujourd'hui de construire le rapport

de force dans les entreprises et les quartiers? En fait votre attitude sur la réserve, sinon la dénonciation, aurait tout son sens si nous étions dans la mère de batailles à deux doigts de la fin du capitalisme (qui dans l'économie globalisée actuelle, ne pourra advenir que mondialement, et donc pas vraiment pour demain!)

Sans rancune et en amitiés, soyons solidaires de toutes et tous les opprimé·es et exploité·es du monde; et, dans le cas présent, des peuples ukrainien, russe et biélorusse, sous l'agression pour l'un de l'armée aux ordres de Poutine et sous le pouvoir de dictateurs pour les autres. Notre anticapitalisme commun ne peut pas faire l'économie de ce soutien sans pour autant nous amener à défendre le « monde libre », comme on disait à l'époque de la guerre froide!



Katya Grineva, «Image symbolique de la ville industrielle de Marioupol, détruite par les bombes», 2022, technique mixte, Lviv.

www.aylepe.net



UKRAINE



SOLIDARITE
FRANCE

4 heures pour la résistance ukrainienne !

Retour d'Ukraine de la délégation
du réseau européen de solidarité...

SAMEDI 11 JUIN

13H30, BOURSE DU TRAVAIL

29, bd du Temple - M° Filles du Calvaire ou République



AU PROGRAMME

Retour d'Ukraine de la délégation du réseau européen de solidarité...

UKRAINE



SOLIDARITE
FRANCE

Avec la participation
notamment de :

Denys Gorbach
et Sotsialnyi Rukh
(Ukraine), Catherine
Samary, Jean Vogel
(Belgique), Mireille
Fanon, Coordination
des Ukrainiens de
France, Coordination
des Syriens, éditions
Medusa (Ukraine)
et Syllépse (France),
Patrick Farbiaz,
Coopérative européenne
Longo Mai, Elisa Moros,
Mariana Sanchez,
commission femme
du Réseau européen,
Robi Morder,
Patrick Silberstein,
des syndicalistes,
Christian Mahieux,
Pierre Couttaz...

TROIS TEMPS SUCCESSIFS

- * **GUERRE ET RÉSISTANCES**
Ukraine, Russie, Biélorussie
- * **SOLIDARITÉS INTERNATIONALES**
Déserteurs, délégations, convois...
- * **SUR TOUS LES FRONTS**
Femmes, réfugié.e.s, éditions, écologie...

CONTACT

solidariteukraine11@gmail.com

Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine

<https://ukraine-solidarity.eu/>



**PENDANT LA GUERRE,
LA LUTTE CONTINUE**

UKRAINE

LES TRAVAILLEURS DES PLATEFORMES RÉCLAMENT DES SALAIRES DÉCENTS

Les livreurs de plateforme, dont beaucoup ont été déplacés de chez eux, réclament des salaires décents alors qu'ils continuent à travailler durant la guerre.

Le 12 mai, des chauffeurs-livreurs de Lviv se sont rendus au siège de Bolt Food pour faire part de leurs revendications et ouvrir un dialogue avec l'entreprise. Ils se sont présentés en dissimulant leur identité [cagoulés ou portant leurs casques de moto] car l'entreprise a déjà puni des travailleurs par le passé en les excluant de l'application par des «licenciements et des suspensions robotisées».

De nombreux livreurs de Lviv ont fui les villes touchées par la guerre. Ils sont souvent sans abri ou sont les seuls soutiens de famille restants. Dans une vidéo produite par l'association ukrainienne Labor Initiatives, ils décrivent leur situation.

Je suis de Mykolaiv. Mes parents ont perdu leur emploi là-bas. Je n'ai pas d'endroit pour vivre ici et je n'ai même pas assez d'argent pour manger. Bolt Food a dit qu'il proposerait des conditions favorables. Tant pour eux-mêmes que pour les coursiers. Mais ils [ont] supprimé le salaire minimum, baissé les ratios [de courses]. Comment sont censés vivre les déplacés?

Un autre décrit la détérioration des rémunérations: Ils ont supprimé le paiement minimum pour la livraison et réduit les ratios de près de la moitié. Un collègue a calculé que cela provoquait, approximativement, une baisse des salaires de 52 %.

L'entreprise n'a pas expliqué les raisons de ces changements. Pendant ce temps, ceux des travailleurs qui utilisent des voitures et des motos et qui doivent faire le plein d'essence pour pouvoir travailler sont confrontés à la hausse du prix des carburants. «Le carburant fait partie de mes dépenses, déclare l'un d'entre eux. Maintenant, je ne sais pas si je peux même le payer.»

Les revendications montrent clairement que les entreprises des plateformes violent les droits des travailleurs dans des environnements extrêmes en utilisant la technologie que les entreprises ont mise en place pour maximiser leurs profits. [...]

Chaque société agit comme elle l'entend. Certaines plateformes emploient des personnes en tant qu'«entrepreneurs privés», d'autres disent simplement: «Vous êtes branché sur la plateforme» et vous devriez en être reconnaissant. De ce fait, de nombreux problèmes se posent.

«Et si après tout cela, poursuit-il, des syndicats se forment, ce sera formidable. Les gens devraient avoir un instrument pour résoudre leurs problèmes. Aussi étrange que cela puisse paraître, cela pourrait même sauver leur vie.»

PUBLIÉ PAR SOLIDARITY CENTER

18 mai 2022

Vidéo de la mobilisation: www.youtube.com/watch?v=kNkzrb9rEUK

Traduction Patrick Le Tréhondat

LES SERVICES DE SÉCURITÉ S'INTÉRESSENT AUX SYNDICALISTES

Lyudmyla Shandyha, responsable du Syndicat libre des cheminots d'Ukraine pour les travailleurs des transports (KVPU) de la région de Khmelnytsky, a reçu une lettre du bureau du service de sécurité (SBU) de la région de Khmelnytsky.

Dans ce document, le premier chef adjoint du département, V. Grechanyuk, demande à la responsable du syndicat de fournir des informations (nom, prénom et postes occupés) des membres du Syndicat libre des cheminots d'Ukraine de Khmelnytsky, se référant au paragraphe 5 partie 2 de l'article 7 de la loi ukrainienne «sur les activités de contre-espionnage». Après avoir consulté le secrétaire du Syndicat libre des cheminots d'Ukraine, Volodymyr Kozelsky, et consulté le service juridique de la Confédération

des syndicats libres d'Ukraine, Lyudmyla Shandyha a rappelé au responsable du SBU dans sa réponse que sa demande viole la Constitution de l'Ukraine. Compte tenu de tout cela, Lyudmyla Shandyha a répondu à juste titre qu'elle considérait qu'il était impossible de fournir de telles informations sur les membres des syndicats.

Comme d'autres organisations syndicales locales, régionales et de branche peuvent connaître une situation similaire, nous fournirons les commentaires du département juridique de la Confédération des syndicats libres d'Ukraine sur ce sujet.

PUBLIÉ PAR KVPU

24 mai 2022

Traduction Patrick Le Tréhondat



BÉLARUS

« LA JOURNÉE A COMMENCÉ PAR DES PERQUISITIONS AU SIÈGE DU SYNDICAT »

Tôt ce matin [25 mai], la police (ou d'autres organes) a fait une descente au siège du syndicat indépendant biélorusse, situé au 13-A de la rue Bogomolova. À l'heure actuelle, les téléphones portables et autres appareils des employés du bureau du syndicat ont été saisis par les autorités de l'État. Les employés ont signé des documents de non-divulgateion [de l'opération].

Le KGB (vraisemblablement du département de Minsk du KGB) s'est présenté au bureau d'Aliaksandr Mishuk, président du BITU de l'entreprise JSC Belaruskali, au 5 Korzha Str. et ce en présence de plusieurs témoins; des membres du syndicat n'ont pas été autorisés à entrer dans le bureau du président. Le président Mishuk a été emmené par les autorités de l'État, sans autre information. Une perquisition a

été effectuée à son domicile. Selon nos informations, les autres représentants du BITU dans les branches de l'entreprise Belaruskali (ateliers auxiliaires et usines) ne sont pas vu refuser l'accès à leur lieu de travail.

Les bureaux syndicaux du BITU des 2^e et 1^{re} unités de production de Belaruskali ont été perquisitionnés. Le président du BITU de la 1^{re} unité de production de Belaruskali, Pavel Razumouski, a été convoqué à un interrogatoire par le KGB.

Les militants syndicaux supposent que des perquisitions auront lieu dans tous les bureaux du BITU de l'entreprise Belaruskali.

Le bureau du procureur a partiellement reçu en temps voulu les informations demandées au BITU (le bureau syndical n'a pas fourni les listes de ses membres, se référant à la loi sur la protection des données personnelles).

Nous vous rappelons que les organisations syndicales du BITU à Salihorsk sont les seules structures actives restantes du syndicat. Il s'agit de : l'organisation régionale du BITU à Salihorsk ; l'organisation du BITU à la JSC Belaruskali ; et l'organisation du BITU à Remmontazhstroy (filiale de Belaruskali).

Nous vous rappelons également que le président du syndicat indépendant biélorusse Maksim Pazniakou purge sa peine en prison : il a été condamné à quinze jours d'arrêts administratifs après avoir été arrêté le 17 mai à Novopolock.

PUBLIÉ PAR LE [SYNDICAT INDÉPENDANT DE BIÉLORUSSIE](#)

25 mai 2022

Traduction Patrick Le Tréhondat

UKRAINE

UNE LOI QUI FERAIT « RETOURNER LES TRAVAILLEURS ET LES TRAVAILLEUSES AU 19^E SIÈCLE »

SERHIY GUZ¹

« Avec une seule lettre, notre employeur nous a renvoyé·es, et notre négociation s'est transformée en monologue, explique Anton Gorb, représentant syndical du plus grand service postal privé d'Ukraine. Nous n'allons pas céder. Nous tentons de regagner quelque chose. Mais notre rapport avec l'employeur ne peut plus être rétablie. »

1. Serhiy Guz est un journaliste ukrainien et l'un des fondateurs du mouvement syndical du journalisme dans le pays. Il a dirigé le syndicat ukrainien des médias indépendants entre 2004 et 2008 et est actuellement membre de la commission ukrainienne d'éthique journalistique.

En mars de cette année, le Parlement ukrainien a adopté une législation qui restreint considérablement la capacité des syndicats à représenter leurs membres, introduisant la « suspension d'emploi ». Cela signifie que l'employé·e n'est pas licencié·e, mais son emploi et son salaire sont suspendus. La loi accorde aux employeur·es le droit unilatéral de suspendre les conventions collectives. Cela, raconte Gorb, s'est passé à Nova Pochta, autrefois un fleuron des bonnes relations de travail entre les syndicats ukrainiens et la direction. Mais au-delà de cette mesure temporaire, un groupe de parlementaires et de responsables ukrainien·nes

visent désormais à «libéraliser» et à «désoviétiser» davantage la législation du travail. Un projet de loi prévoit que les salarié·es de petites et de moyennes entreprises – jusqu'à 250 employés – seraient, en effet, retiré·es de la législation du travail en vigueur et couvertes par des contrats individuels, négociés avec leur employeur. Il s'agit de plus de 70 % de la main-d'œuvre en Ukraine.

Dans un contexte qui éveille le soupçon que le gouvernement se sert de l'invasion pour faire passer une déréglementation radicale du droit du travail, souhaitée depuis longtemps par le patronat et le régime, un expert a averti que l'introduction du droit civil dans les relations de travail risque d'ouvrir une «boîte de Pandore» pour les travailleuses et les travailleurs.



SOUS PRESSION

«On avait l'un des meilleurs employeurs de l'Ukraine et une bonne convention collective,» dit Gorb. «Mais maintenant, les employeur·es ont tourné le dos au dialogue social. Nous pensions au début que c'était en réaction à la guerre. Mais il s'est avéré que le patronat et le gouvernement attendaient depuis longtemps l'adoption de cette loi.»

Le syndicat indépendant de New Post est l'une des plus importantes des syndicats indépendants en Ukraine (la grande majorité des syndicats étant dominés par la direction des entreprises). Avant l'invasion, le syndicat comptait plus de 11 500 membres (sur environ 30 000 employé·es), et sa première convention collective avait été signée en 2016. Mais en avril, dans le cadre de la suspension en temps de guerre de certains droits du travail – qualifiés à l'époque de «temporaires», la direction de New Post a révoqué 30 éléments de la convention collective. La plupart de ces éléments concernent la coordination

des conditions de travail avec les syndicats, mais également certains droits comme la fourniture d'uniformes aux travailleurs et aux travailleuses, la disponibilité d'une trousse de premiers secours sur le lieu de travail, les horaires de travail, et autres. Dans une interview récente, le directeur des opérations de l'entreprise, Yevhen Tafiytchouk, a déclaré que les postes de 1 500 employé·es ont été «suspendus», en vertu de la législation en temps de guerre. Cela signifie qu'ils et elles n'ont pas été licencié·es, mais qu'ils et elles ne travaillent pas, ou ne sont pas payés. Cela, explique Tafiytchouk, était dû à une forte réduction du volume de fret dans les premiers jours de la guerre et à la fermeture et au bombardement de certaines de ses succursales. Certains membres du personnel, pour lesquels il n'y avait pas de travail à ce moment-là, ont vu leur salaire réduit. «C'est une procédure officielle, et nous avons payé tous les salaires conformément à la loi,» a-t-il déclaré. La situation est semblable ailleurs. Début mai, le syndicat des métallurgistes et des mineurs a écrit à la direction de l'usine ArcelorMittal à Kryvyi Rih, la plus grande aciérie du pays, affirmant qu'en avril, la direction avait suspendu certaines parties de la convention collective concernant l'activité syndicale, la protection et les bénéfices sociaux des employé·es. Afin d'informer les gens, Sotsialnyi Rukh [...] a créé une «liste noire d'employeur·es», qui comporte les entreprises qui ont suspendu unilatéralement toute, ou une partie de, la convention collective, ou qui ont considérablement modifié les conditions de travail, en violation du code de travail. Près de vingt entreprises figurent sur la liste, dont la centrale nucléaire de Tchernobyl, la compagnie nationale des chemins de fer, le port d'Odessa, et le métro de Kiev.

Mais maintenant, les parlementaires ont décidé d'aller encore plus loin. Ils et elles cherchent à

adopter une réforme plus radicale de la législation du travail, qui s'étendrait bien au-delà du temps de guerre.

DÉSOWIÉTISATION = NÉOLIBÉRALISATION

Le nouveau projet de Code de travail, le projet de loi 5371, a été initialement enregistré en avril 2021. Mais la semaine dernière, le parlement ukrainien l'a soutenu formellement pour la première fois, ouvrant la voie à son adoption officielle. Officiellement, le projet de loi a été déposé par Halyna Tretyakova, chef de la commission parlementaire de la politique sociale, et aussi d'un certain nombre d'autres député·es du parti au pouvoir, le Serviteur du peuple, le parti du président Zelensky. Le projet a été élaboré par une ONG ukrainienne, le «Bureau des solutions simples et des résultats», qui a été mis en place par l'ancien président géorgien Mikheil Saakashvili, en collaboration avec des associations d'employeurs ukrainiens et un programme de l'USAID, organisme du gouvernement américain qui «promeut la démocratie» depuis longtemps en Ukraine. Les auteurs du projet de loi affirment que les relations de travail en Ukraine sont toujours régies par «le Code du travail obsolète, adopté en 1971 et développé dans les conditions de l'économie soviétique dirigée par l'État». La nouvelle loi pourrait affecter jusqu'à 70 % de la main-d'œuvre ukrainienne. Les promoteurs et promotrices de la loi maintiennent que les petites et les moyennes entreprises ne disposent pas d'une législation satisfaisante pour leur développement. Les «méthodes obsolètes et économiquement inadéquates de réglementation étatique des relations de travail en Ukraine ont un impact sur les secteurs privé et public du pays.»

Pour résoudre ce problème, le projet de loi introduira des contrats individuels pour les individus

travaillant dans des petites et moyennes entreprises et donnera aux employeur·es ukrainien·nes le droit de licencier sans justification. Il prévoit également une «réduction du fardeau bureaucratique sur les relations de travail et sur les entreprises.» Ces mesures, selon les partisans du projet, devraient «désowietiser» le droit du travail. Ils et elles qualifient cette libéralisation de «mise en place d'un régime plus souple et plus libre». «Ces innovations sont bénéfiques pour les deux parties. Car la réglementation contractuelle peut être plus souple que la législation», déclare la députée Hanna Litchmane. «Par exemple, si l'employeur veut inclure certaines options et avantages supplémentaires pour un·e salarié·e, ces éléments des relations de travail sont encore plus fiables que de simples conventions collectives.»

C'EST L'ESCLAVAGE

Cependant, les syndicats indépendants ukrainiens évaluent le projet de loi de manière tout à fait différente. Vitaliy Doudine, expert en droit du travail et représentant de Sotsialnyi Rukh affirme que le projet de loi est «l'instrument le plus radical pour détruire le modèle dudit partenariat social».

Selon lui, la partie la plus destructrice de la nouvelle législation est l'introduction du droit civil ukrainien dans les relations de travail. Le droit civil ukrainien est basé sur l'idée que les deux parties sont égales, alors que la relation entre employeur·e et employé·e ne l'est pas, puisque les premiers sont toujours dans une position plus avantageuse. «C'est un retour au 19e siècle. En introduisant le droit civil dans les relations de travail, on ouvrira une boîte de Pandore».

George Sandul, avocat de l'organisme public Initiatives du travail, souligne lui aussi qu'un·e salarié·e a toujours moins d'influence qu'un·e employeur·e. Il observe que nombreuses conventions

de l'Organisation internationale du travail (OIT) concernent justement cette question. Le principal problème du projet de loi est l'introduction de contrats individuels dans les petites et moyennes entreprises. «Ce régime permet d'introduire littéralement n'importe quoi dans le contrat de travail d'un·e salarié·e, faisant fi du Code de travail ukrainien – par exemple, des motifs additionnels de licenciement, des responsabilités, même une semaine de 100 heures», explique Sandul.

«En plus, c'est le contrat individuel de travail qui devient la base de régulation de toutes les relations dans l'entreprise. Cela neutralise le rôle des conventions collectives et relègue les syndicats au second plan.»

La commission parlementaire sur l'intégration à l'UE a déjà déclaré que la législation proposée «affaiblit le niveau de protection du travail, réduit la portée des droits du travail et des garanties sociales des employé·es, par rapport à la législation actuelle,» contredisant ainsi les obligations de l'Ukraine en vertu de son accord d'association avec l'UE. Le projet de loi a également été vivement critiqué par l'OIT. «Si ce projet de loi est adopté en deuxième lecture, alors les travailleurs et les travailleuses n'auront plus aucune protection contre les actions arbitraires en cas de licenciement», a déclaré un ancien ministre de la politique sociale, Andriy Reva.

LE PARTI AU POUVOIR DU PRÉSIDENT ZELENSKY AVANCE

Pendant plus d'un an, le projet de loi proposé n'a pas trouvé de soutien suffisant parmi les législateurs et législatrices. Mais la situation a changé en mai, lorsque des votes de soutien ont été fournis par le parti politique Confiance, ainsi que par d'ancien·nes membres du parti pro-russe, Plateforme

d'opposition/Pour la vie, qui a été interdit. Il est possible que la répression contre ce dernier parti – qui comprend une proposition visant à priver ses député·es de leurs mandats – a rendu certains députés plus disposés à s'adapter aux modifications proposées. Le Parlement est maintenant pressé de préparer une deuxième lecture dans le cadre d'une soi-disant «procédure accélérée», alors qu'il y a suffisamment de voix pour l'approuver. La question clé est de savoir si les syndicats ukrainiens, dans l'environnement militaire actuel, seront en mesure de bloquer ce projet de loi ou d'obtenir des changements significatifs avant la deuxième lecture. Sandul dit que si les syndicats ukrainiens et internationaux ont mené une campagne contre le projet de loi l'année dernière, l'invasion de la Russie signifie qu'il ne peut y avoir de protestations, et donc «les campagnes d'information sont désormais un levier d'influence sur la situation.» Le 18 mai, le bureau conjoint des syndicats ukrainiens a adressé une lettre ouverte aux député·es, les appelant à ne pas voter pour le projet de loi 5371 en deuxième lecture. Pendant ce temps, Doudine considère que la nouvelle candidature de l'Ukraine à l'UE pourrait devenir un «atout» pour les syndicats: «Désormais, les droits de la personne, y compris les droits du travail, seront contrôlés par l'UE. Par conséquent, les syndicats, qui ont moralement raison dans cette situation – leurs membres sont également en guerre – peuvent exiger un moratoire sur de telles réformes en temps de guerre dans l'esprit de l'intégration européenne.»

OPEN DEMOCRACY

20 mai 2022

www.opendemocracy.net/en/odr/ukraines-new-labour-law-wartime/



LES TRAVAILLEURS DÉFENDENT L'UKRAINE L'ÉTAT UKRAINIEN NE DÉFEND PAS LES DROITS DES TRAVAILLEURS

MAŁGORZATA KULBACZEWSKA-FIGAT¹

À l'ombre de la guerre, le gouvernement ukrainien fait avancer des réformes du travail qui étaient prévues depuis plus de vingt ans, mais qui, pour diverses raisons, n'ont jamais vu le jour. Et ce ne sont pas les réformes pour lesquelles les syndicats se sont battus. L'expression «contre-réformes» serait peut-être plus appropriée: si le marché du travail ukrainien n'était pas un espace favorable aux travailleurs bien avant la guerre, il va maintenant être encore plus déstabilisé, déréglementé et encore plus adapté aux attentes des employeurs.

En mars dernier, le Parlement a voté et Volodymyr Zelensky a signé le projet de loi 2136 ou loi sur les relations de travail dans les conditions de guerre. Officiellement, cette loi est une mesure temporaire visant à aider les entreprises qui ont été lourdement touchées par le conflit et qui ne peuvent pas continuer à fonctionner comme précédemment. Toutefois, l'aide de l'État ne consiste pas en des subventions, des prêts ou des taux d'imposition préférentiels. L'État ukrainien semble suggérer qu'il ne dispose d'aucune ressource pour ces mesures. Au lieu de cela, il donne aux entrepreneurs les coudées franches pour exploiter les travailleurs.

Le projet de loi 2136 donne à l'employeur le droit de «suspendre le contrat de travail». Cela signifie que

le travailleur n'est ni licencié, ni payé. En outre, le projet de loi donne aux employeurs la possibilité de ne pas payer un travail déjà effectué. Il leur suffira de dire qu'en raison de la guerre, ils n'ont pas été en mesure de le payer. Aucune institution ne pourra les obliger à payer, explique Vitaliy Dudin [...]. Et ce n'est pas tout: l'employeur a désormais aussi le droit d'interrompre toute convention collective. Aucune justification n'est nécessaire.

Pour Vitaliy Dudin, les conclusions sont évidentes: dans une situation critique, l'État ukrainien fait des intérêts des entreprises, et non ceux des travailleurs, une priorité.

Les travailleurs sont peut-être la majorité de la société, comme dans toute société, mais ils n'ont aucune représentation significative dans la vie politique. Le nom du parti de Volodymyr Zelensky, Serviteur du peuple, est d'une ironie amère. Ce n'est pas la première fois que les «serviteurs» défendent des politiques néolibérales extrêmes, demandent davantage de déréglementation et ne prêtent aucune attention à la situation catastrophique des travailleurs.

Avant l'invasion russe, des millions de travailleurs ukrainiens ont migré vers les pays de l'UE (et pas seulement), sachant pertinemment que même les plus pauvres d'entre eux, la Bulgarie et la Roumanie, offraient des revenus nettement supérieurs à ceux de leur pays d'origine pour un travailleur moyen. La Pologne voisine était un choix privilégié. Géographiquement proche et parfaitement reliée à l'Ukraine par les routes et les chemins de fer, avec une

1. Małgorzata Kulbaczevska-Figat est rédactrice en chef adjointe de *strajk.eu*, associée au Forum d'échange de la pensée sociale à Varsovie.

langue assez facile à apprendre pour les Ukrainiens et les russophones, elle comptait déjà une communauté de 2 à 3 millions de travailleurs ukrainiens en 2019. Si certains d'entre eux travaillaient en Pologne pendant quelques mois avant de retourner vivre avec leur famille en Ukraine, d'autres étaient déterminés à y rester définitivement. Même si la Pologne a ses propres problèmes graves en matière de droits des travailleurs, il n'y a guère de comparaison possible avec l'Ukraine.

Les militants polonais et européens se battent pour améliorer les conditions de travail, tandis que nous luttons pour obtenir les garanties les plus élémentaires, c'est ce que me précise Vitaliy Dudin. Les bas salaires étrangent notre économie. En outre, quelque 20 à 30 % des travailleurs ukrainiens sont employés «officieusement».

Même le fait de travailler dans une entreprise d'État, dans un secteur économique critique, ne garantit pas un salaire stable, permettant de vivre décemment. Comme le souligne Vitaliy Dudin, l'un des secteurs professionnels qui connaît régulièrement des retards de paiement de salaires est celui des mineurs de charbon. C'est leur travail, dur et dangereux, qui assure la sécurité du secteur énergétique ukrainien. Pourtant, il fut un temps, avant la guerre, où l'État leur devait plus de 4 milliards de hryvnias, soit 136 000 000 dollars de salaires impayés.

Les mineurs ont organisé régulièrement des actions de protestation spontanées, y compris un mouvement le plus désespéré : une protestation «souterraine» [en restant au fond de la mine]. Une autre importante action de protestation «souterraine» a eu lieu en 2020 à Kryvy Rih, un centre de l'extraction de fer d'importance transnationale. Un groupe de travailleurs de KZRK, une usine anciennement publique composée de quatre mines de fer et d'usines associées, a passé

plus d'un mois à l'intérieur des mines, réclamant une augmentation de salaire. Avant l'action, leurs salaires n'atteignaient même pas le niveau de 1 000 euros. Leurs collègues et leurs familles, qui ont organisé une manifestation dans la ville, avaient apporté une banderole proclamant : «La dignité commence à partir de 1 000 euros». Une allusion claire aux événements d'Euromaïdan, appelés «révolution de la dignité» qui posait une question : peut-on vraiment parler de dignité nationale si les gens sont si mal payés pour leur dur labeur ?

Pour les législateurs ukrainiens, apparemment, il n'y a pas de contradiction. Après avoir présenté le projet de loi 2136, ils ont continué à travailler sur le projet de loi 5371. Et alors que la *zakon* [loi] 2136 était considérée par de nombreux travailleurs comme une mesure sévère, mais indispensable, le projet de loi 5371 n'a rien à voir avec la guerre en cours.

Il a été rédigé il y a deux ans par le Bureau des décisions simples et des résultats, une ONG fondée par Mikheil Saakashvili, avec la participation d'USAID et d'un syndicat d'employeurs, pour conseiller le gouvernement ukrainien en matière de législation. L'idée maîtresse du projet de loi est d'introduire un maximum de flexibilité et de déréglementation dans les petites et moyennes entreprises (jusqu'à 250 personnes). Selon le projet, les conditions de travail et de rémunération de chaque employé seraient déterminées par son contrat de travail individuel. Un contrat auquel l'employeur pourra mettre fin de manière simplifiée.

Les employeurs pourront tout écrire dans ces contrats explique Vitaliy Dudin. Ils pourront, par exemple, s'assurer le droit d'exiger d'un employé de travailler un jour de congé. Ils peuvent également inclure des motifs de licenciement immédiat et je ne veux pas imaginer ce qui s'y trouvera. Un regard



inamical? Une violation du code vestimentaire? Pourquoi pas, avec le projet de loi 5371, tout est possible.

L'expert en droit du travail s'attend à ce que les grandes entreprises soient artificiellement divisées en petites entités de 250 personnes afin que les employeurs les plus importants et les plus puissants puissent bénéficier d'une flexibilité maximale. Il ne doute pas que les entreprises ukrainiennes vont exploiter toutes les opportunités pour renforcer leur position. Avec ces lois, l'équilibre entre les employeurs et les travailleurs est détruit, résume-t-il, ajoutant qu'il n'y avait pas non plus d'équilibre avant la guerre. Non seulement en raison de la logique même des relations capitalistes capital/travail, où les travailleurs sont toujours les plus faibles. Mais aussi en raison du fait qu'il n'existe pas en Ukraine d'institution publique qui se consacre en particulier à la défense des droits des travailleurs. Les questions relatives au marché du travail relèvent du ministère de l'économie, alors que ce même ministère est censé défendre le développement de l'esprit d'entreprise et les droits des employeurs. C'est un conflit d'intérêts flagrant, et il est résolu en tenant davantage compte des demandes des entreprises commente M. Dudin.

Sotsialnyi Rukh a créé une liste noire d'employeurs ukrainiens qui ont déjà fait usage des options du projet de loi 2136: suspension des contrats de travail, licenciements ou renonciation à une partie de la convention collective. Parmi eux, on trouve ArcelorMittal Kryvyi Rih, un autre géant du fer et de l'acier. Les militants compilent la liste noire en utilisant les informations publiées dans les médias et/ou provenant des travailleurs eux-mêmes. Et ils sont certains que la liste est incomplète.

Ce que les syndicats ne peuvent pas faire maintenant, ce sont des manifestations de rue ou des

grèves, ce qui était aussi inclus dans le projet de loi 2136. Pour arrêter le projet de loi 5371, ils publient des appels aux législateurs, soulignant que cette loi pourrait entraver les ambitions européennes du pays. Après tout, l'Europe, même après ses propres contre-réformes dans les États touchés par la pensée néolibérale, est loin de la déréglementation prônée par les politiciens ukrainiens. Le projet 5371 est en contradiction avec la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, sans parler des conventions de l'Organisation internationale du travail.

Ce type d'argumentation sauvera-t-il les travailleurs ukrainiens d'une nouvelle dégradation? Nous le saurons bientôt, car la majorité parlementaire fait pression pour adopter dès que possible le projet de loi 5371. Vitaliy Dudin n'a aucune hésitation lorsque je lui demande pour quel type de législation du travail ils auraient dû voter à la place. Les travailleurs doivent avoir le droit d'arrêter de travailler lorsque l'entreprise leur doit le salaire qui leur revient. Nous avons également besoin d'une protection contre la discrimination, le harcèlement moral et une meilleure protection des militants syndicaux. En outre, la loi ukrainienne permet aux syndicats de participer à la gestion des entreprises. Nous l'avons oublié, et nous devons nous battre pour que cette disposition soit mise en pratique. Je ne suis pas contre, en principe, un soutien de l'État aux entreprises. Oui, il y a des entreprises qui ont effectivement été détruites et qui ne peuvent pas continuer sans l'aide de l'État. Mais je souhaite que cette aide ne consiste pas à dégrader la situation des travailleurs, et qu'elle soit versée à des entreprises qui donnent le bon exemple en matière de normes de travail.

PUBLIÉ PAR [TRANSFORM EUROPE!](#)

28 mai 2022

Traduction Patrick Le Tréhondat



PAR TOUS LES MOYENS NÉCESSAIRES

RUSSIE

PRISONNIERS POLITIQUES

Emprisonnées en raison de manifestations ou d'opinions antiguerre, d'opinions politiques variées, ces personnes sont toutes contre l'attaque de la Russie contre l'Ukraine. Cette liste n'est, hélas, pas exhaustive, il s'agit juste des cas qui sont connus des compagnons de l'[Anarchist Black Cross de Moscou](#).

ANASTASIA LEVASHOVA

Étudiante, elle a participé, 24 février, à la manifestation antiguerre et a lancé un cocktail Molotov contre la police. Elle a été condamnée à deux ans de prison. Elle n'a pas encore été transférée dans une colonie pénitentiaire.

Adresse pour lui écrire: Anastasia Mihaylovna Levashova, Sizo-6, ul. Shosseynaya 92, 109383 Moscou Russie
109383, Москва, ул. Шоссейная, 92, СИЗО-6, Левашовой Анастасии Михайловне 1999 г.р.

VLADIMIR SERGUËÏEV

Arrêté lors d'une action antiguerre, le 6 mars. Des cocktails Molotov ont été découverts dans son sac à dos. Lors de sa détention, il a fait une tentative de suicide. La police l'a rapidement transféré à l'hôpital et il s'est rétabli après avoir passé plusieurs jours dans le coma. Il a été accusé de «préparation de hooliganisme». Des accusations de «préparation du terrorisme» ont été ajoutées, et il pourrait être condamné à une peine pouvant aller jusqu'à dix ans de prison. Il est maintenant dans la prison Butyrka de Moscou.

Adresse pour lui écrire: Vladimir Andreevich Sergeev né en 1985, SIZO-2, ul. Novoslobodskaja 45, 127055 Moscou, Russie

127055, Москва, ул. Новослободская д. 45, СИЗО-2, Сергееву Владимиру Андреевичу 1985 г. р.

ANTON JOUCHKOV

Arrêté lors de l'action du 6 mars, accusé de «hooliganisme» et de «préparation du terrorisme». Il risque dix ans de prison. Il est maintenant dans la prison Butyrka de Moscou.

Adresse pour lui écrire: Anton Aleksandrovitch Jouchkov, né en 1983, SIZO-2, ul. Novoslobodskaja 45, 127055 Moscou, Russie
127055, Москва, ул. Новослободская д. 45, СИЗО-2, Жучкову Антону Александровичу 1983 г. р.

ZAKHAR TATUYKO

Condamné à un an et quatre mois dans une colonie pénitentiaire pour agression d'un représentant de la loi lors d'une réunion antiguerre à Saint-Petersbourg.

Adresse pour lui écrire: Zakhar Aleksandrovich Tatuyko 1997 г.р., SIZO-3, g. Viborg, ul. Reservnaia, 188800, Leningradskaja oblast'
188800, Ленинградская область, г. Выборг, ул. Резервная 2, СИЗО-3, Татуйко Захару Александровичу 1997 г.р

VALERIY VALEREVICH DUBENYUK

Accusé d'avoir bousculé un policier dans une action contre la guerre à Saint-Petersbourg. Condamné à un an dans une colonie pénitentiaire.

Adresse pour lui écrire: Valeriy Valerevich Dubenyuk, né en 1992, SIZO-1 rue Kolpinskija. g. Kolpino, 196655 Saint-Petersbourg
196655, Санкт-Петербург, г. Колпино, Колпинская ул., 9, СИЗО-1, Дубенюку Валерию Валерьевичу 1992 г.р.

IGOR ALEKSANDROVITCH MALTSEV

Accusé d'avoir participé à une action où un mannequin de soldat a été brûlé à Saint-Petersbourg.

Adresse pour lui écrire: Maltsev Igor Aleksandrovitch né en 1999, SIZO-1 rue Kolpinskiïa. g. Kolpino, 196655 Saint-Pétersbourg
196655, Санкт-Петербург, г. Колпино, Колпинская ул., 9, СИЗО-1, Мальцев Игорь Александрович 1999 г.р.

VLADIMIR KARA-MURZA

Accusé de «diffusion de fausses informations sur les forces armées», une nouvelle loi interdisant de parler de la guerre en Russie.

Adresse pour lui écrire: Vladimir Vladimirovitch Kara-Murza 1981 g.r., SIZO-5 ul. Vyborgskaïa d. 20, 125130 Moscou Russie
Кара-Мурза Владимиру Владимировичу 1981 г.р. 125130, Москва, ул. Выборгская, д. 20, СИЗО-5

ALEXEÏ GORINOV

Accusé lui aussi de «diffusion de fausses informations sur les forces armées».

Adresse pour lui écrire: Alexeï Aleksandrovitch Gorinov né en 1961, SIZO-1 ul. Matrosskaïa tischina, d. 18, 107076 Moscou Russie
107076, г. Москва, ул. Матросская тишина, д.18, СИЗО-1, Горинову Алексею Александровичу 1961 г.р.

BORIS ROMANOV

Accusé de «diffusion de fausses informations sur les forces armées russes».

Adresse pour lui écrire: Boris Borisovitch Romanov 1985 g.r., SIZO-6, ul. Zerasnaya d. Chapitre 22, MO Vilozskoe gorodskoe poselenie, Quartier Lomonosovski, 188508 Oblast de Leningradskaïa Russie
188508, Ленинградская область, Ломоносовский район, МО Виллозское городское поселение, ул. Заречная, д.22 тупик, СИЗО-6 Романову Борису Борисовичу 1985 г. р.

KIRILL MARTYUSHEV

Selon l'accusation, a maintenu une chaîne sur le réseau social Telegram avec une évaluation négative de «l'opération militaire spéciale» en Ukraine, et a appelé les habitants de Tioumen à descendre dans la rue. Accusé d'appels à des activités extrémistes».

Adresse pour lui écrire: Kirill Igorevich Martyushev né en 1999, SIZO-1 ul. Yalutorovskaya 42 str. 2, 625000 Tyumen Russie
625000, г. Тюмень, ул. Ялуторовская, д. 42, стр. 2, СИЗО-1, Мартюшеву Кириллу Игоревичу 1999 г.р.

RICHARD ROUZ

Accusé de «diffusion de fausses informations sur les forces armées russes».

Adresse pour lui écrire: Richard Richardovitch Rouz, né en 1985, SIZO-1 ul. Mopra d., 610004 Kirov, Russie
610004, г. Киров, ул. Мопра, д.1, СИЗО-1, Роузу Ричарду Ричардовичу 1

ALEKSANDRA SKOCHILENKO

Accusée de «diffusion de fausses informations sur les forces armées russes» pour avoir apposé des autocollants sur la guerre sur les étiquettes de prix dans les supermarchés.

Adresse pour lui écrire: Aleksandra Yurevna Skochilenko née en 1990, SIZO-5, ul. Arsenalnaya, d.11, 195009 Saint-Pétersbourg, Russie
195009, г. Санкт-Петербург, ул. Арсенальная д. 11, СИЗО-5, Сочиленко Александре Юрьевне 1990 г.р.

MARIA PONOMARENKO

Accusée de «diffusion de fausses informations sur les forces armées russes».

Adresse pour lui écrire: Mariya Nikolaevna Ponomarenko, née en 1978, SIZO-1 Kanatnyi pr-d 81 g. Barnaoul, 656021, Altayskiy Kray Russie
656021, Алтайский край, г.Барнаул, Канатный пр-д, 81, СИЗО-1, Пономаренко Мария Николаевна 1978 г.р.

MIKHAÏL AFANASEV

Accusé de «diffusion de fausses informations sur les forces armées russes».

Adresse pour lui écrire: Mikhail Viatcheslavovitch Afanasev né en 1976 SIZO-1, kv. Molodezhnyi 22Bg. Abakan, République de Khakassie, 655017 Russie
655017, Республика Хакасия, г. Абакан, кв. Молодежный, 22Б, СИЗО-1, Афанасьеву Михаилу Вячеславовичу 1976 г.р.

ALTAN OCHIPOV

Accusé de «diffusion de fausses informations sur les forces armées russes».

Adresse pour lui écrire: Ochirov Altan Sanhimovich 1981 gr, SIZO-1 zhiloy kvartal Severnyi 9, g. Elist, 358007 Respublique de Kalmoukie



358007, Республика Калмыкия, г. Элиста, жилой квартал Северный № 9, СИЗО-1, Очирову Алтану Санхимовичу 1981 г.р.

ALEXANDRE NOZDRINOV

Accusé de «diffusion de fausses informations sur les forces armées russes».

Adresse pour lui écrire: Nizdrinov Aleksandr Analolevich 1985 gr, SIZO-2 ul. Pougatcheva 32, g. armavir, 352909 Krasnodarskiy Kraï Russie

352909, Краснодарский край, г.Армавир, ул. Пугачева, 32, СИЗО-2, Ноздринову Александр Анатольевичу 1985 г.р.

SERGUËÏ MIKHAILOV

Accusé de «diffusion de fausses informations sur les forces armées russes».

Adresse pour lui écrire: Sergueï Sergueïevitch Mikhaïlov, SIZO-1, ul. Gornaya 15, art. Kuzyl-Ozek, 649 105 Respublika Altay, Russie

649105 Республика Алтай, с. Кызыл-Озек, ул. Горная, 15, СИЗО-1, Михайлову Сергею Сергеевичу 1976 г.р.

ALEXEÏ NECHOUCHKINE

Accusé d'avoir écrasé une voiture contre la clôture de la police lors d'une manifestation antiguerre le 27 février, puis d'avoir mis le feu à la voiture. La voiture a été peinte avec les mots «Peuple, levez-vous» et «C'est la guerre». Accusé de «hooliganisme». Maintenant détenu à la prison Butyrka de Moscou.

Adresse pour lui écrire: Aleksey Vladimirovich Nechushkin né en 1983, SIZO-2, ul. Novoslobodskaja d. 45, 127055 Moscou Russie

127055, Москва, ул. Новослободская д. 45, СИЗО-2, Нечушкину Алексею Владимировичу 1983 г. р.

VADIM ALEKSANDROVITCH IGNACHOV

Marin ukrainien enlevé par le service de sécurité russe FSB à bord d'un navire battant pavillon portugais dans le port de Vladivostok. Est accusé d'«appels à des activités extrémistes».

Adresse pour lui écrire: Vadim Aleksandrovitch Ignachov né en 1997, SIZO-1, Partizansky prospect 27 «b», 690106 Vladivostok Russie

690106, г. Владивосток, Партизанский проспект, 28 «б», СИЗО-1, Игнашову Вадиму Александровичу 1997 г.р.

ANDREÏ BOYARSHINOV

Activiste de Kazan. Serait accusé d'«appels à des activités terroristes» sur la chaîne Telegram «Protesting Kazan».

Adresse pour lui écrire: Andrey Vladimirovich Boyarshinov né en 1984, SIZO-1, ul. Yapeeva d. 16, 520111g. Kazan, Tatarstan, Russie 420111, Татарстан, г. Казань, ул. Япеева, д. 16, СИЗО-1, Бояршинову Андрею Владимировичу 1984 г.р.

ALEXEÏ ROJKOV

Accusé d'avoir lancé un cocktail Molotov sur un centre de recrutement militaire dans la banlieue d'Ekaterinbourg et inculpé de «tentative de meurtre».

Adresse pour lui écrire: Alexei Igorevitch Rojkov, SIZO-1 ul. Répine 4, 620019g. Iekaterinbourg Russie

620019, г. Екатеринбург, ул. Репина, 4, СИЗО-1, Рожкову Алексею Игоревичу 1997 г.р.

BOULAT SAÏLAEVITCH CHOUMEKOV

Accusé de «diffusion de fausses informations sur l'utilisation des forces armées russes», une nouvelle loi interdisant de parler de la guerre en Russie.

Adresse pour lui écrire: Shumekov Bulat Saylaevich 1991 g.r., SIZO-2 ul. Polosukhina 3g. Novokouznetsk, 654034 Oblast de Kemerovskaya Russie

654034, Кемеровская область, г. Новокузнецк, ул. Полосухина, 3, СИЗО-2, Шумекову Булату Сайлаевичу 1991 г.р.

MIKHAÏL MARKOVITCH KAVUN

Avant la guerre, Mikhaïl parcourait l'Ukraine à moto et faisait des dons à des organisations locales de défense des droits humains. Il est maintenant dans une maison d'arrêt, accusé de financer l'organisation ukrainienne d'extrême droite «Secteur droit».

Adresse pour lui écrire: Mikhaïl Markovitch Kavun, SIZO-7 ul. Verkhnie polya d. 57, 109382 Moscou Russie

109382, Москва, ул. Верхние поля, д. 57, СИЗО-7, Кавуну Михаилу Марковичу 1961 г.р.

VITALI KOLTSOV

Accusé d'avoir lancé un cocktail Molotov en direction d'une voiture de police et d'«attentat à la vie d'un agent des forces de l'ordre».

Adresse pour lui écrire: Vitaly Vitalevich Koltsov, SIZO-7 ul. Verkhie polya d. 5, 109382 Moscou Russie
109382, Москва, ул. Верхние поля, д. 57, СИЗО-7, Кольцову Виталию Витальевичу 1976 г.р.

OLGA SMIRNOVA

Accusée de «diffusion de fausses informations sur les forces armées russes».

Adresse pour lui écrire: Olga Borisovna Smirnova née en 1968, SIZO-5 ul. Arsenalnaya d. Onze 195009 Saint-Petersbourg, Russie
195009, г. Санкт- Петербург, ул. Арсенальная д. 11, СИЗО-5, Смирновой Ольге Борисовне 1968 г.р.

VIKTORIYA PETROVA

Accusée de «diffusion de fausses informations sur les forces armées russes».

Adresse pour lui écrire: Viktoriya Ruslanovna Petrova née en 1995, SIZO-5 ul. Arsenalnaya d. Onz, 195009 Saint-Petersbourg, Russie
195009, г. Санкт- Петербург, ул. Арсенальная д. 11, СИЗО-5, Петровой Виктории Руслановне 1994 г.р.

« LA GUERRE VA ANÉANTIR TOUT CE QUE NOUS AVIONS OBTENU POUR LES DROITS DES FEMMES »



PROPOS RECUEILLIS PAR ALONA MALAKHAEVA ET JOSE ÁNGEL SÁNCHEZ ROCAMORA

L'avocate des droits humains et militante féministe Varvara Mikhaïlova explique les conséquences de la répression administrative et pénale menée par le gouvernement russe pour étouffer toute dissidence interne. Malgré la répression du gouvernement de Poutine, des milliers de manifestants sont descendus dans les rues de Russie contre la guerre en Ukraine. Nous avons interviewé Varvara Mikhaïlova, avocate et militante féministe du collectif de défense des droits humains Apology à Saint-Petersbourg. Elle a assuré une grande partie de la défense des militants arrêtés pour avoir participé aux manifestations depuis 2018 contre le gouvernement de Poutine et à la dernière vague de démonstrations contre la guerre. Elle a dû s'exiler pour sa propre sécurité et en raison des persécutions dont elle et son mari

ont fait l'objet en raison de leur militantisme et de leur travail de photojournalistes pour le média russe indépendant *Mediazona*. Une semaine après l'interview, le 6 mai 2022, l'organisation de défense des droits humains Apology, à laquelle Varvara Mikhaïlova appartient, a été qualifiée d'«agent étranger» et, par conséquent, toute activité de l'organisation ou de ses membres sur le territoire de la Fédération de Russie est interdite. En 2022, Apology a fait l'objet de 1 150 procédures administratives et de 28 procédures pénales liées aux manifestations antimilitaristes. L'organisation est autogérée et nie avoir reçu de l'argent de l'étranger, elle récuse aussi les accusations pour lesquelles elle a été qualifiée d'«agent étranger». Désormais, son travail ou celui de ses membres sur le territoire de la Fédération de Russie est restreint.

Après le début de la guerre, la Russie a adopté un «paquet» de lois visant à porter un coup à la dissidence et aux manifestations contre la guerre. De quoi s'agit-il et comment ces lois sont-elles appliquées?

Au début du mois de mars, des modifications ont été apportées au Code pénal et administratif, dont l'objectif principal est de porter un coup d'arrêt aux manifestations antimilitaristes avec la peur de la répression, empêchant ainsi les gens de s'exprimer contre la guerre, et aussi de contrôler la diffusion d'informations crédibles sur le conflit. Une de ces lois prévoit notamment l'interdiction de discréditer les forces armées russes. Un exemple : lorsqu'une personne ou un média utilise le mot «guerre» au lieu d'«opération spéciale», le seul terme correct selon le gouvernement. Toute déclaration antimilitariste telle que «Non à la guerre» ou «Pour la paix» tombe sous le coup de cette loi car elle manifeste une méfiance à l'égard des militaires. Après la première accusation, c'est une amende allant jusqu'à 500 euros et si l'accusé récidive, l'article cesse d'être administratif et passe au Code pénal, ce qui signifie la menace d'une peine de prison. Le deuxième nouvel article concerne la diffusion de fausses informations sur les actions de l'armée russe. Il fait partie du Code pénal et est passible d'une peine de prison pouvant aller jusqu'à dix ans. Il y a déjà des personnes condamnées en vertu de cet article pour avoir communiqué des informations sur le développement de la guerre qui ne coïncidaient pas avec la version officielle du ministère de la défense, qui nie les crimes de guerre commis par les soldats russes. Tout type de publication, par exemple des photos de Boutcha ou des chiffres sur les victimes civiles à Marioupol, par exemple, constitue une violation de cette nouvelle loi.

Vous avez défendu beaucoup de personnes arrêtées lors de cette dernière vague de protestations. Que s'est-il passé dans les procédures judiciaires?

Il s'agit principalement de militants arrêtés lors de manifestations, de protestations individuelles, ou de personnes dont le domicile a été perquisitionné après des publications sur Internet, certaines ayant même été menacées de perdre la garde de leurs enfants, des étudiants expulsés des universités ou de fonctionnaires licenciés. Ce serait illusoire de penser avoir des chances de gagner dans ces affaires puisque tout se passe dans la logique d'un État autoritaire fasciste. Cependant, nous avons toujours la possibilité de les gagner à l'avenir par le biais des tribunaux pénaux internationaux. Pour le moment, le plus important est que la personne inculpée se sente accompagnée et ait le sentiment d'être dans son droit malgré toute la répression qu'elle subit.

Au cours des arrestations, vous a-t-on signalé des cas de tortures?

Oui, cela fait partie de la campagne de terreur et parfois, ce n'est même pas dissimulé. Les arrestations sont souvent effectuées avec violence, avec toutes sortes de blessures et de fractures. Dans les commissariats, nous voyons souvent des menaces de violence physique, des menaces de viol ou directement de torture et de violence physique. L'un des cas les plus célèbres est celui du poste de police de Brateyevo [Moscou], où des actes de torture et des menaces de viol ont été enregistrés à l'encontre de plusieurs jeunes femmes âgées de 19 à 24 ans ; les policiers ont frappé ces filles avec des chaises, des bouteilles et des coups de poing, leur ont arraché les cheveux et les ont aspergées de spray hydroalcoolique dans les yeux, leur ont versé de l'eau sur le visage jusqu'à ce qu'elles s'étouffent parce qu'elles ne pouvaient plus

respirer, les ont insultées et menacées : «Maintenant tu vas perdre ta virginité à ton tour», «Tu vas devoir ouvrir tes jambes devant les alcooliques de la cellule pour qu'ils ne te tuent pas, ils sont tous poutinistes». Dans la plupart des cas, [les policiers] n'ont pas peur que leurs actions soient rendues publiques, on peut même dire qu'en les rendant publiques, ils remplissent l'un de leurs objectifs : à savoir, terroriser la population pour qu'elle sache que eux n'ont aucune limite et que leur impunité est totale.

Vous a-t-on empêchée de faire votre travail d'avocate auprès des détenus-es ?

Si nous comparons la période avant le début de la guerre et maintenant, je dirai que peu de choses ont changé. Par là, je veux souligner que les droits à l'assistance juridique n'ont jamais été respectés en Russie. Ce qui est nouveau, c'est qu'ils justifient maintenant la restriction de l'accès des avocats aux postes de police et aux maisons d'arrêt alors que les arrestations sont massives, sans bien sûr aucune base juridique. Souvent, les avocats attendent des heures et des heures devant le poste de police pour pouvoir parler à leur client arrêté, pour découvrir à la fin non seulement qu'ils ne sont pas autorisés à entrer, mais que le procès est déjà terminé. Dans de nombreux cas, l'avocat n'est pas autorisé à assister au procès. Nous avons recensé de nombreux cas d'utilisation de la violence physique, de violence à l'égard d'avocats essayant d'exercer dans des postes de police et des procès.

En Russie, il existe le concept juridique d'«agents étrangers». Ces accusés ne peuvent plus exercer aucune activité et leurs comptes bancaires sont bloqués. Dernièrement, l'État a déclaré la grande majorité des défenseurs des droits humains ou des organisations qui les défendent comme des «agents

étrangers», y compris un grand nombre d'avocates femmes, ce qui signifie pour elles la cessation complète de leur activité. S'ils et elles continuent à exercer, la première sanction serait une amende et la seconde, une véritable peine de prison pouvant aller jusqu'à dix ans. Malheureusement, la seule solution pour elles et eux est de quitter le pays. Certains de mes collègues, des avocates avec une grande expérience, ont dû quitter la Russie cette dernière année.

Quel type d'irrégularités avez-vous constatées dans les procès contre les antimilitaristes ?

Il est illégal d'inculper une personne pour avoir exprimé une position non violente. Ainsi, le simple fait d'accuser une personne d'antimilitarisme va à l'encontre de toutes les normes internationales, de la Convention européenne des droits humains et des libertés fondamentales, ou des pratiques de la Convention européenne des droits humains [CEDH], etc. Malgré cela, nous observons de multiples irrégularités de procédure internes. Surtout quant aux droits de la défense, alors que les avocats ne sont pas autorisés à entrer dans le commissariat de police. Cela n'est pas dû au hasard ni à une quelconque mauvaise pratique policière, mais c'est dans un but bien précis : laisser la personne détenue sans accès à l'information selon laquelle les accusations et les mesures imposées sont illégales ou, par exemple, que le détenu sache qu'il peut refuser de témoigner contre lui-même ou contre sa famille et ses proches, ou de se laisser prendre les empreintes digitales, des photos, ou rendre public son lieu de travail ou d'études pour éviter que la persécution ne se poursuive là aussi. Les personnes, terrifiées, ne s'opposent généralement pas à toutes ces demandes de la police car elles ne savent pas jusqu'où vont leurs droits.

Que se passe-t-il au tribunal ?



Il faut ajouter que, dans de nombreux cas, le procès est programmé le lendemain même de l'arrestation, de sorte qu'une personne dont le téléphone portable a été saisi ne peut contacter ni son avocat ni les membres de sa famille pour organiser sa défense. Nous avons connu de nombreux cas où des téléphones portables saisis ont été utilisés par des policiers ou directement par des juges afin de vérifier les contacts personnels, les historiques de recherche, les abonnements et les messages sur les réseaux sociaux pour détecter l'appartenance de l'accusé au mouvement antimilitariste et/ou à l'opposition. Les juges insultent, menacent de peines impossibles, et l'absence d'avocat dans le processus désoriente et laisse la personne dans une position extrêmement vulnérable, prête à accepter n'importe quelle accusation. La CEDH exige la présence de la partie accusatrice (dans ce cas, le bureau du procureur). Malgré cela, nous constatons que presque tous les procès récents se déroulent en présence du juge seul, qui assume le rôle de procureur, même seul avec l'accusé. Cela viole le principe de la contradiction, qui est la base du pouvoir judiciaire. Même dans les procès où la défense est présente, on refuse la demande de témoins de la part de l'accusé, l'utilisation d'enregistrements de caméras de vidéosurveillance, etc. ou la participation d'agents de police en tant que témoins de l'accusation. En fin de compte, nous avons affaire à des procès illégaux avec des irrégularités de procédure et des condamnations pratiquement sûres à des amendes ou à des peines de prison. Le seul espoir [des condamnée.es] est de pouvoir en appeler aux institutions internationales, ce qui, dans la situation actuelle de la Russie dans le monde, est une lointaine possibilité.

Votre carrière est liée au mouvement féministe russe. Quelles conséquences la guerre a-t-elle eues

«La Russie se comporte comme un véritable patriarche : père de famille, violent, abusif, autoritaire, qui se prend pour le “père des nations”»

sur le mouvement et quel a été votre rôle dans les protestations ?

Parmi toutes les personnes qui participent au mouvement antimilitariste en Russie, ou qui le font depuis l'étranger, l'un des groupes les plus actifs est celui des féministes. Non seulement parce que nous, les femmes, ressentons davantage la force dévastatrice de la guerre, mais aussi parce que nous avons une vision très claire des conséquences qui continueront à frapper la société pendant des années, des décennies, des générations. L'Ukraine et la Russie auront besoin de longues années pour se remettre de tout ce qui s'est passé lorsque tout sera terminé. Espérons que ce sera bientôt, car plus cela durera, plus il faudra du temps pour s'en remettre. Les violences liées à la guerre affectent le plus les groupes les plus vulnérables, un exemple clair étant les viols de femmes. C'est pourquoi je ne suis pas du tout surprise que les féministes soient la première force de résistance antimilitariste. Ce qui m'attriste vraiment, c'est que nous savons déjà que cette catastrophe humanitaire va anéantir tout ce que nous avons obtenu dans notre lutte pour les droits des femmes et plus particulièrement contre les violences sexistes, elle nous ramène dix ans en arrière et nous place dans une société où de nombreuses personnes – hommes et femmes – souffrent de traumatismes sociaux et psychologiques à vie. Même si la guerre devait se terminer maintenant,

il y aurait déjà des milliers d'hommes qui rentreraient chez eux, qui essaieraient de s'intégrer dans la société et dans un monde pacifique où l'expérience la plus importante qu'ils auront vécue n'aura aucun sens. Dans de nombreux cas, il y aura des violences à l'encontre de leur partenaire, de leurs enfants ou de membres de leur famille. Nous l'avons vu après la guerre en Afghanistan et en Tchétchénie : les hommes se sentaient des héros de la patrie et lorsqu'ils sont rentrés chez eux, ils ont découvert que tout le monde les voyait comme des criminels de guerre. Surmonter cette expérience sans traitement correct conduit toujours à une augmentation de la violence, en particulier à l'égard des femmes. C'est pourquoi nous, féministes, aurons beaucoup plus de travail.



Quelle est, selon vous, la principale raison pour laquelle la Russie a déclenché cette guerre?

Je pense que l'une des principales raisons est que la Russie n'a pas été en mesure d'accepter la perte de contrôle des anciennes Républiques de l'Union soviétique. Elle ne veut pas accepter que ce sont déjà des pays souverains avec leurs propres politiques, leurs propres mouvements sociaux et des projets

d'avenir qui ne sont pas conformes à ceux de la Russie. Dans ce cas, la Russie se comporte comme un véritable patriarcat : père de famille, violent, abusif, autoritaire, qui se prend pour «le père des nations», comme on appelait Staline dans la presse soviétique à l'époque stalinienne – et ne veut rien entendre du fait qu'un de ses «enfants» a sa propre vie et, pire encore, qu'il peut et veut vivre sans lui. Il s'agit d'une vision impérialiste, patriarcale et chauvine qui ne permet pas à la Russie de considérer les autres pays des anciennes Républiques comme des sujets politiques indépendants. Nous le constatons à la fois dans la politique et dans la culture, où l'ukrainien ou le biélorusse sont dépeints comme des «dialectes russes à consonance ridicule» ou les anciennes Républiques sont considérées comme de simples provinces sous-développées de la Russie. Le rôle imaginaire du père de famille permet à la Russie d'intervenir dans la politique de nombreux pays, les exemples les plus évidents étant l'Ukraine, la Géorgie et la Transnistrie.

EL SALTO, 10 MAI 2022

www.elsaltodiario.com/rusia/entrevista-varvara-mikhailova-abogada-activista-feminista-guerra-ucrania

Traduction Mariana Sanchez

DÉCLARATION DU MOUVEMENT DES OBJECTEURS DE CONSCIENCE DE RUSSIE

Déclaration publiée à l'occasion de la Journée mondiale pour l'objection de conscience, le 15 mai 2022.

Lorsque la guerre avec l'Ukraine a commencé, l'idée de refuser le service militaire en Russie est

devenue d'autant plus pertinente. Avant la guerre, la plupart des recrues et les membres de leur famille n'associaient pas le service militaire en tant que conscrits à la guerre réelle. La conscription semblait être quelque chose comme un camp sportif avec quelques ajouts d'entraînement militaire.

Quelles que soient leurs opinions politiques, le sentiment, sain, de peur de participer à une guerre sur le territoire d'un pays étranger amène des personnes à rechercher les moyens d'effectuer un service civil alternatif et de faire respecter leur droit de ne pas servir dans l'armée.

Pour certains de ceux qui s'opposent au service militaire, la possibilité de spécifier dans leur demande qu'ils s'opposent à la guerre de la Russie en Ukraine est importante. C'est une façon légale d'exprimer son désaccord directement aux représentants des autorités de l'État, une question morale d'importance.

Depuis ces mois de guerre, nous avons assisté à un phénomène entièrement nouveau: des soldats professionnels refusent de participer à l'«opération spéciale» et exigent la résiliation de leurs contrats. Nous tenons à exprimer particulièrement nos remerciements aux soldats et aux policiers qui ont eu le courage de refuser de tuer et de mourir dans un pays étranger, qui ont refusé de participer à l'«opération spéciale».

Aujourd'hui, alors que beaucoup de gens craignent l'introduction d'une mobilisation [militaire] partielle ou totale en Russie, c'est précisément le droit à l'objection de conscience au service militaire qui leur offre un soutien.

Le Mouvement des objecteurs de conscience en Russie exprime sa solidarité avec tous ceux qui s'opposent à la guerre, avec tous ceux qui s'opposent à l'acte d'agression. Nous souhaitons et prions de toutes nos forces, pour que l'Ukraine survive à l'assaut et conserve son indépendance.

MOSCOU, LE 15 MAI 2022.

Source: [Internationale des résistants à la guerre \(IRG\)](#)

Traduction: Christian Mahieux

Solidarité ouvrière dans le Donbass

L'Union ukrainienne des mineurs indépendants du Donbass occidental continue de fournir toute l'assistance possible aux forces armées ukrainiennes, aux installations médicales et aux personnes temporairement déplacées qui ont été forcées de fuir leurs maisons en raison d'une attaque armée des agresseurs russes.

Les syndicats ont récemment acheté et donné un générateur diesel mobile Konner & Sohnen à l'hôpital de la ville de Pervomaisk (oblast de Louhansk). Cela permettra à l'institution médicale à ne pas subir, en cas d'urgence, d'interruptions de l'approvisionnement en électricité par les compagnies d'énergie locales. En cas de coupures de courant soudaines, le générateur pourra alimenter l'hôpital en électricité en continu.

L'administration de l'entreprise municipale à but non lucratif de l'hôpital de la ville de Pershotravensk du conseil municipal de Pershotravensk a exprimé sa sincère gratitude à Yuriy Kryvoruchka, responsable de l'association régionale du NPGU [Syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine] du Donbass occidental, et les branches du NPGU d'autres mines de PJSC DTEK Pavlogradugol pour ce cadeau précieux.

1^{er} juin

Publié par [KVPU](#)

Traduction Patrick Le Tréhondat

AFTER.MEDIA

Aujourd'hui nous lançons *After*, une plateforme socialiste de gauche pour une réflexion politique sur la guerre criminelle de la Russie en Ukraine, ses conditions et ses conséquences.

Alors que les forces armées russes détruisent des villes entières et tuent des civils en Ukraine, en Russie même, l'hystérie militariste s'accompagne d'une censure totale et d'une répression plus dure encore.

À propos de cette guerre, des questions fondamentales restent sans réponse. Comment est-ce devenu possible? Pourquoi est-il impossible d'y mettre fin? Sur quoi repose son soutien in Russie? Et surtout, que va-t-il se passer après?

En tant que socialistes, nous sommes convaincus que la gauche peut expliquer ce qui se passe.

Nous publierons sur *After* des analyses, des interviews, des podcasts et des textes, sur le passé, le présent et l'avenir de la Russie, de l'Ukraine et du mouvement socialiste.

Abonnez-vous à notre chaîne

Partagez nos textes

Contre la guerre, l'impérialisme, le capitalisme
et la répression

Dans une interview à *Cherta* (en russe), Ilya Budraitskis, membre de l'équipe éditoriale d'*After*, évoque le projet et explique pourquoi la gauche doit développer ses positions sur l'agression russe en Ukraine: «Le droit à l'autodétermination est quelque chose que la gauche a toujours défendu.»

SOMMAIRE DU PODCAST

- 7:40 - La logique insensée de la première phase de la guerre et la pure folie de la seconde.
- 15:18 - La Russie est dans une impasse qui ne peut être résolue que par la fin de la guerre et un changement politique.
- 21:20 - Comment l'image de l'avenir de la Russie se développe à partir de la négation du présent.
- 25:57 - Conséquences mondiales de l'invasion de l'Ukraine.
- 31:07 - L'économie comme continuation de la guerre par d'autres moyens? La Russie et la Chine
- 37:28 - Guerre, climat et perspectives de transition énergétique.
- 40:20 - Poutinisme, impérialisme et la position de la gauche.

<https://posle.media/?p=572>



LA PAROLE À SOTSIALNYI RUKH¹

1. Nous reproduisons ci-après divers documents, déclarations, interviews, brèves publiés par Sotsialnyi Rukh (Mouvement social), organisation anticapitaliste, féministe et écologiste ukrainienne.

LE COMBAT DE TOUTE LA NATION MULTIETHNIQUE D'UKRAINE

Denys Pilash est fatigué. Il a parcouru 600 miles de la capitale ukrainienne à Lviv pour accueillir la délégation du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine, puis après avoir dormi à même le plancher, il a traduit de l'anglais à l'ukrainien pour une conférence qui a duré plusieurs heures. Sans interruption, il est passé d'une interview à l'autre avec des visiteurs désireux d'entendre son point de vue sur l'invasion, la situation de la gauche ukrainienne et l'avenir de l'Ukraine. Pourtant, il prend le temps de s'asseoir avec nous pendant une heure pour expliquer le travail de Sotsialnyi Rukh (SR) et ce qu'ils font pour construire une gauche socialiste démocratique en Ukraine.



DENYS PILASH¹

J'étais dans un petit syndicat étudiant militant qui a contribué à empêcher différents cabinets de commercialiser davantage l'éducation et d'imposer des frais de scolarité plus élevés. Certains d'entre nous ont rejoint d'autres forces dans une nouvelle organisation, l'Opposition de gauche. C'était la base de l'Assemblée pour la révolution sociale, qui est finalement devenue Sotsialnyi Rukh. Nous avons participé à de nombreuses mobilisations, à de nombreuses luttes. Nous avons lutté contre les nouvelles propositions néolibérales du Code du travail qui ont été

poursuivies pendant quinze ans, et pourtant la classe capitaliste n'a pas atteint ses objectifs.

Nous avons également essayé de diriger la colère des gens qui était derrière les manifestations de l'Euromaïdan et d'autres mobilisations aussi – pour vraiment souligner que tous ces griefs, à commencer par la brutalité policière, le manque de représentation politique et le sentiment général d'insécurité économique et d'absence de perspectives pour demain, peuvent être retracés jusqu'au système du capitalisme oligarchique, et c'est pourquoi nous devons parler d'une alternative économique et politique à ce système.

Sotsialnyi Rukh est une organisation anticapitaliste. Nous préconisons une rupture avec le capitalisme néolibéral et oligarchique qui domine l'Ukraine. Quand nous parlons de socialisme démocratique, nous entendons une société organisée sur la base de la propriété collective des moyens de production et avec un autogouvernement démocratique, proche de certaines idées du socialisme d'en bas. Si vous avez un prétendu socialisme sans démocratie, vous avez toutes ces déformations que nous avons vues dans le passé soviétique, dans le pire des cas, la dictature stalinienne. Lorsque vous avez une prétendue démocratie qui ne s'étend pas à la démocratie économique sur le lieu de travail, cela signifie simplement reproduire la domination de la classe capitaliste dans la société. Notre perspective inclut également les luttes pour les droits des femmes, et les droits de toutes les personnes exclues ou opprimées par le système de domination existant.

1. Militant politique et chercheur à l'université de Kyiv.

Nous lions également la lutte contre le système capitaliste et pour l'émancipation des travailleurs aux questions écologiques et environnementales. Nous devons comprendre tous les dommages qui ont été causés à l'environnement par le modèle capitaliste et le modèle bureaucratique soviétique. Nous voyons maintenant comment tout est interconnecté, lorsque vous avez des empires de combustibles fossiles comme la Russie et l'Arabie saoudite ou des entreprises occidentales qui promeuvent un programme agressif, et ils sont alimentés par les mêmes choses qui détruisent la planète et la vie. Nous pouvons disparaître par la guerre ou par une catastrophe climatique, et les deux menaces sont très liées.

Nous avons un certain nombre de militants qui avaient fait partie d'organisations marxistes trotskistes antistaliniennes. Mais nous avons aussi été rejoints par des personnes qui avaient moins d'expérience politique, des syndicalistes nouvellement politisés, et aussi des personnes qui venaient d'un milieu anarchiste, qui étaient membres du syndicat des étudiants radicaux ou qui venaient d'une approche plus sociale-démocrate. Dès le début, nous voulions avoir différentes plateformes politiques idéologiques à l'intérieur pour donner une voix à ces différentes philosophies politiques. En général, nous avons quelques désaccords, mais rien qui ne puisse être surmonté. Pour les grandes questions stratégiques, lorsque nous devons ajuster nos positions politiques, nous essayons d'avoir de longues discussions.

Denys évoque son propre parcours politique avec humilité et humour. Il rit en racontant.

J'ai commencé dans un groupe qui s'appelait l'Organisation des marxistes, et c'était une tentative vouée à l'échec dès le départ de rassembler des gens qui se considéraient comme des marxistes révolutionnaires.

Staliniens ou antistaliniens. Mais vous ne pouvez pas réconcilier ces cultures politiques. Nos chemins se sont séparés de façon dramatique.

Après une liste de campagnes militantes impressionnantes, il plaisante.

J'ai participé à des activités syndicales, à des mouvements sociaux, à des séances de cinéma de gauche, à des groupes de lecture, ce que font habituellement les sectaires de gauche.

Construire une nouvelle organisation de gauche dans l'ombre du stalinisme n'a pas été facile pour Sotsialnyi Rukh.

Si vous regardez le terrain politique des pays qui faisaient partie du prétendu bloc socialiste, seuls quelques-uns d'entre eux ont un nouveau parti de gauche réalisable, comme Razem en Pologne ou Levica en Slovénie. Il y a peu de place pour une gauche démocratique. Le mot «socialiste» est discrédité ici. Il ne le restera pas éternellement. Mais pour approcher une personne réelle en Ukraine, il faut évidemment ne pas commencer par des termes mais expliquer leur signification.

Parmi les facteurs de ce discrédit figurent l'impact du capitalisme sauvage des années 1990 et le sinistre héritage du stalinisme, toutes ses atrocités et tous ses crimes. Mais aussi les politiques des partis dont le nom est communiste ou socialiste. Désireux de coopérer avec les gouvernements bourgeois pro-russes, le Parti communiste d'Ukraine était un parti socialement conservateur, moins favorable aux travailleurs qu'à la peine de mort, à l'Église orthodoxe et aux «valeurs traditionnelles» comme l'homophobie. Une politique qui semblerait vraiment désagréable même pour certains tankistes de l'Ouest. Mais dans l'espace post-soviétique, c'est le Parti communiste. Et puis vous avez différents types de partis dits socialistes,

essentiellement des véhicules pour des aventuriers politiques corrompus. Le premier Parti socialiste d'Ukraine était autrefois considéré comme une lueur d'espoir pour la gauche démocratique et une opposition combative au président Koutchma, qui était l'architecte de ce système capitaliste oligarchique en Ukraine. Puis il a également commencé à se vendre.

Ces circonstances ont suscité une allergie généralisée à tout ce qui est lié à l'Union soviétique. Mais les gens ont une haine égale, sinon plus grande, envers les oligarques. Peu de gens en Ukraine sont satisfaits du système existant, et ils sont particulièrement déçus de la façon dont une poignée de personnes contrôlent toujours non seulement l'économie, mais aussi le système politique. Et même le président actuel a promis une guerre contre les oligarques. Mais le problème est que tous les partis oligarchiques et même tous les oligarques disent qu'ils sont contre les oligarques.

Vous devez expliquer que le problème n'est pas exclusif à notre pays, bien qu'ici en Ukraine et en Europe de l'Est en général, nous ayons comme oligarques des personnes particulièrement viles, des criminels dans les années 1990 enrichis dans ce processus d'accumulation primitive du capital. La racine du problème est le système qui vous exploite. Le système qui vous laisse sans moyens normaux d'exister. Et en même temps, il donne des profits aux personnes les plus incompetentes et les plus avides.

Si vous participez aux luttes sur votre lieu de travail et que vous pouvez être solidaire avec d'autres personnes qui sont confrontées à des licenciements, à des bas salaires, à la discrimination, vous pouvez apporter votre soutien et vous pouvez parler des problèmes et des défis communs que nous avons.

Dès que le Parti communiste a été radié en raison de la loi de «décommunisation», il est effectivement

mort, virtuellement inexistant. Ils ont perdu leur base, ils ont perdu la plupart de leurs membres. Ils n'existaient plus que sur le papier.

Bien que le parti communiste ne soit pas un vrai parti de gauche, la législation sur la «décommunisation» est une menace pour la vraie gauche. Denys explique.

Bien sûr, la législation sur la «décommunisation» a rendu toute forme de politique de gauche beaucoup plus difficile ici. J'ai écrit quelques articles contre cette loi. Elle réduit l'espace pour toute forme de politique progressiste. Elle nie une grande partie de l'histoire ukrainienne elle-même, car le mouvement de libération nationale ukrainien était de gauche dès le début et les personnes qui sont vénérées comme les plus grands écrivains ukrainiens, parmi lesquelles Ivan Franco et Lesya Ukrainka, étaient socialistes. La demande d'indépendance de l'Ukraine a d'abord été soulevée par les marxistes.

La loi a fourni une justification, de sorte que l'extrême droite pouvait vous frapper dans la rue et dire, oh, c'était un communiste. C'est bon. Elle a légitimé cela.

L'extrême droite en Ukraine a reçu beaucoup d'attention de la part de la gauche occidentale. Au son des sirènes de raid aérien, Denys explique le terrain des politiques racistes et nationalistes.

L'extrême droite ici est minuscule en taille, mais elle était et elle est une force dans les rues. Il n'y a eu qu'un seul moment où une force d'extrême droite, Svoboda, est entrée au Parlement en tant que liste de parti. À la majorité des élections, ils ont atteint environ 2 %, ce qui est une indication de leur soutien réel.

Nous avons différentes tendances d'extrême droite. Svoboda est un vieux parti populiste de droite. Au départ, il s'agissait d'un parti social nationaliste



d'Ukraine, mais il a ensuite été relooké pour donner une image plus modérée avec l'aide de certains conseillers étrangers. À ce moment-là, ils étaient amis avec le parti de Le Pen et maintenant ils sont des ennemis mortels, parce que la plupart de l'extrême droite européenne est pro-Poutine et que Poutine est pro-extrême droite. Maintenant, c'est un parti ethnonationaliste qui se limite à l'Ukraine occidentale.

Et puis vous avez le mouvement Azov, le parti du Corps national autour de l'unité militaire. Azov n'est plus un bataillon séparé, depuis sept ans ils sont un régiment sous le ministère de l'intérieur de l'Ukraine. Mais ils ont perdu le soutien de leur patron, le puissant ministre de l'intérieur, dont nous nous sommes finalement débarrassés.

Les tendances de ces dernières années étaient plutôt pessimistes pour l'extrême droite, car elle perdait du terrain et de la légitimité politique. Mais maintenant, l'invasion renforce une partie de leur légitimité en tant que défenseurs de l'Ukraine. Cependant, contrairement à ce qui s'est passé il y a huit ans avec le déclenchement de la guerre dans le Donbass, vous avez maintenant une résistance complète de l'ensemble de la société. Ainsi, le pourcentage de l'extrême droite dans cette résistance est vraiment, vraiment très faible.

Dans la résistance, il y a des gens de toutes les origines ethniques, de toutes les régions de l'Ukraine, parlant différentes langues, des hommes et des femmes avec des opinions politiques différentes, mais surtout des gens qui se considèrent comme apolitiques. Ils font tous partie de la résistance dans la guerre et repoussent l'agression. L'extrême droite ne peut pas prétendre que c'est son combat. C'est le combat de toute la nation multiethnique d'Ukraine.

Nous avons deux points de vue concurrents qui coexistent en quelque sorte pendant la guerre, mais ils s'excluent mutuellement.

La première est une vision hypernationaliste d'une Ukraine plus homogène sur le plan ethnique. Ils disent que nous devons nous rassembler autour du drapeau et devenir l'opposé de tout ce qui est perçu comme russe. Et il est vrai que de nombreuses personnes qui étaient bilingues ou russophones ont été tellement bouleversées par les invasions russes qu'elles ont décidé de ne plus parler russe, mais uniquement ukrainien.

De l'autre côté, vous avez des russophones, des ukrainophones, des personnes issues des minorités et des communautés les plus démunies et discriminées, comme les Roms, qui ont participé à l'effort militaire, à la défense du territoire, aux réseaux de volontaires humanitaires, etc. Cela montre à quel point nous sommes diversifiés et combien nous devons promouvoir cette multitude de communautés et de régions différentes en Ukraine.

Nous avons connu ce processus de décentralisation, mais dans de nombreux cas, il s'agissait en réalité d'une politique d'austérité, qui consistait à faire passer les budgets du niveau national au niveau local. Nous avons besoin d'une décentralisation qui donne plus de démocratie directe aux communautés locales, et qui leur permette d'influencer leurs problèmes dans leurs villes, leurs villages, mais aussi peut-être une sorte d'identité régionale, le type de politiques culturelles qu'elles souhaitent.

Une fois encore, nous nous tournons vers le changement de nom des rues, la suppression des noms russes, etc. Mais pouvons-nous avoir une discussion calme et honnête pour inclure réellement les intérêts de toutes les communautés représentées et ne pas exclure une partie de la société? Par exemple, les

gens de Transcarpathie, de Lviv, de Donbas et de Bessarabie autour d'Odessa sont très différents, mais en même temps très semblables. Il s'agit d'accepter cela.

Sotsialnyi Rukh développe un programme qui résiste aux tentatives des patrons de faire porter tout le poids de la guerre sur la classe ouvrière et cherche à construire l'Ukraine sur une nouvelle base.

Si nous regardons le programme et les revendications transitoires désignés par Trotsky. Cette idée que contrairement aux simples partis réformistes et staliniens qui ont des programmes maximums, que d'une manière ou d'une autre dans le futur vous atteindrez une sorte de société juste, le communisme etc. mais maintenant vous avez seulement quelques luttes très minimalistes, sans aucun pont entre elles. Au lieu de cela, nous avons besoin de vraies luttes pour des choses réalisables qui sont compréhensibles et durables mais qui révèlent une perspective révolutionnaire plus large. Vous devez leur montrer pourquoi nous devons aller au-delà de la logique du système capitaliste existant.

Par exemple, lorsque nous demandons des sanctions à part entière contre les élites russes, nous pouvons souligner qu'il y a beaucoup de failles, beaucoup d'exemptions fournies par le système des paradis fiscaux. Et ce système est utilisé non seulement par les oligarques russes, mais aussi par les oligarques ukrainiens et les milliardaires du monde entier. Ces classes dirigeantes en général se débarrassent de leur propre population pour protéger leur richesse. Nous devons démanteler le système de capitalisme offshore, mais

les mêmes personnes qui cachent leur richesse, dirigent le système et écrivent les lois.

Si vous parlez de l'annulation de la dette ukrainienne, ce problème est également mondial. Les pays et leurs populations sont pris au piège dans ce cercle vicieux de la dette, obtenant plus de prêts pour rembourser les prêts précédents. Cela va de pair avec l'austérité imposée par le FMI. C'est un problème que l'Ukraine partage avec les populations des périphéries européennes et du Sud. Les classes laborieuses, même dans les pays les plus prospères, souffrent des politiques d'austérité. Les doléances de nos infirmières, de nos travailleurs du bâtiment et des chemins de fer, pour ne citer que quelques syndicats avec lesquels nous coopérons étroitement, sont très communes à leurs collègues en Europe également. L'ampleur est peut-être un peu différente entre l'un des pays les plus pauvres et le plus prospère, mais les disparités, les inégalités et les injustices sont visibles partout.

Dans tous ces cas, comme dans notre levée de boucliers contre l'agression impérialiste et les combustibles fossiles, nous soulevons des revendications pour l'Ukraine et nous voyons comment elles se transforment en quelque chose qui est nécessaire dans le monde entier. Nous devons vraiment briser le système, mais en partant de quelque chose de relativement petit, nous pouvons montrer une vue d'ensemble aux gens d'ici et d'ailleurs.

WORKERS' LIBERTY

awl@workersliberty.org

17 mai 2022



LA GUERRE EN UKRAINE, LA SÉCURITÉ INTERNATIONALE ET LA GAUCHE

TARAS BILOUS¹

CAMPISME VS INTERNATIONALISME

«L'invasion russe de l'Ukraine n'a aucune justification... mais il y a l'OTAN...» Il est difficile de décrire les émotions que moi, ainsi que d'autres socialistes ukrainiens, nous ressentons face à ce «mais» dans les déclarations et les articles de nombreux militants de la gauche radicale occidentale. Malheureusement, ce «mais» est souvent suivi de tentatives de présenter l'invasion russe comme une réaction défensive à «l'expansion agressive de l'OTAN» et donc de rejeter une grande partie de la responsabilité de l'invasion sur l'Occident.

L'éditorial de Susan Watkins dans *New Left Review* en est un exemple. Dans cet éditorial, l'autrice qualifie l'invasion russe d'un pays qui n'est pas actuellement et ne deviendra probablement jamais membre de l'OTAN de «guerre de la Russie contre l'OTAN», niant de fait la subjectivité de l'Ukraine. En outre, Watkins affirme que Biden «aurait sans doute pu empêcher une invasion s'il avait été disposé à négocier un accord sérieux sur les frontières militaires».

Cette position a suscité des critiques de la part d'auteurs de gauche en Europe de l'Est, en particulier Jan Smolenski et Jan Dutkiewicz. Ils ont fait remarquer que les États d'Europe de l'Est ont rejoint l'OTAN volontairement, avec le soutien de la majorité de leur

population, et qu'ils l'ont fait en tenant compte de leurs propres préoccupations, généralement ignorées par les critiques de l'élargissement de l'OTAN.

Puisque ces questions constituent souvent une pierre d'achoppement dans les discussions de gauche sur la guerre en Ukraine, examinons-les plus en détail – d'autant plus que, selon moi, elles sont également importantes pour façonner la stratégie de la gauche sur les questions de sécurité internationale.

FINLANDISATION

Cette guerre aurait-elle pu être évitée en acceptant que l'Ukraine n'adhère pas à l'OTAN? Toute réponse sérieuse à cette question doit tenir compte du fait qu'à l'approche de la guerre, le Kremlin a exigé bien plus que cela. En particulier, le projet de traité entre la Russie et les États-Unis, publié par le ministère russe des affaires étrangères le 17 décembre, comprenait une clause stipulant que les États-Unis ne développeraient pas de coopération militaire bilatérale avec les États qui faisaient autrefois partie de l'Union soviétique et qui ne sont pas membres de l'OTAN (article 4) – Ukraine, Géorgie et Moldavie.

Certains lecteurs peuvent supposer que cette clause est apparue dans les projets de traités afin qu'il y ait plus tard quelque chose à concéder lors des négociations, mais il y a de bonnes raisons d'en douter. Peu avant la parution des projets de traités, Dmitri Trenin, directeur du Carnegie Moscow Center, et Alexander Baunov, membre du même centre, ont écrit que pour les élites de Moscou, une coopération militaire étroite entre l'Ukraine et les États-Unis

1. Taras Bilous est un historien ukrainien militant de l'organisation Sotsialnyi Rukh. Rédacteur à *Commons : Journal of social critique*, il couvre les sujets de la guerre et du nationalisme.

Taras Bilous

La gauche est en guerre contre Poutine. Le dernier numéro du journal socialiste norvégien *Klassekampen* (Lutte des classes) est consacré à ce sujet.

Des journalistes se sont rendus en Ukraine pour interviewer le militant du Mouvement social Taras Bilous, qui sert dans les rangs de la défense territoriale.

Il a parlé de son choix personnel, de la nécessité de solidarité contre l'impérialisme russe et de ce que certains membres de l'extrême gauche en Occident préfèrent ignorer.



était devenue aussi inacceptable que l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN.

Par conséquent, bien que les médias réduisent souvent les exigences de la Russie à la neutralité de l'Ukraine, elles sont en fait plus sérieuses. Les États neutres européens, notamment la Suisse, l'Autriche, la Suède et la Finlande, ne sont pas empêchés par leur statut de développer une coopération avec les États-Unis dans le domaine de l'armement. Tous ces États participent également au programme de Partenariat pour la paix de l'OTAN. La coopération militaire entre l'Ukraine et les États-Unis a également débuté lorsque l'Ukraine a déclaré son statut de pays non aligné. L'Ukraine et les États-Unis ont signé un traité de coopération militaire en 1993. L'Ukraine et les États-Unis organisent des exercices militaires internationaux nommés Sea Breeze depuis 1997, et la Russie y a participé en 1998.

Après 2014, la coopération militaire avec les États-Unis et l'OTAN a été un facteur important de la modernisation de l'armée ukrainienne. Sans elle, la résistance ukrainienne à l'invasion russe aurait été nettement moins efficace. Si cette coopération avait cessé à la demande de la Russie, l'Ukraine aurait été moins sûre, et le gouvernement ukrainien aurait donc pu être contraint de se plier à d'autres exigences russes. À cet égard, le terme «finlandisation», utilisé par de nombreux auteurs, décrit mieux l'essence des exigences russes. Pendant la guerre froide, la Finlande non seulement n'a pas adhéré à l'OTAN, mais a également tenu compte de nombreux «souhais» des dirigeants soviétiques; elle a notamment rejeté le plan Marshall et extradé tous les fugitifs de l'URSS. En outre, le traité finno-soviétique de 1948 prévoyait une coopération militaire entre la Finlande et l'URSS (en cas d'attaque de l'URSS à travers la Finlande).

La Finlande a poursuivi cette politique après sa défaite dans la guerre, au cours de laquelle elle était alliée à l'Allemagne nazie, consciente que les dirigeants soviétiques pouvaient transformer la Finlande en un autre satellite s'ils le souhaitaient, accepter certaines restrictions en échange du maintien de leur système politique et de leur souveraineté était une solution rationnelle pour les Finlandais. Dans le même temps, l'Ukraine n'était pas dans une telle situation avant la guerre actuelle, et la plupart des Ukrainiens n'acceptaient pas les exigences russes.

Ici, la différence entre la «finlandisation» originelle et la situation à la veille de l'invasion russe de l'Ukraine est évidente. La politique finlandaise de neutralité et de prise en compte des intérêts soviétiques était basée sur des accords entre la Finlande et l'URSS, tandis qu'en Ukraine, le Kremlin voulait négocier avec les États-Unis et l'OTAN. À l'époque, le Kremlin avait apparemment perdu l'espoir qu'il serait possible de forcer les autorités ukrainiennes à se plier aux exigences russes, ou que des forces pro-russes prennent le pouvoir en Ukraine. Le Kremlin a donc décidé, contre la volonté du peuple ukrainien, de négocier l'avenir de l'Ukraine avec ceux qu'il considérait comme les «maîtres» de ce pouvoir.

Il convient de noter que le Kremlin a peut-être utilisé ses projets de traités non pas comme une dernière tentative de négociation, mais pour légitimer son invasion. Nous ne savons pas exactement quand Poutine a pris la décision d'envahir l'Ukraine, et nous ne pourrions le dire avec certitude que lorsque les archives du Kremlin seront ouvertes. Mais nous pouvons évaluer les informations dont nous disposons. L'essence des propositions russes était pratiquement une division de l'Europe en sphères d'influence entre la Russie et les États-Unis. Je ne sais pas si Susan Watkins le comprend, mais c'est ce qu'elle a

effectivement soutenu dans son article dans la *New Left Review*, est que: «En appelant à un règlement stable des frontières militaires, le Kremlin a de bons arguments.»

LA CRISE DES MISSILES CUBAINS

Imaginez: une révolution nationaliste a lieu dans un pays proche d'un État impérialiste qui considère ce territoire comme sa sphère d'influence. L'État impérialiste tente d'empêcher sa perte définitive d'influence sur la politique du premier pays en utilisant la force brute et en s'alliant avec les opposants à la révolution. Un gouvernement post-révolutionnaire considère une alliance avec une superpuissance rivale comme une garantie de sécurité. La menace d'une guerre nucléaire se fait jour. Cette histoire ne concerne pas seulement l'Ukraine, mais aussi un autre pays auquel de nombreux auteurs, dont le susmentionné Dmitri Trenin, ont comparé l'Ukraine, Cuba.

Bien sûr, il existe de nombreuses différences entre ces deux cas. La nature de classe et la nature idéologique des révolutions et des superpuissances étaient très différentes. Mais en ce qui concerne la sécurité internationale, ces différences ne sont pas décisives. La crise des missiles de Cuba est en effet une bonne analogie concernant l'agression russe contre l'Ukraine, alors examinons-la d'un peu plus près.

La crise des missiles de Cuba est née du déploiement de missiles nucléaires soviétiques à Cuba et s'est terminée par leur démantèlement en échange de garanties américaines de non-agression contre Cuba et du retrait des missiles américains de Turquie. La coopération militaire entre Cuba et l'URSS a-t-elle cessé après cela? Non. Les troupes soviétiques (que le gouvernement cubain considérait comme

une garantie de sa sécurité) ont-elles été retirées de Cuba? Non.

En Ukraine, en revanche, il n'y a pas de missiles américains dotés d'ogives nucléaires. Même la participation à l'OTAN n'implique pas nécessairement le déploiement de missiles – à cet égard, l'exemple de la Norvège, qui était le seul pays de l'OTAN à partager une frontière avec l'URSS pendant la guerre froide et qui se méfiait donc de placer des missiles sur son territoire, est assez parlant.

En outre, les États-Unis, tout en rejetant l'opposition de la Russie à l'élargissement de l'OTAN, ont parallèlement proposé de nouveaux accords de contrôle des armements. Selon Alexei Arbatov, membre de l'Académie des sciences russe et grand spécialiste des questions de sécurité et de désarmement, jusqu'à récemment, ces propositions étaient également avancées par la Russie et présentaient un intérêt sérieux en termes d'apaisement des tensions et de renforcement de la sécurité européenne. Cependant, les dirigeants russes les ont rejetées comme étant «mineures».

Le président américain John F. Kennedy a donné des garanties de non-agression contre Cuba et a accepté de retirer les missiles américains de Turquie. Il a ainsi montré que sa principale préoccupation dans cette affaire était la sécurité. Le président russe Vladimir Poutine, quant à lui, a rejeté l'offre américaine et est entré en guerre. Ce faisant, il a montré que sa préoccupation première n'était pas la sécurité, mais son désir de voir l'Ukraine revenir sous contrôle russe, ou du moins la conquête de nouveaux territoires ukrainiens. En effet, la prudence dont les États occidentaux ont fait preuve à l'égard de la Russie, même après le début de l'invasion à grande échelle, montre la vacuité des préoccupations russes en matière de sécurité. La Russie dispose de la meilleure garantie

de sécurité: les armes nucléaires. Le Kremlin lui-même ne se lasse pas de nous le rappeler.

En ce qui concerne l'Ukraine, que se passerait-il si les États-Unis avaient fait de grandes concessions à la Russie? Quelles auraient pu être ces concessions? Au cours de la période précédant l'invasion, de nombreuses déclarations ont été faites selon lesquelles l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN n'était pas à l'ordre du jour. Le plus franc sur cette question a été l'ancien secrétaire général de l'OTAN, Jaap de Hoop Scheffer:

Tout le monde, y compris Poutine, sait que l'Ukraine ne deviendra pas membre de l'OTAN dans un avenir prévisible et imprévisible. C'est déjà un pays tampon. C'est quelque chose que vous n'entendrez jamais de la part du secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, dire; sa position ne le lui permet pas. Mais je peux le dire maintenant.

Le Kremlin a néanmoins exigé une garantie. Le vice-ministre des affaires étrangères, Sergueï Ryabkov, a d'abord répondu à l'idée d'un moratoire temporaire sur l'expansion de l'OTAN en déclarant qu'elle était inacceptable pour la Russie, et Poutine lui-même s'est montré critique quelques jours avant l'invasion. Très probablement, le Kremlin n'aurait été satisfait qu'en cas d'acceptation totale de ses exigences. Mais qu'est-ce que cela aurait signifié pour l'Ukraine? À la veille de l'invasion, les choses n'allaient pas bien pour Volodymyr Zelenskyy, devenu une superstar de la politique. Sa cote de popularité était en baisse, tandis que celle de son principal rival, l'ancien président Petro Porochenko, était en hausse. L'accord des États-Unis aux exigences de la Russie aurait considérablement exacerbé la situation. Et si le gouvernement ukrainien, ayant perdu le soutien des États-Unis, avait satisfait à l'une ou l'autre des exigences du Kremlin, il est certain que cela aurait



conduit à une crise politique et à une escalade de la violence. Il est tout à fait possible que cela aurait créé des conditions plus favorables à l'invasion des troupes russes en tant que «gardiennes de la paix». Dans ce cas, la situation de l'Ukraine aurait été bien pire qu'elle ne l'est aujourd'hui.

Pour autant, je ne prétends pas que dans les derniers mois précédant l'invasion, l'Occident ou l'Ukraine n'auraient pas pu empêcher la guerre. Mais un examen sérieux de cette possibilité nécessite une analyse plus approfondie et un accès aux archives du Kremlin. Je pense que ce sera une question intéressante pour les futurs historiens. En attendant, la gauche radicale occidentale, si prompte à critiquer les États-Unis pour ce qu'ils ont fait à la Russie, devrait s'abstenir de prétendre que Washington aurait dû simplement se plier aux exigences russes. Après tout, la décision d'empêcher la guerre aurait très bien pu être le fait d'un seul homme – Vladimir Poutine. Tout ce qu'il avait à faire était de ne pas donner l'ordre de lancer l'invasion.

L'EXPANSION DE L'OTAN

Heureusement, sur la question de l'expansion de l'OTAN, les historiens ont déjà apporté une réponse convaincante. L'une des meilleures analyses publiées à ce jour est le livre de Mary Elise Sarotte, *Not One Inch: America, Russia, and the Making of Post-Cold War Stalemate*¹. Sarotte montre bien que la politique de la porte ouverte [à l'adhésion] de l'OTAN a effectivement sapé la coopération américano-russe sur le contrôle des armements et la formation d'un système de sécurité international plus large.

L'expansion de l'OTAN a fourni des atouts aux revanchards et aux faucons russes et a enterré les perspectives politiques des libéraux qui prônaient une coopération plus étroite avec l'Occident, comme l'[ancien] ministre des affaires étrangères Andrei Kozyrev. En ce sens, le développement de l'OTAN a effectivement créé des conditions favorables au déclenchement de la guerre. Mais comment et pourquoi cela s'est produit est également important. Tony Wood, dans un article de la même *New Left Review*, écrit que «l'émergence d'un nationalisme russe de plus en plus affirmé et militarisé est inextricable de ce processus [de l'expansion de l'OTAN], parce qu'il a été en grande partie propulsé et renforcé par lui». Mais ce que Wood omet de demander, c'est pourquoi l'expansion de l'OTAN a provoqué une telle réaction. À mon avis, la réponse peut facilement être trouvée dans le livre de Sarotte, auquel Wood fait référence à plusieurs reprises.

S'agit-il d'une réaction au fait que les préoccupations légitimes de la Russie en matière de sécurité ont été négligées, comme l'ont affirmé de nombreux auteurs? Je ne le pense pas. Sérieusement, comment l'adhésion de la République tchèque et de la Hongrie à l'OTAN pourrait-elle créer une situation menaçante pour la Russie? Il suffit de regarder une carte pour apporter une réponse évidente: en aucun cas. Alors pourquoi leur adhésion à l'OTAN a-t-elle été perçue négativement au Kremlin? Parce que ces pays appartenaient récemment à la zone d'influence soviétique. Et aussi parce que leur adhésion s'inscrivait dans le cadre de la formation d'un nouvel ordre international dans lequel la Russie n'avait plus le statut de superpuissance égale aux États-Unis.

C'est la douleur d'un empire perdu qui a provoqué des sentiments revanchards. Dans le livre de Sarotte, on le voit à plusieurs reprises, par exemple, lorsque

1. Mary Elise Sarotte, *Not One Inch: America, Russia, and the Making of Post-Cold War Stalemate*, New Haven, Yale University Press, 2021.

Elt sine a demandé un statut spécial pour la Russie dans le cadre du programme de Partenariat pour la paix (PPP), au motif que la Russie était un «grand pays avec une grande armée et des armes nucléaires» (p. 190). Et les Européens de l'Est, après tout, pouvaient observer de leurs propres yeux l'émotion des Russes. Par conséquent, au lieu de parler de l'émergence du nationalisme russe, comme le fait Tony Wood, il est à mon avis plus approprié de parler de la mutation du chauvinisme de la grande puissance russe en réaction à la croissance de l'OTAN. Lorsqu'il est devenu évident que la Russie n'occuperait pas une position aussi privilégiée dans le nouvel ordre international que le souhaitaient les élites russes, celles-ci ont manifesté un désir croissant de reconsidérer cet ordre.

Le livre de Sarotte montre également que, jusqu'à un certain point, les États-Unis ont essayé de tenir compte des sentiments russes afin de ne pas entraver la formation d'un ordre international plus sûr. Cela s'est notamment manifesté dans le programme du PPP, qui visait à faire en sorte que les adhésions à l'OTAN ne se fassent pas trop rapidement, mais qu'elles évoluent vers quelque chose d'autre. Et, comme l'a dit le président Bill Clinton, «l'Ukraine est le pivot de toute l'idée [du PPP]» (p. 188). Dans les années 1990, il était évident pour tout le monde que l'Ukraine ne pouvait pas adhérer à l'OTAN. L'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN était une ligne rouge pour Moscou, principalement en raison du même chauvinisme de grande puissance, en raison du rôle particulier que joue l'Ukraine dans la mythologie nationale russe.

Selon M. Sarotte, c'est à la suite de l'exemple de l'Ukraine que les gouvernements d'Europe de l'Est qui souhaitaient que leurs pays rejoignent l'OTAN ont accepté de participer au PPP en guise de compromis.

Mais les événements survenus en Russie, tels que le coup d'État antiparlementaire d'Elt sine en 1993 et la guerre en Tchétchénie, ont poussé de plus en plus les États d'Europe orientale à faire pression sur les États-Unis pour qu'ils les autorisent à rejoindre l'OTAN. Ils ont réussi à être couverts par l'article 5 pour se protéger d'une éventuelle agression armée de la Russie. Mais le résultat a été une nouvelle ligne de démarcation en Europe qui a séparé l'Ukraine de ses voisins occidentaux. Les pays qui étaient moins menacés par l'agression russe sont devenus mieux protégés, tandis que l'Ukraine, pour laquelle la menace était plus grande, s'est retrouvée dans une «zone grise». C'est pourquoi, en décembre 1994, après la publication du communiqué sur la politique de la porte ouverte de l'OTAN, Kyiv est devenu nerveux, tandis que Moscou était furieux (p. 201).

Une autre conséquence négative de l'élargissement de l'OTAN a été que le processus de transformation de la CSCE/OSCE¹, une conférence pour le dialogue Est-Ouest créée dans les années 1970, en une organisation internationale qui n'a jamais été réellement achevée. La décision américaine de faire de l'OTAN le socle de la sécurité en Europe a rendu le renforcement de l'OSCE sans intérêt. Si la politique d'ouverture de l'OTAN avait commencé quelques années plus tard, elle aurait permis de faire de l'OSCE une organisation plus efficace.

Après le début de l'invasion russe de l'Ukraine, l'OSCE est devenue une organisation totalement insignifiante et très probablement désormais morte. Mais cela ne doit pas nous empêcher de considérer qu'il existe des alternatives au développement du

1. NdT: la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) devenue l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) par une instance multilatérale de dialogue et de négociation entre les blocs.



système de sécurité international. La mission spéciale de surveillance de l'OSCE a joué un rôle important dans la résolution de la guerre au Donbass. Mais son influence aurait pu être bien plus grande si son mandat avait été élargi. L'Ukraine l'a constamment exigé, mais en raison de la prise de décisions par consensus au sein de l'OSCE, la Russie a constamment bloqué cette proposition. Ainsi, le Kremlin a saboté la mise en œuvre du point 4 du protocole de Minsk, qui prévoyait la surveillance par une mission de l'OSCE de toute la partie de la frontière ukraino-russe située dans la zone de combat (et non seulement aux deux points de contrôle frontaliers que la Russie a autorisés jusqu'à l'automne 2021).

L'OTAN ET L'OTSC

Avant de passer aux résultats, examinons un peu plus les positions envers les alliances militaires. Il peut être utile de comparer l'OTAN à son homologue russe, l'OTSC (Organisation du traité de sécurité collective, créée en 1992)¹.

Premièrement, il est possible d'affirmer que l'OTAN est un phénomène contradictoire qui, d'une part, sert de couverture à l'impérialisme américain et, d'autre part, est un instrument de protection pour de nombreux petits pays. De même, l'OTSC est une couverture pour l'impérialisme russe et a récemment été utilisée pour réprimer un soulèvement populaire au Kazakhstan, mais sert de protection à une Arménie relativement démocratique. Reconnaître ce fait ne fait pas de vous un partisan de l'impérialisme américain ou russe.

Deuxièmement, Susan Watkins écrit que l'OTAN ne s'est pas avérée «indispensable» pour envahir l'Irak, mais elle ne dit pas que c'était en raison de la résistance française et allemande. Il est également révélateur que le Kazakhstan ait refusé d'envoyer ses troupes en Ukraine, bien que l'invasion ait commencé un mois et demi après que le Kremlin ait contribué à réprimer le soulèvement au Kazakhstan. Mais tout comme cela n'a pas été un obstacle insurmontable pour les États-Unis [en Irak] – ils ont créé une force multinationale, contournant l'OTAN – de même pour la Russie, le refus du Kazakhstan ne l'a pas empêchée de lancer l'invasion de l'Ukraine. Il ne faut pas oublier que le problème clé dans les deux cas est l'impérialisme (américain ou russe), et non l'OTAN et l'OTSC.

Troisièmement, nous devrions cesser d'identifier toutes les actions militaires des pays membres d'alliances militaires avec les actions de ces alliances militaires. Ce n'est pas l'OTAN en tant qu'organisation qui mène actuellement une opération militaire dans le nord de la Syrie, c'est la Turquie. Et le problème ici est l'hostilité de la Turquie envers les Kurdes, et non l'OTAN. De même, si la Turquie attaque la Grèce, ce n'est pas l'OTAN qui attaque l'un de ses membres. De même, ce n'est pas l'OTSC qui est actuellement en guerre contre l'Ukraine, mais la Russie avec l'aide du Belarus. Heureusement, le Kazakhstan et l'Arménie ne sont pas impliqués dans cette guerre.

En outre, il ne faut pas identifier l'OTAN et l'«Occident» comme l'a fait Susan Watkins dans sa déclaration «L'OTAN a gagné la guerre froide sans tirer un seul coup de feu.» Mais ce n'est pas l'OTAN qui a gagné la guerre froide, c'est l'Occident qui a mené l'offensive. L'OTAN n'est qu'un des outils. Il n'est pas surprenant qu'un groupe d'États, dont certains avaient une politique néocoloniale agressive, ait

1. NdT : Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) équivalent eurasiatique de l'OTAN, regroupe la Russie, l'Arménie, le Bélarus, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Russie et le Tadjikistan.

également eu parmi ses nombreux instruments une alliance défensive, dont les fonctions n'ont changé qu'après que ce groupe d'États ait gagné la guerre froide.

Quatrièmement, les États-Unis et la Russie peuvent se passer de l'OTAN et de l'OTSC pour leurs politiques impérialistes, mais il n'existe pas encore d'alternative de défense pour les États d'Europe orientale et l'Arménie. Et si vous ne pouvez pas offrir une alternative aux populations des pays qui cherchent une protection dans de telles structures, il vaut mieux ne pas les inciter à renoncer à cette protection.

ESQUISSE D'UNE STRATÉGIE DE GAUCHE POUR LA SÉCURITÉ INTERNATIONALE

Les décisions prises dans les années 1990-2000 sont déjà entrées dans l'histoire, et on ne peut pas revenir sur le passé. Se concentrer sur ces erreurs aujourd'hui revient à critiquer le traité de Versailles en 1919, alors qu'il a déjà perdu toute actualité. Ce qu'il faut maintenant, ce sont des solutions concrètes qui peuvent accélérer la défaite de la Russie et faire du monde d'aujourd'hui un endroit plus sûr. D'un autre côté, comme dans le cas du traité de Versailles, les anciennes erreurs peuvent fournir des leçons pour façonner une politique d'après-guerre.

L'expansion de l'OTAN a-t-elle eu un impact sur le déclenchement de cette guerre? Oui. Mais il y a des façons très différentes de parler de cela. Lorsque la gauche radicale et les «réalistes» disent que l'expansion de l'OTAN a «provoqué» la Russie, ils affirment ainsi que, dans une certaine mesure, l'invasion russe était au moins partiellement justifiée, même s'ils le nient. Watkins fait de même en affirmant que l'invasion russe «ne s'est pas fait sans provocation». C'est la même chose que de dire que la révolution cubaine

et la coopération du gouvernement de Fidel Castro avec l'URSS ont provoqué les États-Unis. Bien sûr, ce n'est pas un problème pour les «réalistes» de le dire, mais qui, à gauche, justifierait ainsi la politique agressive des États-Unis envers Cuba?

Le fait que la révolution cubaine était plus progressive que le Maïdan ukrainien n'est pas une excuse pour un tel deux poids, deux mesures. Si un État impérialiste, quel qu'il soit, voit une révolution dans sa sphère d'influence comme une menace pour lui-même et un «mauvais exemple» pour les autres pays de sa sphère, les socialistes ne devraient pas utiliser le fait que cette révolution est soutenue par une superpuissance rivale pour condamner la révolution. Il convient également de noter que cela s'applique non seulement au Maïdan de 2013-2014, mais aussi à la révolution orange de 2004 en Ukraine. C'est après ce dernier événement, quelques années avant le sommet de l'OTAN à Bucarest, dont la déclaration proclamait que la Géorgie et l'Ukraine «deviendront membres de l'OTAN», qu'il y a eu un glissement de terrain notable dans la politique russe, indiquant que l'élite russe considérait les événements en Ukraine comme une menace.

La comparaison avec Cuba nous indique également que nous devons traiter différemment des pré-occupations différentes. Le déploiement de missiles nucléaires près des frontières d'un pays et l'entrée d'un pays voisin dans un bloc militaire ou la coopération militaire avec un État rival sont des faits différents. Nous devons soutenir et appeler à des restrictions mutuelles sur le déploiement des armes nucléaires (et au désarmement nucléaire mondial en général). Mais parfois, la seule véritable alternative à la coopération militaire d'un État impérialiste contre un autre est l'assujettissement total par une puissance impériale agressive. Les habitants privilégiés des pays



occidentaux, qui n'ont pas à craindre que leur pays soit conquis par la Russie, n'ont aucun droit moral de critiquer ceux qui cherchent à se protéger en coopérant avec ces États occidentaux. Et si l'on critique une coopération militaire, la critique ne doit pas se traduire en un soutien à la division de l'Europe ou du monde en sphères d'influence.

Cela signifie-t-il que la gauche aurait dû soutenir l'expansion de l'OTAN? Non. Jan Smolenski et Jan Dutkiewicz ont fait valoir qu'une critique intellectuellement honnête de l'expansion de l'OTAN conduirait à une critique des politiciens et des électeurs d'Europe de l'Est qui ont embrassé les idéaux de la démocratie et de l'autodétermination nationale. Mais ce n'est pas le cas. Les démocraties d'Europe de l'Est avaient le droit souverain de faire le choix qu'elles considéraient comme le meilleur pour leur sécurité. Mais l'entrée d'un pays dans une organisation internationale dépend de la décision des deux parties. Et les États-Unis devaient faire un choix qui permettrait de mieux assurer la sécurité non seulement des États qui rejoignaient l'OTAN, mais aussi de ceux qui ne la rejoignaient pas. L'entrée de pays dans l'OTAN peut avoir renforcé leur sécurité, tout en nuisant à celle de l'Ukraine.

De ce point de vue, la transition rapide vers la politique de la porte ouverte de l'OTAN a été une erreur. Comme Mary Sarotte et l'historien ukrainien Serhii Plokhy l'ont souligné dans un article conjoint, dans les années 1990, les États-Unis avaient une chance bien meilleure et bien moins coûteuse de résoudre la question de la sécurité de l'Ukraine qu'ils ne l'ont fait. Premièrement, ils auraient pu donner la priorité au développement du programme de Partenariat pour la paix plutôt qu'à l'expansion rapide de l'OTAN. Deuxièmement, ils auraient pu donner à l'Ukraine des garanties de sécurité effectives dans le

mémorandum de Budapest de 1994. L'Ukraine l'avait exigé à l'époque, mais sous la pression générale des États-Unis et de la Russie, le gouvernement ukrainien a ensuite été contraint d'accepter un morceau de papier sans valeur. Ne pas donner de telles garanties en échange d'armes nucléaires¹ était une terrible erreur qui, à long terme, a porté un coup encore plus grand au désarmement nucléaire que l'expansion de l'OTAN.

Cependant, il s'agit plutôt du passé. Quelles conclusions peut-on tirer de l'approche de la gauche en matière de sécurité internationale pour l'avenir? Pour la gauche ouest-européenne des dernières décennies, s'il existait une alternative à l'OTAN, c'était l'idée d'un système de sécurité internationale commun qui engloberait l'«Ouest» et l'«Est» après la fin de la guerre froide. Mais si cette idée avait du sens dans les années 1990, elle semblait déjà irréaliste après 2008 et encore plus après 2014. Pour des raisons quelconques, cependant, cette gauche a obstinément ignoré le fait que la Russie, qui au début des années 1990 préconisait un rôle accru pour l'OSCE, est ensuite devenue le principal opposant à la réforme et au renforcement de l'OSCE. Une autre partie de la gauche européenne, notamment le parti de gauche polonais Razem, propose un système de sécurité européen comme alternative à l'OTAN – une armée commune, un bouclier antimissile, une politique énergétique, etc. Un tel système aiderait les membres de l'UE mais pas ceux qui sont en dehors de l'UE. De plus, ce projet comporte des menaces de «forteresse Europe» (on pourrait dire la même chose

1. NdT: avec le mémorandum de Budapest, l'Ukraine a accepté une dénucléarisation de son arsenal militaire et le transfert des ogives nucléaires vers la Fédération de Russie, précédemment installées sur son territoire.

de l'idée précédente). Par conséquent, la priorité doit être donnée à un système de sécurité mondial.

Dans la récente déclaration d'Athènes, Jeremy Corbin, Yanis Varoufakis et Ece Temelkuran ont déclaré qu'«une paix durable ne peut être atteinte qu'en remplaçant tous les blocs militaires par un cadre de sécurité international inclusif». Il est difficile de ne pas être d'accord, mais ils n'ont pas proposé de moyens de créer un tel cadre. Dans le même temps, il existe déjà un système qui correspond à leur description, bien qu'il remplisse ses fonctions de manière inefficace: il s'agit des Nations unies. Je sais que beaucoup sont sceptiques quant à l'idée des Nations unies. Mais jusqu'à présent, je n'ai vu aucun de ses détracteurs proposer une meilleure alternative. Et au lieu de chercher des excuses à l'inaction, nous devrions chercher des moyens possibles de faire avancer les changements. Qu'est-ce qui est le plus utopique – réformer l'ONU ou créer de toutes pièces un système similaire qui unirait les pays du Sud et du Nord, mais qui serait plus efficace?

Malheureusement, même après la déclaration de Zelensky lors de la réunion du conseil de sécurité sur la nécessité d'une réforme de l'ONU, la seule réponse que j'ai vue dans les médias de gauche est une explication des raisons pour lesquelles cela est impossible. Mais l'article de Jon Schwarz est révélateur pour ce qu'il ne mentionne jamais: la résolution «S'unir pour la paix» comme alternative à l'unanimité du conseil de sécurité. Cette résolution montre que la réforme n'est pas si impossible. Si le Conseil ne peut vraiment pas être réformé, son rôle doit être marginalisé. En fait, pendant que j'écrivais cet article, un pas a été fait dans cette direction: L'Assemblée générale, à l'initiative du Liechtenstein, a adopté une résolution qui prévoit une session d'urgence de

l'Assemblée générale lorsqu'un membre du conseil de sécurité utilise son droit de veto.

Nous avons devant nous la perspective d'une escalade de confrontation entre les États-Unis et la Chine. Et dans ce conflit, la gauche internationale ne doit pas répéter les erreurs que beaucoup de ses membres ont commises contre la Russie. La Chine n'a peut-être rien contre un partage de sphères d'influence avec les États-Unis, mais ce n'est pas quelque chose que la gauche devrait soutenir. Au lieu de s'inquiéter des intérêts de la Chine, comme de nombreux militants de gauche se sont inquiétés des intérêts de la Russie, nous devrions réfléchir à la manière de protéger les petits États de la domination de tous les États impérialistes. En particulier, la gauche internationale devrait réfléchir à la manière de protéger Taïwan sans permettre la guerre, et non en forçant Taïwan à se soumettre à la République populaire de Chine. (Le fait que Taïwan ne soit pas membre de l'ONU est un problème à résoudre, pas une raison de ne pas défendre Taïwan.)

Certains auteurs de gauche ont fait remarquer que la population des États qui se sont abstenus lors du vote de l'Assemblée générale des Nations unies sur l'agression russe contre l'Ukraine représente à elle seule près de la moitié de la population mondiale. Mais suggérer que cela représente la position de la moitié de l'humanité revient à ignorer l'impérialisme chinois et le gouvernement d'extrême droite indien. À mon avis, l'observation de Barbara Crossette selon laquelle les petits États, en particulier les voisins de l'Inde, ont majoritairement soutenu l'Ukraine est plus importante. De toute évidence, ils se sentaient menacés par les grandes puissances voisines.

Nous n'avons pas du tout besoin d'idéaliser l'ONU. Jusqu'à présent, elle a été vraiment un instrument inefficace. Et même sans le problème du droit de veto



des membres permanents du Conseil de sécurité, la Charte des Nations unies présente d'autres problèmes graves. Comme Darrel Moellendorf l'a souligné à juste titre, le principe de l'égalité souveraine des États en vertu de la Charte des Nations unies ne signifie pas pour autant qu'il faut s'opposer aux incursions armées sur le territoire d'autres États à l'invitation du gouvernement officiel de cet État pour réprimer une révolution, mais qu'il faut s'opposer au soutien des États aux mouvements révolutionnaires dans les autres États. Cela est en contradiction avec les idées de l'internationalisme socialiste. Et à cet égard, les gauchistes qui ont justifié l'invasion russe de la Syrie en se référant à la légitimité de cette invasion ont en fait trahi les principes socialistes.

Mais malgré tous ses défauts, l'ONU est pour l'instant la seule véritable alternative aux alliances militaires pour protéger les pays plus faibles de l'asservissement par des voisins plus forts et l'instrument le plus prometteur pour démocratiser l'ordre international et accroître l'influence des petits États et des États les plus pauvres.

Comme je l'ai écrit dans un autre article, c'est peut-être parce que la Russie envahit l'Ukraine que, pour la première fois depuis que l'ONU existe, il existe une réelle chance de réforme. Au cours des décennies passées, cela était presque impossible, et dans quelques années, la confrontation entre la Chine et les États-Unis pourrait devenir si aiguë que cela sera à nouveau impossible. C'est pourquoi nous devons agir maintenant. Et la plus grande responsabilité incombe à la gauche présente dans les pays qui sont membres permanents du conseil de sécurité.

24 MAI 2022

Publié par [Commons](#)

Traduction Léonie Davidovitch



Kaya Griseva, «Autoportrait avec Malakowski», 2021, Linoprint, Kharkiv.

www.sylleps.net

PRISES DE POSITION

ÉTATS-UNIS

À PROPOS DE LA GUERRE EN UKRAINE

JUDITH BUTLER¹

Ces derniers jours, nous avons lu que le moral des soldats russes est mis à mal, que 300 d'entre-eux rechignent à combattre, et que certains se sont peut-être débarrassés de leur propre commandant. Peut-être que dans les jours à venir, alors que davantage de personnes seront tuées et que davantage d'Ukrainiens quitteront leurs maisons et leur pays, nous verrons également davantage de soldats russes refuser de tuer, ou déposer les armes, ou se retourner contre leurs supérieurs militaires. Je souhaite que les Ukrainiens gagnent cette guerre, comme la plupart des gens, mais je souhaite en fin de compte que la guerre soit éliminée. Puis-je avoir le beurre et l'argent du beurre?

Je m'intéresse aux membres du gouvernement russe qui font défection et aux soldats russes qui refusent de faire leur travail parce qu'ils représentent une alternative morale à la guerre. Autant je souhaite que les Ukrainiens gagnent, qu'ils fassent reculer la prise brutale de leurs terres par Poutine et le meurtre de civils, autant je ne veux pas devenir partisane au point de devenir une enthousiaste de la guerre. Je ne veux pas m'enthousiasmer pour les drones spéciaux capables d'abattre des chars et procurer un avantage militaire. Si je me préoccupe de savoir qui a

l'avantage sur le champ de bataille et pourquoi, alors je deviens une enthousiaste de la guerre, observant les stratégies se déployer, espérant qu'une stratégie l'emporte sur une autre. Si l'horizon de ma pensée se concentre sur la victoire militaire, alors j'ai laissé mon esprit se laisser dépasser par des préoccupations stratégiques. Bien sûr, la raison pour laquelle je souhaite que l'Ukraine gagne est juste : ses droits politiques à l'autodétermination sont attaqués ; son peuple a été brutalement et massivement assassiné dans ses maisons ou se retrouve retranché dans des théâtres, et des réfugiés ukrainiens ont été abattus alors qu'ils fuyaient.

Si l'OTAN assiste l'Ukraine, alors elle fait la bonne chose cette fois-ci. Mais ce n'est pas une raison pour devenir une fan de l'OTAN. Certains ont pensé que nous devions l'être étant donné l'opposition nationaliste de Trump à ses traités et à ses exigences économiques. Mais l'OTAN est aussi expansionniste, rompt des accords et attise sans doute les tensions dans la région. On n'est pas pour l'OTAN, mais pour le droit à l'autodétermination des Ukrainiens. On peut souhaiter que cette guerre se termine par la restauration de la souveraineté du peuple ukrainien, mais ce n'est pas une raison pour laisser ses désirs et ses pensées être limités par une logique de guerre, ou pour penser que les deux camps sont les seuls acteurs de la scène. En d'autres termes, on peut maintenir un scepticisme fondé à l'égard de l'OTAN et une position antiguerre générale tout en conservant un profond désir de voir la résistance ukrainienne l'emporter. Il n'y a pas de

1. Philosophe, professeure à l'université de Berkeley. Les éditions Medusa, que Syllepse soutiennent et aident à diffuser, ont publié en ukrainien *Ce qui fait une vie*, de Judith Butler (voir p. 79).

contradiction ici tant que l'opposition à la guerre est renforcée par l'existence d'atrocités et de crimes de guerre, tant qu'une résistance nécessaire et justifiée ne conduit pas à une acceptation de la guerre comme conception de la politique internationale.

Bien sûr, les Ukrainiens doivent se battre pour leur pays, leurs droits à l'autodétermination, et si et quand cette guerre prendra fin, ils devront exiger le droit au retour et une réparation, comme les Palestiniens le font depuis plus de soixante-dix ans. Même si l'on souhaite à juste titre que les Ukrainiens

trionnent en résistant à la guerre de la Russie, on souhaite davantage qu'une révolution de velours balaie l'armée russe en vagues puissantes, produisant une nouvelle génération de *refuzniks*. Un tel refus de combattre de la part des soldats russes ne serait pas seulement une victoire pour l'Ukraine, mais aussi pour la communauté mondiale, pour la justice et pour un avenir dans lequel nous voulons vivre.

9 AVRIL 2022

<https://kontur.media/butler>

Traduction Patrick Le Tréhondat

SLOVÉNIE

LES HÉROS DE L'APOCALYPSE



SLAVOJ ŽIŽEK¹

Cet article, dont nous reproduisons des extraits, a été publié en russe sur le canal antiguerre de la gauche unie Neovoyna.

[...] À la fin du mois d'avril 2022, deux mois seulement après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le monde a pris conscience du profond changement que cette guerre signifiait pour l'avenir. Fini le rêve d'une résolution rapide. La guerre a été étrangement «normalisée», acceptée comme un processus qui se poursuivra indéfiniment. La peur d'une escalade soudaine et dramatique hantera nos vies quotidiennes. Je crois savoir que les autorités de Suède et d'ailleurs conseillent à la population de faire des provisions pour résister aux conditions de guerre.

1. Slavoj Žižek est un philosophe slovène. Il a notamment publié *Vous avez dit totalitarisme? Cinq interventions sur les (més)usages d'une notion*, Paris, Amsterdam, 2004.

Ce changement d'attitude se reflète des deux côtés du conflit. On parle de plus en plus en Russie du fait qu'elle devient mondiale. Comme le dit Margarita Simonyan, directrice de Russia Today: «Soit nous perdons en Ukraine, soit la troisième guerre mondiale commence. Personnellement, je pense que la voie de la troisième guerre mondiale est plus réaliste.» Cette paranoïa est soutenue par des théories conspirationnistes insensées reposant sur l'existence d'une conspiration libérale-totalitaire nazie-juive visant à détruire la Russie. Lorsqu'on lui a demandé comment la Russie pouvait prétendre à la «dénazification» de l'Ukraine, alors que le président ukrainien Volodymyr Zelensky est lui-même juif, le ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a répondu: «Je peux me tromper, mais Hitler avait aussi du sang juif. Cela ne veut absolument rien dire. Les Juifs avisés disent que les antisémites les plus ardents sont généralement des Juifs.»

D'autre part, surtout en Allemagne, une nouvelle version du pacifisme prend forme. Si on s'éloigne de la rhétorique de haut vol et que l'on se concentre sur ce que fait réellement l'Allemagne, le message est clair : « Compte tenu de nos intérêts économiques et du risque d'être entraînés dans un conflit militaire, nous ne devrions pas trop soutenir l'Ukraine, même si cela signifie être avalé par la Russie. » L'Allemagne a peur de franchir la ligne au-delà de laquelle la Russie se mettra vraiment en colère. Mais seul Vladimir Poutine décide où se trouve cette ligne à un moment donné. Jouer sur les peurs des pacifistes occidentaux est un élément important de sa stratégie.

COMPLAISANCES

Évidemment, tout le monde veut empêcher une nouvelle guerre mondiale. Mais il arrive qu'une prudence excessive ne fasse qu'encourager l'agresseur. Les brutes, de par leur nature même, s'attendent toujours à ce que leurs victimes ne se défendent pas. Pour éviter une guerre plus large, pour organiser une sorte de dissuasion, nous devons aussi tracer des lignes claires.

Jusqu'à présent, l'Occident a fait le contraire. Alors que Poutine se préparait à lancer son « opération spéciale », le président américain Joe Biden déclarait que son administration devrait attendre pour voir si le Kremlin opérerait pour une « invasion mineure » ou une occupation complète. Ce qui sous-tendait, bien sûr, qu'un acte d'agression « mineur » pouvait être toléré.

Le récent changement de perception révèle une vérité profondément sombre sur la position de l'Occident. Alors que nous avons précédemment exprimé la crainte que l'Ukraine soit rapidement vaincue, nos véritables craintes étaient exactement le contraire : que l'invasion débouche sur une guerre sans issue. Il

aurait été bien plus commode que l'Ukraine tombe immédiatement, ce qui nous aurait permis d'exprimer notre indignation, de faire le deuil de la perte et de retourner ensuite à nos activités habituelles. Ce qui aurait dû être une bonne nouvelle – un petit pays résistant soudainement et héroïquement à l'agression brutale d'une grande puissance – est devenu une source de honte, un problème dont nous ne savons que faire.

Les pacifistes européens de gauche mettent en garde contre toute renaissance de l'esprit « belligérant-héroïque » qui a consumé les générations précédentes. Le philosophe allemand Jürgen Habermas suggère même que l'Ukraine est coupable de chantage moral envers l'Europe. Il y a quelque chose de profondément mélancolique dans sa position. Comme Habermas le sait parfaitement, l'Europe d'après-guerre n'a pu abandonner le militarisme que parce qu'elle était protégée par le parapluie nucléaire américain. Mais le retour de la guerre sur le continent suggère que cette période est peut-être terminée, et que le pacifisme inconditionnel exigera des compromis moraux toujours plus profonds. Malheureusement, des actes « héroïques » seront à nouveau nécessaires, non seulement pour résister et pour dissuader les agressions, mais aussi pour faire face à des problèmes tels que les catastrophes environnementales et la famine.

CRAINdre LES CRAINTES

En français, l'écart entre ce que l'on craint officiellement et ce que l'on craint réellement est parfaitement exprimé par le non-explétif, qui n'a pas de sens en soi puisqu'il n'est utilisé qu'en raison de la syntaxe ou de la prononciation. Celui-ci est surtout utilisé dans des phrases adjectives au subjonctif après des verbes ayant un sens négatif (craindre, éviter, douter); sa fonction est de souligner l'aspect négatif de

ce qui le précède, par exemple : «Elle doute qu'il ne vienne» («Elle doute qu'il ne vienne pas») ou «Je te fais confiance à moins que tu ne me mentes.» («Je te fais confiance si tu ne me mens pas»).

Jacques Lacan a utilisé le *ne* explétif pour expliquer la différence entre les deux types de désir [souhait et désir]. Lorsque je dis : «J'ai peur que l'orage /ne vienne pas/», mon désir conscient est qu'il ne vienne pas, mais mon véritable désir s'exprime dans le «non» ajouté : j'ai peur que l'orage ne vienne pas, parce que je suis secrètement fasciné par sa cruauté.

La crainte de l'Europe d'interrompre son approvisionnement en gaz russe s'apparente à un «non» déplacé. «Nous craignons que l'interruption de l'approvisionnement en gaz ne provoque une catastrophe économique», disons-nous. Mais que faire si la peur que nous invoquons n'est pas vraie? Et si nous avons réellement peur que la coupure de l'approvisionnement en gaz ne provoque pas de catastrophe? Comme l'a récemment exprimé Eric Santner de l'Université de Chicago : si nous nous adaptons rapidement, l'arrêt des importations de gaz russe ne marquerait pas la fin du capitalisme, mais «provoquerait néanmoins un véritable changement dans le mode de vie "européen"», un changement qui serait le bienvenu, indépendamment de la Russie.

Si l'on prend ce «non» exploré au pied de la lettre, alors agir en fonction de ce «non» est peut-être l'acte politique le plus authentique de la liberté aujourd'hui. Il suffit de penser à l'affirmation du Kremlin selon laquelle couper l'approvisionnement en gaz russe équivaut à un suicide économique. Étant donné les choses à faire pour mettre nos sociétés sur une voie plus durable, ne serait-ce pas libérateur? Pour paraphraser Kurt Vonnegut, nous

éviterons d'entrer dans l'histoire comme la première société qui n'a pas réussi à se sauver parce que c'était trop coûteux.

UNE MONDIALISATION DE QUI?

Les médias occidentaux regorgent d'informations faisant état des milliards de dollars envoyés à l'Ukraine; pourtant, la Russie reçoit toujours des dizaines de milliards de dollars pour le gaz qu'elle fournit à l'Europe. L'Europe refuse de considérer le fait qu'elle peut exercer une pression non militaire extrêmement puissante sur la Russie, tout en faisant beaucoup pour la planète. En outre, l'abandon du gaz russe conduirait à un autre type de mondialisation – une alternative indispensable à la fois à la variante libérale-capitaliste occidentale et à sa marque autoritaire russo-chinoise.

La Russie ne veut pas seulement démanteler l'Europe. Elle se positionne également comme un allié du monde en développement contre le néocolonialisme occidental. La propagande russe exploite habilement les souvenirs amers de la violence occidentale dans de nombreux pays en développement et à revenu intermédiaire. Le bombardement de l'Irak n'était-il pas pire que le bombardement de Kyiv? Mossoul n'a-t-elle pas été rasée aussi impitoyablement que Marioupol? En présentant la Russie comme un agent de la décolonisation, il va de soi que le Kremlin apporte un soutien militaire aux dictateurs locaux, en Syrie, en République centrafricaine et ailleurs.

Les activités de la société Wagner du Kremlin, au service des régimes autoritaires du monde entier, donnent un aperçu de ce à quoi ressemblera la mondialisation à la russe. Comme l'a récemment déclaré Evgueni Prigojine, un ami de Poutine, à un journaliste occidental :



Vous êtes une civilisation occidentale en voie de disparition, qui considère les Russes, les Maliens, les Centrafricains, les Cubains, les Nicaraguayens et de nombreux autres peuples et pays comme des déchets du tiers-monde. Vous êtes une pathétique bande de pervers en voie d'extinction et nous sommes des milliards. Et la victoire sera à nous!

Lorsque l'Ukraine prétend fièrement défendre l'Europe, la Russie répond qu'elle défendra toutes les victimes passées et présentes de l'Europe. Nous ne devons pas sous-estimer l'efficacité de cette propagande. Les récents sondages d'opinion en Serbie montrent, pour la première fois, qu'une majorité est opposée à l'adhésion à l'Union européenne. Si l'Europe veut gagner une nouvelle guerre idéologique, elle devra changer son modèle de mondialisation libérale-capitaliste. Tout ce qui n'est pas un changement radical échouera, transformant l'Union européenne en une forteresse entourée d'ennemis déterminés à l'infiltrer et à la détruire.

Je peux très bien imaginer les conséquences d'un boycott du gaz russe. Cela impliquerait ce que j'ai appelé à plusieurs reprises le «communisme militaire». L'ensemble de notre économie devrait être réorganisé, comme dans le cas d'une guerre totale ou d'une catastrophe similaire de grande ampleur. Ce n'est pas si tiré par les cheveux que cela peut paraître. La vente d'huile végétale est déjà officiellement interdite dans les magasins britanniques à cause de la guerre. Si l'Europe renonce au gaz russe, des interventions similaires seront nécessaires pour survivre. La Russie compte sur l'incapacité de l'Europe à faire quelque chose d'«héroïque».

Il est vrai que de tels changements augmenteraient le risque de corruption et permettraient au complexe militaro-industriel de réaliser des profits supplémentaires. Mais ces risques doivent être mis en balance

avec des enjeux plus vastes, qui vont bien au-delà de la guerre en Ukraine.

LE 5^E CAVALIER

Le monde est confronté à plusieurs crises simultanées qui font apparaître les quatre cavaliers de l'Apocalypse: peste, guerre, famine et mort. On ne peut pas simplement rejeter ces cavaliers comme des figures du mal. Comme l'a fait remarquer Trevor Hancock, le leader des Verts canadiens, ils sont «remarquablement proches de ce que nous pourrions appeler les quatre cavaliers de l'écologie, qui régulent la taille des populations dans la nature». Sur le plan écologique, les quatre cavaliers jouent un rôle positif en empêchant la surpopulation. Mais lorsqu'il s'agit de l'homme, cette fonction de régulation ne fonctionne pas:

La population humaine a plus que triplé au cours des soixante-dix dernières années, passant de 2,5 milliards en 1950 à 7,8 milliards aujourd'hui. Alors que s'est-il passé... Pourquoi ne sommes-nous pas contrôlés? Y a-t-il un cinquième cavalier qui fera que notre population sera éliminée comme des lemmings à un moment donné?

Jusqu'à récemment, note Trevor Hancock, l'humanité pouvait contrôler les quatre cavaliers grâce à la médecine, la science et la technologie. Mais aujourd'hui, les «changements environnementaux mondiaux massifs et rapides que nous avons provoqués échappent à notre contrôle». Par conséquent, même si, bien sûr, nous pouvons être anéantis par la collision avec un astéroïde ou par l'éruption d'un super-volcan, la plus grande menace pour l'humanité, le «cinquième cavalier», si vous voulez, c'est nous-mêmes.

C'est à nous de décider si nous serons détruits ou sauvés. Mais si la conscience mondiale de ces menaces

est de plus en plus forte, elle ne se traduit pas par des actions significatives, si bien que les quatre cavaliers arrivent de plus en plus vite. Après la peste Covid et le retour de la guerre à grande échelle, des crises alimentaires se profilent. Celles-ci causent ou causeront encore des pertes massives de vies humaines, tout comme les catastrophes naturelles de plus en plus graves causées par le changement climatique et la perte de biodiversité.

Nous devrions certainement résister à la tentation de chanter les louanges de la guerre comme une expérience authentique qui peut nous sortir de notre hédonisme consumériste complaisant. L'alternative

ne consiste pas à sortir d'une crise d'une manière ou d'une autre. Mais c'est le type de mobilisation qui nous sera favorable longtemps après la fin de la guerre. Face aux dangers auxquels nous sommes confrontés, la passion militariste est une lâche fuite devant la réalité. Il ne s'agit pas non plus d'une complaisance confortable et sans héroïsme.

LJUBLJANA, 11 MAI 2022

<https://syg.ma/@sygma/slavoi-zhizhiek-gieroi-apokalipsisa>

Équipe syg.ma31/05/22 18:54

Traduction de l'anglais et intertitres Patrick Caligari

DÉCLARATION

AVEC LA RÉSISTANCE DU PEUPLE UKRAINIEN POUR SA VICTOIRE CONTRE L'AGRESSION



Comme à l'époque de la lutte de libération du peuple vietnamien, nous avons toujours été du côté des peuples opprimés et agressés, qu'ils le soient par les États-Unis (et leurs alliés de l'OTAN) ou par l'URSS (et ses alliés du Pacte de Varsovie).

Nous sommes conscients que, traversant les divers océans et continents, *la lutte de libération nationale et sociale des peuples est unique et mondiale.*

Nous n'avons jamais accepté, et nous n'accepterons jamais que n'importe quelle puissance, ou que n'importe quel bloc militaire, puisse empêcher un peuple de décider de son propre futur, en opposition avec le droit des peuples à leur autodétermination nationale.

Pour ces motifs, *nous sommes au côté de la Résistance du peuple ukrainien contre l'agression de l'impérialisme*

russe et sa tentative de reconstruire l'empire tsariste, puis soviétique.

Comme pour les autres luttes de libération nationale, notre solidarité avec le peuple de l'Ukraine *est inconditionnelle et indépendante de tout jugement sur sa direction politique*, parce qu'il revient uniquement à l'Ukraine et aux Ukrainien·es de décider du futur de leur pays.

Il incombe également au peuple de l'Ukraine de décider de continuer la guerre pour l'indépendance nationale et de spécifier les termes de la paix avec l'agresseur.

L'efficace résistance ukrainienne face à l'invasion de la superpuissance russe démontre sans aucun doute la force du facteur moral, et dans quelle direction va la volonté du peuple, en démenti à ces théories

quasiment racistes qui font du peuple ukrainien un simple jouet aux mains de l'OTAN. En ce sens, nous pouvons au contraire dire que le peuple ukrainien a déjà vaincu moralement et politiquement. La victoire militaire, qu'évidemment nous soutenons, sera, elle, plus difficile à obtenir.

La guerre voulue par le régime semi-dictatorial de Poutine :

- est une agression contre les vies des citoyens ukrainiens et contre l'indépendance du peuple ukrainien ;
- est une agression contre les citoyens-soldats russes de toute nationalité, envoyés à l'abattoir et pour écraser les Ukrainien-es, à la seule fin de renforcer le régime politique intérieur et le capitalisme russes ;

- est une menace de l'impérialisme et du nationalisme grand-russe pour toutes les républiques post-soviétiques ;

- est une incitation aux autres puissances impériales à réaliser des interventions militaires dans le monde ;

- a déjà eu pour effet de renforcer et d'étendre l'OTAN, et de multiplier les dépenses militaires ;

- est une incitation à la prolifération de l'arme nucléaire, alors que l'Ukraine avait volontairement cédé à la Russie les têtes nucléaires stratégiques et tactiques, ainsi que les porteurs, qui en faisaient la troisième puissance nucléaire mondiale. En échange, en 1994, la Russie s'était engagée à respecter l'intégrité et la souveraineté de l'Ukraine. Celle-ci est le premier État au monde (après l'Afrique du Sud) à avoir réalisé le désarmement nucléaire unilatéralement.

Lorsque le régime semi-dictatorial nationaliste russe, soutien de nombreuses organisations de la droite européenne, fait croire qu'il veut "dénazifier" l'Ukraine, *c'est une insulte aux victimes de l'Holocauste, à l'antifascisme, et également aux sacrifices des peuples soviétiques dans la guerre contre le 3^e Reich.*

On ne peut pas dire que cette guerre est une guerre entre impérialismes, parce que l'Ukraine n'est pas un pays impérialiste, mais est au contraire pénétré par le capital russe et occidental.

On ne peut pas présenter la paix comme un accord entre puissances impérialistes qui se répartiraient des sphères d'influence au détriment des peuples.

On ne peut pas se contenter de dire simplement «Arrêtez la guerre!», mais on doit lutter pour le retrait des troupes d'invasion ou pour leur déroute militaire.

On ne peut pas dire au peuple d'Ukraine «Résistez!» sans lui reconnaître le droit de se procurer les armes adéquates pour son autodéfense, où et comme il peut.

Il ne peut y avoir équidistance entre la résistance d'un peuple et l'agresseur.

Pour cela nous demandons *la solidarité, maximale idéale et matérielle, avec la résistance du peuple ukrainien contre l'invasion impérialiste de Poutine.* Nous demandons la solidarité envers ceux qui en Russie s'opposent à la guerre en risquant beaucoup d'années de prison et à ces soldats russes qui refusent de continuer à combattre leurs frères ukrainiens.

En plus des initiatives locales de solidarité avec le peuple d'Ukraine, nous proposons qu'on promulgue une journée mondiale de solidarité avec la résistance ukrainienne, comme cela s'est produit pour la lutte de libération du Vietnam et contre l'agression impérialiste de l'Irak.

Sur la base de notre déclaration, nous adhérons à l'initiative du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine – European Network in Solidarity with Ukraine (ENSU) (<https://ukraine-solidarity.eu>)

PREMIÈRES SIGNATURES

(ALLEMAGNE) Harald Etzbach, Eva Gelinsky.
 (ARGENTINE) Horacio Tarcus, Beatriz Sarlo, Vera Carnovale, Laura Fernández Cordero, Martín Baña, Alejandro Gallian, Maristella Svampa, Pablo Stefanoni, Pablo Alabarces, Carlos Altamirano, Carlos Penelas, Mariano Schuster, Abel Gilbert, Alejandro Katz, Horacio Ricardo Silva, Karina Jannello, Adrián Gorelik, Hugo Vezzetti, Patricia Collado, Laura Klein, Julio Cesar Neffa, María Cecilia Trionfetti.
 (AUSTRALIE) Susan Kippax, Michael Edwards.
 (AUTRICHE) Christian Zeller.
 (BELGIQUE) Jean Vogel.
 (BRÉSIL) Maria Elisa Cevasco, Vanessa Oliveira, Fernanda Melchionna, Sâmia Bomfim, Vivi Reis, Luciana Genro, Roberto Robaina, Israel Dutra, Pedro Fuentes, Bruno Magalhães, Nara Machado, Robert Ponge, Rosângela Gaze, Luiz Carlos Fadel de Vasconcellos, René Mendes, Fernanda Giannasi, Élena Mazzeo, Ana Maria Giannasi, Eliezer João de Souza, José Marçal Jackson Filho.
 (CANADA) Jeffery R. Webber, Peter McLaren, Richard Fidler.
 (CATALOGNE) Alfons Bech.
 (CHILI) Patricio Calderón, Manuel Sepulveda Calderón.
 (COLOMBIE) Jairo Ernesto Luna Garcia.
 (CUBA) Julio César Guanche, Samuel Farber, Alina Barbara López Hernández.
 (ALLEMAGNE) Harald Etzbach, Eva Gelinsky.
 (ÉQUATEUR) Marc Saint-Upéry.
 (ÉTAT ESPAGNOL) Jaime Pastor Verdú, Francesc Mata, Jesús Jaen Uruña, Bohdan Krawchenko, Javier Cordon Cordon, Ángel Rebollos López, Juan Manuel Vera.
 (ÉTATS-UNIS) Scott Carter, Linda Allegro, Dan La Botz., Sherry Baron, Nancy Holmstrom, Stephen R. Shalom, Tom Harrison, John Reimann, Sandra McGee Deutsch, Suzi Weissman, Robert Brenner, Charles Post, Peter Hudis, Sam Friedman, Eric Poulos, Ashley Smith, Phil Gasper, Andrew Pollock, Marion Munk, Glenn Allen, Mel Bienenfeld, Aaron Amaral, Jack M. Bloom, Jason Schulman, Alex Chis, Claudette Bégin, Kit Lyons, Gary Holloway.
 (EUSKAL HERRIA) Joxe Iriarte «Bikila», Jesus Uzkudun Illarramendi, Marcelino Fraile.
 (FINLANDE) Nina Veikkolainen, Marcello Ganassini.
 (FRANCE) Michel Antony, Michael Löwy, Richard Neuville, Dardo Scavino, Jean Puyade, Christian Mahieux, Patrick Silberstein, Robi Morder, Mariana Sanchez, Hélène Roux, Elisa Moros, Catherine Samary, Pierre Pelan, Patrick Le Tréhondat, Sylvain Silberstein, Romain Descottes, Francis Sitel, Armand Creus, Jean-Paul Bruckert, Eva Roussel, Irène Paillard, Stefan Bekier, John Barzman, Laurence Boffet, Nara Caldera, Hortensia Ines, Julien Troccaz, Jan Malewski, Vincent Présuney, Julien Salingue, Michel Lanson, Franck Gaudichaud, Didier Epsztajn, Patrick

Farbiaz, Denis Paillard, Josette Trat, Richard Walter, Claude Deleville, Georges Sarda, Geneviève Dreyfus-Armand, Marc Daniel Lévy, Ludivine Bantigny, Bruno Groppo, Olivier Besancenot, Daniel Guerrier.
 (GRANDE-BRETAGNE) Alessandra Mezzadri, Gilbert Achcar, Max Civino, Michael Tucker, Christopher Ford, Simon Pirani, Marko Bojcum, Corinna Lotz, Robbie Griffiths.
 (GRÈCE) Pantelis Afthinos, Tassos Anastasiadis, Elea Foster, Dimitris Hilaris, Dimitris Karellas, Yannis Konias, Kostas Koutsiantas, Moisis Litsis, Zetta Melambianaki, Sonia Mitrailia, Yorgos Mitrailias, Louiza Mizan, Athena Moss, Ioannis Papadimitriou, Spyros Staveris, Manthos Tavoularis, Sissy Vovou.
 (INDE) Jairus Banaji, Rohini Hensman.
 (IRLANDE) James Monaghan.
 (ITALIE) Antonella Marazzi, Roberto Massari, Michele Nobile, Riccardo Bellofiore, Oreste Scalzone, Laris Massari, Giorgio Amico, Andrea Furlan, Giovanna Vertova, Liben Massari, Dario Giansanti, Cinzia Nachira, Anna Della Ragione, Walter Baldo C., Andrea Coveri, Marco Noris, Brunello Mantelli, Gustavo Rinaldi, Debora Trevisi, Daria Lucca, Alessandro Stiglitz, Francesco Brusa, Luigi Ficarra, Rossana Fatighenti.
 (MEXIQUE) Luis Martínez Andrade, Rafael Mondragón, Manuel Aguilar Mora, Ismael Contreras, Jaime González, Alvaro Vázquez, José Juan Grijalva, Ivett Montalván, Gabriel Roel, Joel Ortega Juárez, Alberto Híjar, Jorge Meléndez, Alejandro Gálvez Cancino, Teresa Juárez Bustos, Linda Ávila, José Atenco, Raymundo Hernández, Alberto Escalante, Guadalupe Aguilar Madrid, Cuauhtémoc Arturo Juárez Pérez.
 (PAYS-BAS) Jan Lust.
 (PANAMA) Ligia Arreaga.
 (PÉROU) Hugo Blanco, José-Carlos Mariátegui Ezeta.
 (POLOGNE) Zbigniew M. Kowalewski, Katarzyna Bielińska, Stefan Zgliczyński, Michał Siermiński, Szymon Martys, Paweł Szelegieniec, Artur Maroń, Jacek Drozda, Paweł Michał Bartolik, Michał Kozłowski
 (QUÉBEC) Marc Bonhomme.
 (RUSSIE) Ilya Budraitskis.
 (SUISSE) Stefanie Prezioso, Jean Batou, Jean-Michel Dolivo, Hadrien Buclin, Pino Sergi, Janick Schaufelbuehl, Pierre Vanek, Adrian Zimmermann, Joseph Daher, Angelica Lepori, Gabriella Lima, Alexis Michoud, Matteo Pronzini.
 (UKRAINE) Hanna Perekhoda, Vladislav Starodubtsev, Taras Bilous, Denys Gorbach, Daria Saburova, Andriy Zdorov.
 (URUGUAY) Gerardo Garay, Gerardo Caetano.
 (VENEZUELA) Stalin Pérez Borges.

5 JUIN 2022

Signatures à : erre.emme@enjoy.it
<http://utopiarossa.blogspot.com/2022/05/con-la-resistencia-del-pueblo-ucraniano.html?m=1>



UKRAINE ET AILLEURS

PENDANT LA GUERRE LES ORAGES D'ACIER ET LES DEUX NUAGES

BERNARD DRÉANO

Respectueux des principes, en mai, Vladimir Vladimirovitch Poutine a continué à essayer de faire ce qu'il lui plaisait, sauf que sa guerre n'a pas fonctionné tout à fait comme il l'aurait voulu.

La guerre de Poutine s'est installée dans la phase «orage d'aciers», les plus ou moins 600 000 obus/jour, des guerres de tranchées, des gains et pertes de quelques centaines de mètres l'armée ukrainienne avance à l'est de Kharkiv, l'armée poutinienne vers Severodonest'sk et Kramatorsk mais semble avoir connu un échec dans la traversée de la rivière Donets pas loin d'Yzium...

Cependant Poutine et son état-major n'ont pas l'air d'avoir totalement abandonné l'idée de mettre leurs chenilles des chars sur la rive occidentale du grand fleuve Dniepr, et d'aller un jour prendre Odessa, contrôler toute la côte de la mer Noire, plus ou moins toute cette «Nova-Rossia» que Catherine II avait conquise au 18^e siècle... Et du coup on reparle de la Transnistrie.

Souvenir: en août 2005 nous organisons un séminaire de jeunes militants associatifs à Cocieri (ou Kochiery, si vous voulez...) sur la rive orientale de la rivière Dniestr (qu'il ne faut pas confondre avec le grand fleuve Dniepr, qui coule au cœur de l'Ukraine), c'est-à-dire du côté des séparatistes transnistriens. La réunion était organisée par notre

AEC française, et les jeunes du comité moldave de notre réseau HCA. Après avoir regroupé les participants nous sommes allés en car à Cocieri, à travers les vertes collines moldaves. Arrivés au bord du Dniestr, il y avait un grand panneau avec des photos des «criminels recherchés dans la République de Moldavie» sur lequel figurait une partie du gouvernement sécessionniste transnistrien. Puis à l'entrée du pont un blindé russe de la force «d'interposition» (en fait de protection de la Transnistrie), et à la sortie du pont, un autre blindé russe et un poste frontière transnistrien tout neuf. Natalia, la jeune organisatrice moldave, a négocié nos «visas» (en fait un péage), et nous avons fait quelques kilomètres en territoire sécessionniste, ou nous avons pu admirer une station-service et un supermarché «Sheriff» (à l'intérieur c'était une caverne d'Ali Baba de produits de contrebande), appartenant à la famille Smirnov, qui contrôle le pays. Puis nous sommes redescendus par une toute petite route sur les bords du fleuve où se trouve une enclave loyaliste sur la rive gauche séparatiste. Et un milicien transnistrien ivre nous a barré la route avec sa kalachnikov. Natalia est descendue et a vertement engueulé le type qui nous a laissés passer! Le séminaire s'est déroulé à Strugurash un grand «sanatorium» de type soviétique, dont une aile nous étaient dévolue. En bas du petit chemin on atteignait le Dniestr où il y avait une petite cahute pour boire de la bière et d'où l'on pouvait facilement nager jusqu'à la rive opposée. Nous avons eu

beaucoup de discussions sur le racisme, notamment le racisme anti-Rrom (avec des participants Rroms et Tatiana Sirbu, historienne spécialiste des génocides des Juifs et des Rroms en Moldavie), mais aussi sur le racisme antinoir avec Keita Abderrahmane, ancien étudiant malien eu URSS, enraciné maintenant en Moldavie et qui a fondé l'association Fatima de soutien aux Africains vivant en Moldavie (soit des anciens étudiants comme lui, soit des nouveaux migrants). Sur les droits de minorités, avec des participants gagaouzes, une minorité turcophone et chrétienne orthodoxe (et aussi russophone), mais aussi de la question des Tatars en Ukraine et Crimée...

C'était il y a dix-sept ans, mais la situation n'avait guère changé autour de la rivière Dniestr... Du moins jusqu'au début 2022.

La Moldavie a suivi un cours à certains égards parallèle à celui de l'Ukraine. La République socialiste soviétique de Moldavie avait en quelque sorte décidé de son indépendance avant même la fin de l'URSS, se dissociant des putschistes qui avaient renversé Gorbatchev pendant quelques jours à Moscou en 1991 et négociant son indépendance directement avec Boris Eltsine. Mais ce petit pays de 3 millions d'habitants s'était tout de suite divisé entre des «roumanistes» favorables à l'entrée du pays en Roumanie (la région avait fait partie de la «grande Roumanie» de 1918 à 1944) et des «moldavistes», favorables à l'indépendance. Les premiers essentiellement roumanophones, les seconds regroupant toutes les minorités ethnolinguistiques, les Russes, les Gagaouzes (des turcophones orthodoxes et pro-russes), les Rroms, les rares survivants de la communauté juive, les Ukrainiens et un bon quart des roumanophones.

La 14^e armée soviétique, dirigée à l'époque par le général Lebed, avait soutenu une bande de leaders locaux qui s'était autoproclamée République de

Transnistrie sur la rive orientale de ce petit fleuve, là où se trouvait – et se trouve toujours – l'essentiel de l'industrie, la principale distillerie de cognac, le principal club de foot (le FC «Sheriff» Tirasopol aussi lessiveuse de blanchiment d'argent) et la principale centrale électrique (Dubăsari). Un petit Donbass avant l'heure, avec une «force de protection» russe installée à demeure, forte de 1500 hommes «en temps normal»...

Dans le reste du pays, les «moldavistes» post-communistes et «de gauche» ont alterné au pouvoir avec les «roumanistes» devenus «libéraux» et pro-européens, sur fond de système oligarchique et corrompu très proche de celui de l'Ukraine. Avec des manifestations anti-corruption de grandes parties de la jeunesse en 2015-2016 et de nouveau en 2019. La dernière alternance a marqué la prééminence des pro-européens avec la victoire de la libérale Mai Sandu à la présidentielle de 2019 (57 %) et celle du Parti action et solidarité aux législatives (52 %) – les élections n'ont pas lieu en Transnistrie. Le 9 mai 2022, les anciens présidents «moldavistes» Vladimir Moronin et Igor Dodon ont participé à une manifestation à tonalité pro-russe. Le pays, très pauvre, recueille sur son territoire près de 100 000 réfugiés ukrainiens.

ET PENDANT CE TEMPS-LÀ, LE RESTE DU MONDE

Recep Tayıpp Erdogan, qui doit faire face à une situation économique dégradée, des échéances électorales incertaines malgré sa mainmise sur les médias et l'appareil d'État, essaie de profiter de sa situation géopolitique: conforté par le rapprochement avec les puissances occidentales à l'occasion de la guerre contre l'Ukraine, tout en gardant le contact avec la Russie (et accessoirement servant de porte de sortie



aux Russes qui s'exilent...). Il marchande l'entrée de la Finlande et de la Suède dans l'OTAN. Et il se sent libre de poursuivre dans son pays une politique de criminalisation de toute contestation et de répression tous azimuts pour, comme l'a souligné notre ami Ahmet Insel (*Le Monde* du 5 mai) «porter un coup de massue à la société civile moderniste, laïque et aspirant à la démocratie» en condamnant Osman Kavala à la prison à vie incompressible (la peine maximale en Turquie, la peine de mort n'étant de facto pas appliquée), bien que ce dernier eût été acquitté des charges retenues contre lui en février 2020 (mais immédiatement inculpé de «tentative de coup d'État»). Osman, membre fondateur de notre réseau HCA en Turquie.

Personnellement, cela fait des mois que je suis engagé contre la répression au Maroc. Depuis que le régime, sa police et ses «juges» ont commencé à persécuter mon ami Maati Monjib, coupable d'enseigner le journalisme à des jeunes Marocains, accusé de coopération avec une puissance étrangère (en l'occurrence... les Pays-Bas) et de «corruption». Arrêté, emprisonné, condamné, libéré après une grève de la faim, il est toujours menacé... mais les soutiens qu'il a reçus sur le plan international (et notamment des États-Unis), expliquent sans doute qu'il jouit encore d'une liberté très contrainte et surveillée. Ce n'est pas le cas de Souleiman Raissouni et d'Omar Radi, deux journalistes d'investigation, coupables d'aller regarder d'un peu trop près les affaires de corruption du pouvoir, accusé de viols et agressions sexuelles (sans jamais être confronté à leurs accusateurs et accusatrice), selon une technique éprouvée des services marocains, fidèles imitateurs en la matière de leurs collègues russes, combinant comme ces derniers l'accusation d'être «agents de l'étranger» et la pratique du «*kompromat*», cherchant à impliquer les

opposants dans des affaires sexuelles. Le tout dans une ambiance de répression permanente, qui frappe aussi bien les militants de la cause sahraouie que les animateurs du mouvement social du Hirak du Rif... Et avec utilisation active du fameux logiciel Pegasus, le truc inventé par les Israéliens pour espionner les gêneurs. Et bien sûr, les confirmations en appel des condamnations des journalistes n'ont eu aucun écho en France, cela se passe au Maroc, l'allié modèle et la résidence secondaire d'une partie de nos élites, le pays dit «libéral» ou un journaliste d'opposition peut être jeté en prison car accusé d'«adultère»... Il y vient tout de même d'y avoir un couac : on a découvert que le Maroc a espionné le gouvernement espagnol avec Pegasus ! Mais c'est une histoire d'arroseur arrosé, car ledit gouvernement espagnol a, paraît-il, espionné ses opposants nationalistes catalans avec le même outil israélien !

La répression n'est pas moins brutale en Algérie, où la classe militaro-kleptocratique qui contrôle le pays a eu très peur du mouvement de masse du Hirak. Mouvement interrompu par la crise du Covid, dont le régime a profité pour contre-attaquer, et multiplier les arrestations au nom des prétextes les plus fantaisistes et l'on vient d'apprendre le décès en détention de Hakim Debbazi, un militant du Hirak de la région de Tipaza arrêté pour «outrage à corps constitué» et «publication sur Facebook pouvant porter atteinte à l'intérêt national». on dirait des motifs d'inculpation russes... Cela ne va pas mieux en Tunisie, où le président conservateur et psychorigide Kaïs Saïed accentue sa dérive autoritaire et autocratique, proposant sa dictature comme «rempart à l'islamisme»... mais pas à la corruption.

En Palestine, comme chaque année, la période du Ramadan a été prétexte à provocation et répression, avec son lot de morts. L'État israélien, fort de son

impunité permanente, poursuit ses violations systématiques du droit international des États comme du droit quotidien des gens. L'avocat Salah Hammouri est de nouveau en prison : l'objectif est de l'obliger à quitter le pays, puisqu'il est marié avec une Française. La journaliste palestinienne Shireen Abu Akleh, reporter de la chaîne Al Jazeera, a été tuée par les Israéliens, son cercueil attaqué par la police israélienne parce qu'encadré de drapeaux palestiniens... La routine sanglante.

Les combats au Yémen marquent une pause, car les belligérants sont épuisés : d'un côté, les houtistes fossoyeurs de la révolution pacifique de 2011 ; de l'autre, leurs adversaires soutenus par les armées des Saoudiens et Émiratis, cofossoyeurs de la même révolution, lesquels ont multiplié les crimes de guerre avec les armes que nous leur avons fournies (Américains, Français et Britanniques) nos deux derniers pays en violation flagrante de leurs propres légalités concernant les ventes d'armes.

Pendant la guerre d'Ukraine, guerres, crises et repression continuent, et le plus souvent s'amplifient, de l'Afrique sahélienne à l'Éthiopie, de la Birmanie (Myanmar) au Sri-Lanka et ailleurs...

À la suite de la guerre d'Ukraine, les pénuries alimentaires et même la famine menacent plusieurs régions du monde ; l'Ukraine et la Russie étant de très gros exportateurs de céréales et d'huiles, les ports ukrainiens étant détruits ou bloqués, la récolte future compromise. On notera au passage que ni l'ONU ni les pays menacés de famine – par exemple, l'Égypte –, n'exigent la levée du blocus russe du port d'Odessa pour accéder aux stocks qui s'y trouvent.

Un ami russe nous a fait part des réflexions de son frère présent au Raisina Dialogue des 25-27 avril 2022, une rencontre annuelle géopolitique mondiale,

organisée à New Delhi depuis 2016 par le ministère indien des affaires étrangères. Les discours d'Ursula von der Leyen (la présidente de la Commission européenne) qui ouvrait le débat, comme ceux de tous les autres occidentaux présents (Allemagne, France, Suède, Norvège, États-Unis, Canada, Pologne ou Slovaquie...) étaient, mot à mot, les mêmes : un « Ouest » collectif et univoque. Tous partageaient la conviction que les sanctions viendraient à bout assez vite de l'agressivité russe. À l'inverse, les représentants des « Suds » s'interrogeaient sur les buts et les moyens mis en œuvre par ces Occidentaux, dans le contexte de cette guerre au départ régionale, sur les effets prévisibles et catastrophiques en matière de prix de l'alimentation et de l'énergie pour les pays les plus pauvres et sur le manque absolu de prise en compte de cette situation par les grandes puissances. Les Indiens soulignaient la gravité de la logique de course aux armements et de recours à la force (*weaponization of everything*) qui semblait maintenant prévaloir sur la planète (même si, notons-le, le gouvernement ultranationaliste de Modi y contribue pour sa part). Quant au sujet initialement prévu des débats de la conférence, celui qui demeure, quelle que soit l'ampleur de la guerre de Poutine, le plus grand danger actuel pour le monde, à savoir la crise climatique, il était relégué au second plan...

APPELS ET NUAGES

Au début de l'agression de Poutine les États-Unis et leurs alliées ne croyaient pas aux capacités de résistance ukrainienne. Aujourd'hui, ils soutiennent clairement ces Ukrainiens qui se battent et qui ont besoin que l'on accueille leurs réfugiés, et qu'on leur donne de l'argent et des armes. Dans ce contexte, le « camp occidental », en particulier les dirigeants américains et britanniques, se présente comme celui des



nouveaux croisés de la démocratie et va au-delà de la défense de l'Ukraine en parlant de l'affaiblissement «significatif» de la Russie. Ce qui très naturellement provoque scepticisme et méfiance dans le reste du monde. Parce que les intérêts de très nombreux États du monde ne coïncident pas avec ceux des Européens, des Américains – ni d'ailleurs des Russes, ils préfèrent rester à distance de cette histoire, Mais aussi parce que de nombreux peuples ont le souvenir, ou vivent le fait, que l'indignation des «démocrates» est à sens unique. Comme le remarquait le palestinien Yousef Munayyer au début de la guerre: «Le juste déferlement de soutien pour l'Ukraine nous enseigne que l'Occident peut condamner l'occupation quand il le veut [...]. Il est remarquable que les boycotts, le désinvestissement et les sanctions ne soient pas sujet à controverses quand ils sont utilisés pour faire rendre des comptes à certains agresseurs, mais quand il s'agit des droits des Palestiniens, on nous répète que des mesures économiques non violentes comme les boycotts sont mauvaises.»

Nous en avons déjà parlé, beaucoup tirent argument de ce fait pour ne pas vraiment condamner l'agression russe, ou, tout en la condamnant, pour demander d'une manière ou d'une autre aux Ukrainiens de cesser de résister, en d'autres termes de capituler, ou a minima demander qu'on cesse de leur donner les moyens de se défendre (certains syndicalistes de gauche italiens sont allés même jusqu'à agir contre les livraisons d'armes à l'Ukraine). Ces attitudes sont partagées, à divers degrés, par des mouvements sociaux dans des pays du Nord comme du Sud et par certains partis politiques ou gouvernements au Sud notamment.

La prétention à incarner «le bien» qui serait «occidental» passe mal... Ce qui n'est pas une raison pour oublier les Ukrainiens...

«Il faut soutenir les Ukrainiens sans calcul ni réserve», soulignent dans un appel publié dans *Le Monde* le 21 avril, plusieurs dizaines de personnalités de plusieurs continents dont la tunisienne Souhayr Belhassen, présidente d'honneur de la FIDH, les écrivain·nes Mohamed Berrada (Maroc), Dominique Eddé (Liban), Arundhati Roy (Inde), Antonio Carlos Secchin, (Brésil) le prix Nobel de littérature nigérian Wole Soyinka le cinéaste Abbas Fadhel, (Irak), les militantes Leïla Shahid, Muzna Shihabi Barthe (Palestine), etc.; «Dans la plupart de nos pays pourtant, une trop grande partie de l'opinion s'est rangée du côté du dictateur russe. Au nom d'un anti-impérialisme qui s'est mué au fil des ans en haine passionnelle, elle applaudit quiconque s'oppose à l'Occident. Mais ne nous trompons pas de combat. Tous ceux et celles qui réclament pour eux la liberté, qui croient dans le droit des citoyens à choisir leurs dirigeants et à refuser la tyrannie doivent se tenir aujourd'hui aux côtés des Ukrainiens. La liberté doit être défendue partout.» Ce que répètent aussi dans un autre appel un certain nombre de personnalités et mouvements du Maghreb: «Nous, citoyens du Maghreb ou issus de sa diaspora, appelons à l'arrêt immédiat de la guerre en Ukraine».

Tandis que le 22 avril, réunis à Porto, d'autres «vivant en Europe, dans les Amériques, en Afrique, en Asie», lançaient un appel «transnational» pour le respect impératif des droits humains et à la paix demandant «à la Russie mettre fin à la guerre en Ukraine et de retirer ses troupes», appel signé aussi bien par l'Ukrainienne Oleksandra Matviichuk que le Russe Dimitri Makarov, la Syrienne Bassa Kodmani, le Mozambicain Dany Wambire ou Mary Kaldor, Achille Mbembe, Étienne Balibar... (et moi). Comme en écho, le 13 mai à Athènes, Yanis Varoufakis, Jeremy Corbin et mon amie turque Ece Temelkuran

présentaient l'appel de «L'internationale progressiste» dénonçant l'agression et appelaient à un «nouveau mouvement non-aligné». D'autres appels mûrissent çà et là. Avec quelle efficacité, quelles suites? À voir, à débattre...

En tout cas, notre petit regroupement internationaliste, le Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine et contre la guerre, qui travaille en coopération avec les progressistes ukrainiens (politiques, associatifs, syndicaux) commence à fonctionner vraiment dans plusieurs pays. Et le Collectif solidarité Ukraine inter-associatif fait de son mieux en France...

Et puis le grand poète marocain et francophone Abdellatif Laâbi a écrit *Cette guerre-ci*:

Deux nuages

Un nuage / ayant la forme de l'Ukraine / suivi par un autre / ayant la forme de la Russie / Tous deux /

gracieux, ailés / tels des cygnes / nageant librement / majestueusement / dans le lac du ciel. / Je les accompagne du regard / jusqu'à leur disparition brutale / dans le trou noir / qui s'est formé dans ma tête / depuis le déclenchement / de la guerre.

Vérité criante

On peut avancer / toutes les théories du monde / sur les dessous de cette guerre-ci / rappeler tous les crimes commis / dans le passé / proche ou lointain / par les génocidaires / les esclavagistes / les colonialistes / contre l'ensemble des peuples de la terre / mais on ne pourra pas nier / la vérité simple / criante / irrécusable / que dans la guerre / qui nous occupe aujourd'hui / les Ukrainiens défendent leur terre / leur liberté / et les soldats russes / agissent / en esclaves aveugles / d'un tyran.

22 MAI 2022



LIGNES DE FRONT

PATRICK SILBERSTEIN

En hommage à Albert Sakhibgareev, 24 ans, - soldat russe qui a pris la fuite.

Selon le *Wall Street Journal* – oui, je sais, encore des sources américaines – du 1^{er} juin, «des centaines de soldats russes ont rompu les rangs» depuis le début de l'«opération spéciale»¹.

Désertions et refus d'obéissance de participer à l'invasion mettent, selon le quotidien, Moscou dans l'embarras. Les autorités militaires doivent en effet sévir – pour éviter la contagion – et en même

temps ne pas attirer l'attention sur un problème minoritaire, alors même que l'armée russe manque d'effectifs et est à la recherche de nouvelles recrues.

Toujours selon le *Wall Street Journal*, pour limiter la publicité négative et parce que le pays n'est pas officiellement en guerre contre un pays étranger, les sanctions se résument le plus souvent au «licenciement» des *refuzniks*.

Le 4 mars, rapporte le quotidien qui s'appuie sur des documents qu'il a pu consulter, «un décret a ordonné le licenciement de plusieurs centaines de soldats ayant refusé les ordres alors qu'ils étaient en service près de la frontière ukrainienne». Toujours selon les mêmes sources consultées par le quotidien états-unien, le tribunal militaire de Nalchik a rejeté, le 25 mai, l'appel interjeté par 115 membres de la

1. Le journaliste du *Wall Street Journal* dit avoir eu accès aux documents militaires faisant état de cette situation et avoir été informé par les avocats des soldats inculpés.

Garde nationale qui avaient été licenciés «pour avoir refusé d'entrer en Ukraine».

«Ils sont nombreux à ne pas vouloir aller au combat», a déclaré au *Wall Street Journal*, Mikhaïl Benyash, un avocat qui défend représentant une dizaine de membres de la Garde nationale, dont la mission première est la répression des manifestations en Russie même. L'avocat défend les soldats qui «font appel de leur licenciement après avoir refusé l'ordre d'entrer en Ukraine» pour «patrouiller dans les rues et réprimer la dissidence dans les zones occupées¹». Le groupe russe de défense des droits humains Agora indique de son côté que sa chaîne Telegram dédiée à fournir une aide juridique aux réfractaires indique que plus de 700 militaires ont fait appel à ses services.

La loi punit les soldats qui, ayant prêté serment, n'accomplissent pas leur «devoir» d'une peine pouvant aller jusqu'à dix ans de prison. Les déserteurs peuvent échapper aux poursuites s'ils peuvent prouver qu'ils étaient soumis à une pression énorme au moment où ils ont pris la fuite. Et, comme dans toutes les armées, le règlement autorise les militaires à refuser les ordres qu'ils estiment illégaux...

Mediazona, le journal russe indépendant fait état d'enregistrements audio où l'on entend un officier tenter de convaincre un de ses hommes d'obéir aux ordres: «Il faut y aller [en Ukraine], si tu refuses, tu passeras les quinze prochaines années à faire le tour de la cour de la prison.»

Des sources ukrainiennes – oui, je sais! – estiment que l'état-major russe, malgré la progression de son offensive dans le Dombass, rencontre toujours des difficultés pour rassembler les forces suffisantes pour mener à bien ses opérations en cours et surtout

pour maintenir le moral des troupes. Ainsi, les services ukrainiens indiquent que le 1^{er} corps d'armée de la «République populaire de Donetsk», procéderait au recrutement forcé dans les zones occupées de l'Oblast de Donetsk. Selon l'ISW, il est assez peu probable que la «presse» génère des forces combattantes de valeur. Bien au contraire, cela pourrait exacerber le mauvais moral et la mauvaise discipline des unités russes. De son côté, le commandement ukrainien fait état d'une vidéo réalisée par des enrôlés de force du 113^e régiment de la «République populaire du Donetsk» où ils se plaignent de manquer de ravitaillement et de médicaments. Ils ajoutent qu'ils sont passés devant un conseil de révision qui n'a pas effectué les examens médicaux nécessaires. En outre, celui-ci a décrété «aptes au service» des personnes qui auraient dû être exemptées en raison de leur état de santé.

Le rapport de l'Institut for the Study of War du 2 mai indique que l'armée russe rencontre des difficultés à assurer la rotation des combattants et le remplacement de ceux qui ont été mis hors de combat. Le porte-parole de l'administration militaire ukrainienne d'Odessa fait état de 30 à 40 % des effectifs russes ayant effectué une rotation en Ukraine refuseraient d'y retourner, «obligeant les commandants russes à renvoyer au combat des unités non préparées et non motivées».

Toujours de source ukrainienne, les autorités d'occupation rencontrent d'énormes difficultés à «établir un contrôle permanent sur les territoires ukrainiens nouvellement occupés»: «Les administrations d'occupation russes n'existent que sur le papier et sont incapables de contrôler les populations locales ou d'imposer l'utilisation du rouble russe».

1. La rédaction du *Wall Street Journal* indique que les représentants du gouvernement russe n'ont pas répondu aux demandes de commentaires.

De son côté, le Centre de résistance ukrainien¹ indique que «les civils ukrainiens accueillent favorablement les activités partisans qui sabotent systématiquement le régime d'occupation russe».

Enfin, le *Wall Street Journal* signale qu'il existe de nombreuses preuves «du chaos et du désordre», y compris parmi le corps des officiers, qui règneraient au sein de forces russes en Ukraine.

SOURCES: WALL STREET JOURNAL, INSTITUT FOR THE STUDY OF WAR.

3 juin 2022



1. Voir « Ensemble, nous transformerons la vie de nos ennemis en enfer ! », *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 8, www.syllepse.net/syllepse_images/articles/liberte--et-de--mocratie-pour-les-peuples-dukraïne-7-.pdf.

SUR LA NATURE DU RÉGIME RUSSE ET SES PERSPECTIVES

VOLODYMYR ISHCHEENKO ET ILYA MATVEEV¹

ILYA MATVEEV. Il y a une énorme inégalité socio-économique en Russie. À Moscou, de nombreuses personnes vivent aussi bien que la classe moyenne londonienne. En revanche, les régimes de Eltsine et de Poutine ont systématiquement détruit l'infrastructure sociale de nombreuses régions économiquement défavorisées. Ce sont précisément les habitants de ces endroits qui partent à la guerre pour 3 000 dollars par mois, argent qu'ils n'ont jamais vu en temps de paix.

Comment cela est-il organisé politiquement? Il serait erroné de caractériser la Russie de «capitalisme oligarchique» – la Russie d'aujourd'hui est plutôt un régime bonapartiste. Le bonapartisme est un concept de la théorie marxiste. Il signifie que le groupe ou le dirigeant au pouvoir exerce le pouvoir dans l'intérêt des grands capitalistes, mais ne donne aucun pouvoir politique aux capitalistes eux-mêmes. Jusqu'à récemment, le régime de Poutine servait les intérêts des grandes entreprises. Il suffit de voir que le nombre de milliardaires russes selon *Forbes* s'est multiplié sous la présidence de Poutine. Cependant, les propriétaires de grandes entreprises n'ont aucun poids politique. Mais ils ont toujours eu un pouvoir économique et des privilèges. Aujourd'hui, leurs intérêts économiques ont été sacrifiés à la guerre. Les sanctions, la fermeture des marchés d'exportation pour les grands

hommes d'affaires, l'impossibilité d'emprunter sur les marchés financiers internationaux – tout cela détruit les grandes entreprises en ce moment.

Comment se fait-il que l'État en Russie ait servi les intérêts des grandes entreprises et qu'il ait maintenant cessé de le faire? Telle est la question à laquelle la science politique doit répondre.

Nous pouvons parler d'un changement dans l'essence de l'impérialisme russe. Jusqu'en 2014, date de l'annexion de la Crimée, l'État russe a renforcé politiquement la position des entreprises russes dans les pays post-soviétiques. La politique étrangère agressive correspondait aux intérêts des entreprises. Mais après 2014, en raison des sanctions et encore plus maintenant, avec le déclenchement de la guerre, il y a une discordance entre ces deux voies. La guerre est incompatible avec l'accumulation du capital. Peut-être que la situation changera dans dix ou vingt ans, et alors les entreprises russes pourront bénéficier de la nouvelle situation géopolitique. Mais cela n'arrivera pas maintenant. Pour l'instant, je ne vois pas d'intérêts économiques derrière la politique impérialiste.

VOLODYMYR ISHCHEENKO. L'explication d'Ilya est similaire à l'opinion populaire d'aujourd'hui selon laquelle Poutine est un fanatique idéologique, voire un psychopathe, et que ses actions ne sont pas rationnelles. Je ne suis pas d'accord avec cette position.

Je pense que la guerre est menée dans l'intérêt de la classe dirigeante russe dans son ensemble. Pour comprendre cela, nous devons nous demander: de quel type de classe dirigeante s'agit-il? Les chercheurs disent de ses membres qu'ils sont «capitalistes

1. Volodymyr Ishchenko (Ukraine) est chercheur associé à l'Institut d'études est-européennes de l'Université libre de Berlin. Ilya Matveev (Russie) est économiste politique basé à Saint-Petersbourg et coauteur du podcast *Political Diary*.

politiques». La classe dirigeante russe est constituée d'hommes d'affaires dont les avantages concurrentiels sur le marché ne sont pas liés à une technologie avancée ou à une main-d'œuvre bon marché, mais aux positions politiques qu'ils occupent dans l'État. La corruption ou le contrôle informel des élites politiques sur les entreprises en sont un exemple. D'où la préoccupation de l'élite russe de protéger la souveraineté. Après tout, si vous gagnez de l'argent en profitant des opportunités politiques de l'État, vous devez avoir un pouvoir monopolistique sur l'État. Et ce pouvoir peut être menacé, par exemple, par le capital transnational ou par des groupes influents à l'intérieur du pays. Ce que je dis est exactement conforme à la théorie marxiste du bonapartisme dont parle Ilya. Car le bonapartisme n'est rien d'autre qu'un régime dans lequel l'État, indépendamment de toute faction particulière du capital, défend avec force les intérêts de la classe des grands capitalistes dans son ensemble contre les menaces de capitalistes particuliers ou de factions particulières de cette classe. En ce sens, des capitalistes particuliers perdent aujourd'hui des profits à cause de la guerre, mais à long terme, la guerre sert les intérêts de la classe dans son ensemble.

En outre, la guerre peut avoir pour but de résoudre certains des problèmes fondamentaux du régime bonapartiste lui-même. Plus précisément, sa préservation, sa reproduction. Comment garantir la stabilité de ce régime? Habituellement, cette stabilité est menacée lorsqu'un souverain est remplacé par un autre. Comment garantir le pouvoir personnalisé pendant une telle période? Surtout quand il y a des protestations tout autour, comme au Bélarus ou au Kazakhstan? Les régimes de ces pays ont survécu grâce à l'aide de Poutine. Mais si de telles protestations se produisent en Russie, qui sauvera Poutine et son régime? La guerre est nécessaire pour garantir la

continuité du pouvoir, afin que le président en exercice ne soit pas tué par ses propres successeurs. Le régime devient maintenant plus répressif, plus mobilisé, plus idéologique. La guerre vise à le renforcer.

LA GUERRE EST-ELLE RENTABLE?

ILYA MATVEEV. L'argument de Volodymyr semble logique, mais je ne suis toujours pas d'accord. Je n'ai pas dit que Poutine est irrationnel, j'ai dit qu'il n'y a pas de rationalité économique dans ses actions, mais peut-être qu'il existe une rationalité géopolitique.

Alors, oui, nous pouvons appeler la classe dirigeante russe des capitalistes politiques. Mais posons-nous la question: pourront-ils s'enrichir après la guerre? Je n'en suis pas sûr, car l'économie russe est en train de s'effondrer, elle qui était si intégrée aux marchés mondiaux. Et maintenant que l'économie russe est en train de se démondialiser, qu'est-ce qui peut remplacer le régime mondial d'accumulation du capital? Rien! Même à des fins de rapine, il serait plus logique d'éviter la guerre, de continuer à échanger du pétrole et du gaz avec l'Occident, et de tirer profit de ce commerce. Et pour cela, il faut de bonnes relations avec l'Occident, qui semblent désormais irréversiblement perdues. Je pense que c'est exactement la raison pour laquelle les élites occidentales pensaient qu'il n'y aurait pas de guerre. Elles le croyaient parce qu'elles comprenaient que les élites russes ne profitent pas de la guerre.

Peut-être que lorsque Poutine et son entourage ont conçu cette guerre, ils pensaient qu'ils allaient rapidement conquérir toute l'Ukraine et que, dans vingt ans, les deux pays réunis seraient mieux à même de concurrencer l'Europe et la Chine, mais c'est une perspective très lointaine. En attendant, les oligarques sont terrifiés, leur vie entière est ruinée. Je



ne les plains pas, bien sûr, mais de leur point de vue, la guerre est irrationnelle.

Maintenant, parlons de la consolidation du régime. Bien sûr, pour Poutine, il est logique de chercher à consolider son régime. Oui, la guerre a encore rassemblé les élites autour de Poutine. Mais très bientôt, la guerre deviendra extrêmement impopulaire auprès de la population. Et le bonapartisme dépend de l'approbation des masses. Et il est peu probable que les masses approuvent la guerre et le régime qui la mène depuis si longtemps.

VOLODYMYR ISCHENKO. Oui, il y a des experts qui pensent que la guerre aura des conséquences économiques terribles pour la Russie. Et il y a d'autres experts qui pensent que la Russie sera capable de surmonter sa dépendance économique vis-à-vis de l'Occident et qu'elle finira par devenir plus forte. Grâce à la substitution des importations et à la réorientation des exportations. Bien sûr, du point de vue de la prévention des risques, la guerre est illogique. Mais le problème est que l'aversion au risque n'a jamais sauvé les régimes bonapartistes de l'effondrement. Et si un régime avait besoin de changer fondamentalement la politique, l'économie et la société afin de rester au pouvoir? La guerre est une bonne occasion pour une telle transformation. Cela dit, bien sûr, des calculs et des prévisions erronés, l'attente clairement erronée que la Russie va rapidement conquérir l'Ukraine, peuvent introduire beaucoup d'imprévisibilité dans le processus de consolidation du régime et de succession du pouvoir.

ILYA MATVEEV. Mais comment une guerre peut-elle aider à cette continuité?

VOLODYMYR ISHCHENKO. Quel est le problème de la transmission du pouvoir? Le fait qu'au moment du transfert du pouvoir, tout le monde commence à se

battre, la lutte intra-élite s'intensifie. Imaginons que la Russie – comme l'espère le Kremlin – gagne la guerre. C'est un bon moyen pour Poutine de prendre un certain [ministre de la défense] Sergeï Choïgou, et d'en faire l'héritier présomptif. Voici l'homme qui a gagné la guerre et annexé l'Ukraine à la Russie! Qui va rivaliser avec lui?

ILYA MATVEEV. Je pense que c'est le contraire. La guerre rend le problème de l'héritage du pouvoir plus difficile pour Poutine. Car maintenant, les élites qui entourent Poutine vont essayer par tous les moyens d'installer quelqu'un d'autre qui pourrait changer de cap, sauver l'économie, améliorer les relations avec l'Occident, lever les sanctions et leur permettre de continuer à gagner de l'argent avec l'État. Avant la guerre, il aurait été plus facile de nommer Choïgou – la télévision lui aurait donné une légitimité. Et maintenant, les élites pensent: nous devons évincer Poutine d'une manière ou d'une autre, nous devons trouver et nommer notre candidat alternatif.

VOLODYMYR ISHCHENKO. Je n'envierais pas un tel candidat! Maintenant que la Russie a déjà occupé une partie des territoires ukrainiens, celui qui prendra la place de Poutine ne pourra pas simplement faire la paix avec l'Occident, car cela signifierait accepter la défaite, céder le Donbass et la Crimée. Les forces de sécurité permettraient-elles que cela se produise? Cela risque de provoquer de nouvelles scissions au sein des élites.

PUBLIÉ PAR [LEFTEAST](#)

3 juin 2022

Traduction Patrick Le Tréhondat

LA GUERRE, ET NOUS, ALORS ?

SERGIO RODRÍGUEZ LASCANO¹

Je crois que l'une des grandes limites des analyses sur le capitalisme a été l'incapacité de classer la guerre parmi les outils centraux de son émergence, sa croissance, son déclin et son maintien; nous parlons d'un système de mort.

Depuis ses origines, le capitalisme est arrivé dégoulinant de sang. Cependant, on peut faire une distinction entre les processus productifs eux-mêmes (pleins de violence et d'humiliation) et de ce qui n'est que le revers de la médaille, les guerres.

L'origine de la formation des États nationaux comme résultat de la guerre de Trente Ans et de la paix de Westphalie, signée le 24 octobre 1648, a été souvent soulignée. Le grand schisme religieux entre catholiques et protestants a été le cadre dans lequel s'est développée une confrontation qui allait définir quelles classes dominantes auraient la possibilité et la capacité de former des États et lesquelles ne seraient plus en mesure de le faire. Elles seraient simplement alimentées par les grandes puissances qui ont dominé l'histoire européenne (seules deux exceptions se sont produites plus tard, la formation de l'État allemand et celle de l'État italien à la fin du 19^e siècle).

L'époque de l'impérialisme a été marquée par la conflagration, par la recherche d'un espace vital, pour cette nouvelle phase qui nécessitait un partage territorial du monde entre les grandes puissances capitalistes afin de s'assurer des matières premières

et un débouché pour leurs marchandises. Comme les États nationaux qui sont apparus plus tard n'avaient pas accès à une telle division, la guerre est devenue indispensable pour imposer une nouvelle division. Deux guerres mondiales ont été nécessaires pour garantir une hégémonie qui imposerait sa loi, non plus à de simples colonies, mais au monde entier.

Après la Seconde Guerre mondiale, un processus de décolonisation a eu lieu, c'est-à-dire que des dizaines de guerres ont éclaté – une période que les camarades zapatistes ont appelée une Troisième Guerre mondiale – qui ont fait au moins deux dizaines de millions de morts.

À bien des égards, ces guerres se sont déroulées dans le cadre de ce que l'on a appelé la guerre froide, mais il s'agissait avant tout de guerres de libération nationale, visant à construire des États nationaux, plusieurs siècles après que les premiers se furent structurés. Presque partout, le résultat a été que, très rapidement, ces pays sont passés du statut de pays colonial à celui de pays semi-colonial. Ils jouissaient de l'indépendance politique, mais subissaient une domination économique croissante.

Le processus de consolidation de la mondialisation-internationalisation capitaliste (attaque et quasi-suppression des acquis sociaux des travailleurs ruraux et urbains; processus de délocalisation du capital, parvenant à pratiquement compléter la géographie conçue par Karl Marx dans son texte *Le Capital*; affaiblissement jusqu'à l'effondrement des États nationaux; élimination des droits de douane aux frontières; anéantissement des marchés nationaux; transformation de toute activité politique en marchandise, où ce qui compte n'est pas le contenu



1. Ancien dirigeant du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), militant du Front zapatiste de Libération nationale (FZLN), auteur de nombreux ouvrages sur la rébellion au Chiapas.

mais l'emballage; avancée d'une idéologie qui fait toujours appel à des signes identitaires fictifs et réactionnaires ne visant qu'à favoriser un capitalisme des sentiments): tout cela aboutit à un capital dominant qui dévore tout sur son passage.

Mais le fait le plus important est peut-être que la guerre et les processus productifs ne sont pas les deux faces d'une même pièce, mais qu'il s'agit désormais d'une pièce dont les deux faces n'ont qu'une seule face, dans laquelle se manifeste la coexistence des processus productifs avec la guerre (j'inclus ici la production, la circulation et la consommation).

Le système avance dans sa reconquête du monde. Peu importe ce qui sera détruit, ce qui restera ou qui sera de trop: c'est jetable tant que le profit maximal est réalisé le plus rapidement possible. La machine revient aux méthodes qui lui ont donné naissance – c'est pourquoi nous vous recommandons la lecture de *l'Accumulation primitive du capital*: c'est par la violence et la guerre que l'on conquiert de nouveaux territoires¹.

Ainsi, l'économie est la continuation de la guerre par d'autres moyens et la guerre est la continuation de l'économie par d'autres moyens.

La guerre est devenue un facteur productif non seulement à cause de cette évidence, les profits des grandes entreprises multinationales de l'industrie militaire, mais à cause de quelque chose d'encore plus central et qui a été expliqué depuis 1997 par les camarades zapatistes. Sa stratégie de *destruction/déplacement* et de *reconstruction/réorganisation* provoque une ou plusieurs fractures dans les États nationaux.

Tel est le paradoxe de la Quatrième Guerre mondiale: conçue pour éliminer les frontières et unir

les nations, elle ne laisse derrière elle qu'une multiplication des frontières et pulvérise des nations qui périssent dans ses griffes. Au-delà des prétextes, des idéologies ou des drapeaux, la dynamique mondiale actuelle de décomposition de l'unité des États nationaux répond à une politique, également mondiale, qui sait qu'elle peut mieux exercer son pouvoir et créer les conditions optimales de sa reproduction sur les ruines des États nationaux².

Chaque guerre permet la destruction, le dépeuplement, puis la reconstruction et le redéveloppement. Ces deux derniers éléments constituent le butin de guerre pour le grand capital, que ce soit en Irak ou au Yémen ou en Palestine ou en Syrie ou en Ukraine... ou en Russie? Mieux encore, si une guerre éclate après une pandémie ou en plein milieu d'une pandémie. Pour le capital, rien de tel que les déserts pour générer surexploitation, accumulation par pillage et dépossession, répression, mépris (notamment, le racisme), c'est-à-dire des profits et une domination extraordinaires.

Contrairement à ce qu'on nous a dit il y a quelques années, le capitalisme a besoin de déséquilibre, de destruction, de peur, d'anxiété et de chaos pour assurer sa domination. Ce sont les éléments de base de sa reproduction, son alimentation, son foyer, sa zone de confort.

LA GUERRE EN UKRAINE ET SON CADRE SYSTÉMIQUE

L'une des choses qui m'a le plus surpris dans les analyses faites par de nombreuses personnes qui se disent de gauche est qu'elles se sont trompées

1. « Première partie: Une ferme, un monde, une guerre, peu de chance », Sous-commandant Insurgente Moisés, SupGaleano.

2. « Sept pièces détachées du puzzle mondial. Le néolibéralisme comme un puzzle: l'unité mondiale inutile qui fragmente et détruit les nations », Sous-commandant insurgé Marcos.

d'année. Leur nostalgie du camp soviétique leur fait confondre Poutine avec Lénine, l'Armée rouge qui a vaincu les nazis avec l'armée russe actuelle, le maréchal Georgy Zukov avec Alexander Dvornikov, l'armée nazie du Troisième Reich avec Azov, une bande de fascistes ukrainiens, Hitler avec Zelensky.

À la base, il y a une pensée binaire restrictive qui cherche à forcer les gens à choisir : soit avec le gouvernement de Poutine, soit avec le gouvernement de Zelensky. De sa genèse jusqu'à aujourd'hui, cette pensée, qui reflète avant tout et surtout une paresse à l'heure de chercher la véritable problématique des processus, s'est révélée fautive jusqu'à l'épuisement.

Il semble indispensable de donner une information : le capital règne en Russie. La reconversion de certains des anciens dirigeants soviétiques (du KGB à la grande bourgeoisie ou aux membres du gouvernement ou les deux) dans la bourgeoisie financière russe ; l'exemple le plus clair, mais pas le seul, c'est la Rossiya Bank, créée en 1990 par Mikhaïl Gorbatchev, lorsque l'effondrement de l'Union soviétique était évident, une partie importante des actifs et des fonds du PCUS furent déposés dans cette banque. Avec Poutine au gouvernement, cette relation devient encore plus étroite, en sachant que sa fille est mariée au fils de l'un des propriétaires de cette banque, les Panama Papers soulignent l'importance de cette banque dans l'évasion des fortunes de l'élite gouvernementale russe vers des paradis fiscaux.

Il ne s'agit donc pas seulement d'inclure 117 Russes dans la liste Forbes des milliardaires, mais de souligner la participation des entreprises et des hommes d'affaires russes à la constitution du capital financier mondial.

Le problème, à mon avis, est que si l'économie russe représente 1,7 % du PIB mondial, ce pays est la deuxième force militaire du monde. Ce décalage est

devenu une obsession pour le dirigeant russe. Cela le conduit à reculer et à chercher ses nouveaux alliés : Viktor Orbán, Marine Le Pen, Matteo Salvini, Alicia Weidel et les idéologues de Vox (les fascistes espagnols), qui ont écrit ceci : «La Russie est coupable d'avoir au Kremlin un leader patriotique et le plus grand génie géopolitique du présent.» Je crois que plusieurs intellectuels de gauche du monde pensent la même chose.

Le problème principal ne réside pas dans la recherche d'un bon et d'un mauvais camp. Le 20 août 2018, les zapatistes ont écrit ceci :

Ensuite, face à ces crises que le capitalisme provoque lui-même, qui provoque des migrations, des catastrophes naturelles ; qui s'approche de la limite de ses ressources énergétiques fondamentales (en l'occurrence, le pétrole et le charbon), il semble que le système répète un repli sur soi, comme une antimondialisation, pour se défendre de lui-même et utilise la droite politique comme garante de ce repli. Cette contraction apparente du système est comme un ressort qui se rétracte puis se détend. En réalité, le système se prépare à la guerre. Une autre guerre. Une guerre totale : partout, tout le temps et avec tous les moyens¹.

Nous pouvons discuter et débattre de la question de savoir si la guerre était évitable et ce pourrait être un exercice intéressant, mais la réalité est qu'il s'agit d'une guerre provoquée par l'invasion russe de l'Ukraine, ce qu'il ne faut pas oublier, et que cette guerre est bénéfique parce qu'elle est nécessaire au système capitaliste.

En toile de fond, il y a plusieurs facteurs : énergétiques (pétrole et gaz), agricoles (la Russie et l'Ukraine sont les greniers de l'Europe), autour des

1. «Première partie : une ferme, un monde, une guerre, peu de probabilités».



engrais (la Fédération de Russie est un exportateur clé d'engrais, en 2021 elle était le premier exportateur mondial d'engrais azotés et le deuxième fournisseur mondial d'engrais potassiques et phosphorés).

Toutefois, le cas le plus emblématique est le secteur de l'armement. La guerre en Ukraine a représenté une grande opportunité. Plusieurs médias ont rapporté que quelques jours après le début de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, la valeur des quinze entreprises d'armement avec les ventes les plus élevées au monde a augmenté d'environ 8,150 milliards de dollars (dont neuf sociétés américaines).

« Il s'agit d'une guerre provoquée par l'invasion russe de l'Ukraine, et cette guerre est bénéfique parce qu'elle est nécessaire au système capitaliste »

Un jour avant le début de l'invasion, ces entreprises atteignaient une valeur conjointe de 804 milliards de dollars, alors qu'à la fin de la session du 2 mars, celle-ci s'élevait à 885, 881 milliards de dollars, soit une augmentation de 10 %.

Les entreprises les plus puissantes au monde sont : Lockheed Martin, Boeing, BAE Systems, Raytheon Technologies Corporation (plusieurs d'entre elles ont des usines au Mexique). Il s'agit de véritables multinationales avec des succursales dans le monde entier et qui avaient vu leurs ventes diminuer en 2021.

Dans le cas de la Fédération de Russie, sa principale entreprise d'armement est publique, Rosoboronexport Unitaria. Avant le début de la guerre, elle avait des bureaux dans 44 pays, ses actifs totaux étaient d'un peu plus de 12 milliards de

dollars, une somme inférieure aux 50 milliards de Lockheed Martin.

Bien qu'il n'y ait aucune comparaison en termes d'investissements et de bénéfices, l'industrie militaire d'État russe a joué un rôle clé dans le renforcement des secteurs privés de l'économie russe, notamment le secteur métallurgique (le secteur le plus puissant du capitalisme russe).

La guerre est et sera encore plus utilisée par les grands seigneurs de l'argent, quel que soit l'endroit où se trouve leur siège, pour réorganiser les processus de production et les jeux financiers. Cela devient d'autant plus important face aux baisses de production consécutives à la pandémie de Covid.

Il serait absurde pour le capital d'analyser ce processus depuis la perspective des graves conséquences que cela aura pour la grande majorité de la population. Cela n'est jamais le problème du capital, mais je pense que ce devrait être le problème des personnes qui se disent de gauche.

Pour le système capitaliste, le fait est que la guerre est un scénario utilisé pour nettoyer (en en diminuant le nombre) les concurrents, en mangeant des entreprises et en nettoyant le marché. Les conséquences sont, bien sûr, rejetées sur le dos des travailleurs de la campagne et de la ville ; mais si cela ne signifiait pas grand-chose pour les seigneurs de l'argent dans le passé, aujourd'hui, qu'ils sont aussi les seigneurs de la guerre, cela ne signifie rien.

GUERRE ET « ANALYSE » GÉOPOLITIQUE

Chaque fois qu'une guerre éclate, une idéologie surgit pour la justifier, dans le but d'essayer de justifier l'injustifiable. En 1914, la social-démocratie de toute l'Europe, chacune à partir de sa propre position dans le conflit, utilise des arguments géopolitiques.

*« De nombreuses personnes
qui se disent de gauche
se sont trompées d'année »*

La social-démocratie allemande voulait libérer l'Europe et surtout le peuple russe des fourches caudines des satrapes Romanov. L'autre camp voulait libérer l'Europe de la menace militariste allemande. Ceux qui étaient contre la guerre étaient une poignée. La grande majorité organisait fêtes et orgies parce que la guerre était sur le point d'éclater, comme s'il s'agissait d'une continuation de la Belle Époque. Le mensonge a été de courte durée: les deux batailles de la Marne (plus de 500 000 morts) enterrèrent les illusions de la guerre et des analyses géopolitiques.

Les sionistes de l'État d'Israël ont expulsé la plupart des Palestiniens sous prétexte de ce qui s'était passé à Masada en 74 après J.-C., lorsque l'Empire romain avait massacré des Juifs, ou à la suite de l'Holocauste perpétré par le nazisme contre le peuple juif après la montée de Hitler. Bien sûr, les Palestiniens n'ont rien à voir avec ces deux événements historiques.

Les cheikhs autocratiques et meurtriers d'Arabie saoudite bombardent le Yémen de tous côtés, et ils le font sous le prétexte de combattre les fondamentalistes islamiques.

L'idée initiale est simple: la guerre se déroule aussi sur le terrain des sentiments. Il est toujours bon d'avoir un subterfuge qui non seulement voile et cache les véritables intentions, mais qui cherche aussi à exalter les «valeurs» morales afin de mener à bien les massacres; ou même d'éviter d'appeler une invasion une invasion ou une guerre une guerre et de la qualifier ensuite d'«opération militaire pour empêcher un Holocauste», comme le fait le despote Vladimir Poutine.

Un autre des grands alibis utilisés consiste à substituer une analyse basée sur le lien entre le système capitaliste et la guerre, en la remplaçant par la géopolitique.

L'analyse qui commence et se termine par la géopolitique est toujours une analyse d'en haut, une analyse qui commence et se termine sur le terrain des États, de leurs classes dirigeantes et de leurs appareils militaires de coercition. Le monde est un échiquier et le rapport des forces est analysé comme s'il s'agissait d'un Monopoly. Mais qui n'apparaît jamais sur échiquier? Les personnes, les êtres humains, n'apparaissent que comme une statistique dans le cas des dommages collatéraux.

Les camarades zapatistes disent:

Ils envahiront d'autres géographies pour les sauver de la «tyrannie néonazie» ou pour mettre fin aux «narco-États voisins». Ils répéteront ensuite les mêmes mots de Poutine: «Nous dénazifierons» (ou leur équivalent) et abonderont en «raisonnements» de «danger pour leurs peuples». Et ensuite, comme nous le disent nos camarades russes: «Les bombes, les roquettes et les balles russes volent vers les Ukrainiens et ne les interrogent pas sur leurs opinions politiques ni sur la langue qu'ils parlent», mais la «nationalité» des uns et des autres changera¹.

Je pense qu'il est essentiel de souligner ce que les camarades russes ont dit à la Sixième Commission zapatiste. Un missile est tiré sur un immeuble résidentiel dans l'est de l'Ukraine, dans la région de Donbass, où la majorité de la population est russophone, ce qui ne signifie pas qu'elle soit favorable à l'annexion par la Russie. Dans ce bâtiment peuvent vivre des ukrainophones, d'autres russophones qui

1. « Il n'y a pas de paysage après la bataille. Sur l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe, sixième commission zapatiste », *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 3.



veulent rester en Ukraine, et d'autres encore qui sont favorables à l'adhésion à la Fédération de Russie. Cependant, dans les faits, cette bombe ne fera pas de distinction, elle touchera tout le monde sans pitié.

Je connais la réponse qu'apporteraient de nombreux analystes de gauche qui vivent dans la nostalgie du passé: «Oui, dommage, mais c'est un moindre mal pour un plus grand bien.» Le «moindre mal» provoque pourtant le meurtre de milliers d'êtres humains.

Quel est le plus grand bien? Affaiblir l'impérialisme américain, renforcer le nouveau tsar de Russie? Certains vont plus loin et soulignent que c'est pareil que ces millions de personnes qui sont mortes pour empêcher le triomphe du 3^e Reich. Peut-on vraiment

croire que Zelensky incarne le danger nazi pour le monde?

Ou est-ce plutôt ce ressort qui se prépare à s'étendre plus tard, dont parlent les camarades zapatistes?

En fin de compte, le danger est bien qu'il n'y ait pas de paysage après la bataille. L'Ukraine et, très probablement, la Russie, seront des territoires de conquête, quel que soit le vainqueur.

Si les Russes perdent, la quantité de territoire à conquérir sera immense.

Si les Russes gagnent, il ne fait aucun doute que la prochaine étape sera la domination de l'Ukraine sous l'alibi du passé mythologique de la formation de la Rus' autour du 10^e siècle. Il est frappant de voir comment ces nationalismes réactionnaires – tels que



Poutine, Orban, Salvini, Marine Le Pen – creusent dans le passé à la recherche d'une raison justifiant leurs actions xénophobes, racistes et dominatrices dans le présent. Qu'il s'agisse des Rus' ou des Magyars, de l'invention d'une Padanie dans le nord de l'Italie ou d'une revendication plutôt discutable de Jeanne d'Arc.

Ces signes d'identité sont des réponses aux processus d'internationalisation du capital. Mais ils représentent une fausse conscience qui cherche à profiter de l'échec des propositions émancipatrices de la gauche.

Il n'est pas possible de penser que la résurgence de ces nationalismes ne reflète que leurs propres processus. Derrière cela se cache également une manière de comprendre, de formuler et de pratiquer la politique de gauche qui a presque toujours été basée sur une vision profondément méprisante de ceux qui sont en bas de l'échelle, en en faisant de simples réceptacles de ses desseins.

Il n'est donc pas surprenant qu'une partie importante du vote pour Marine Le Pen provienne de personnes vivant dans les anciens bastions du Parti communiste français ; une chose similaire se produit dans le cas de l'Italie et de l'Allemagne.

Bien sûr, si nous nous tournons vers l'ensemble de ce que l'on appelait le «socialisme réel», la question est plus évidente. La résurgence du nationalisme d'exclusion n'est que le reflet d'années de domination politique qui ont étouffé la moindre liberté. Tous ces membres nationalistes des gouvernements actuels avaient été membres des différents partis communistes et il en va de même pour leur grande bourgeoisie.

D'une certaine manière, tout cela devrait nous inciter à une certaine réflexion, qu'il faudra mener à un moment ou à un autre.

Pour paraphraser un vieux concept, nous pourrions dire que le nationalisme est la maladie sénile d'un gauchisme hégémonique et excluant. Une bonne partie des courants qui se considéraient ou se considèrent comme de gauche cherchent à s'accrocher au clou brûlant du nationalisme, qui leur offre la sécurité (car il les empêche de mettre en question les faits) et leur procure une tranquillité spirituelle ; ce clou brûlant contient en lui le concept hégémonique qui leur est si cher. Ce concept lie l'hégémonie à l'homogénéité (l'une ne peut exister sans l'autre). Tout ce qui est différent est réactionnaire et pro-impérialiste. Ils ne voulaient pas voir les poutres du passé et maintenant ils ne peuvent plus rien voir.

Le moment politique – dont certains rêvaient – où les grands débats stratégiques révolutionnaires devaient revenir, non seulement n'est pas près, mais nous en sommes loin.

Les poches de résistance ou les petites poches de rébellion sont le peu que nous avons aujourd'hui et, je pense, cela va sans dire, qu'elles sont la base à partir de laquelle nous pourrions partir (si c'est possible) vers une recomposition de la lutte de ceux d'en bas.

Nous sommes si loin de ce moment politique que même certains camarades de la gauche radicale pensent que l'invasion russe de l'Ukraine est un problème européen, et qu'eux seuls ont les connaissances nécessaires pour débattre de cette guerre.

C'est dommage, mais ils ont tort, c'est une question qui nous concerne tous. Ce monde va vers sa destruction et une partie essentielle de cette dynamique va vers le déclenchement de plus de guerres, au-delà des différentes guerres qui existent déjà ouvertement ou de celles qui sont cachées comme le pillage, l'accumulation par le pillage, les morts et les disparus par une guerre qui est menée partout dans le monde, surtout contre les femmes et les enfants.



Et il est préférable de regarder le problème en face. Dans sa décadence, le système capitaliste (décadence ne signifie pas qu'il serait déjà dans sa « phase » finale ; la fin du capitalisme nous est annoncée depuis tant d'années que même *The Economist* en parle avec détachement) aura de plus en plus recours aux guerres ouvertes. Non seulement parce qu'elles lui sont utiles pour naviguer dans sa décadence, mais aussi parce qu'elles font partie de son ADN en tant que système. Le capitalisme a besoin de la guerre parce que c'est le meilleur moyen de parfaire la domination et l'accumulation.

Voilà pourquoi la position des camarades zapatistes a été si importante. Surtout lorsqu'ils se souviennent qu'à la suite du récent Tour pour la vie [la récente tournée zapatiste en Europe et dans le monde], ils ont pris contact avec des collectifs russes et ukrainiens :

4° : au lieu de nous tourner vers ce que diffusent les médias et les réseaux sociaux des deux camps – et que les uns et les autres présentent comme des « nouvelles » – ou vers les « analyses » de la prolifération soudaine d'experts en géopolitique et de pessimistes pour le pacte de Varsovie et l'OTAN, nous avons décidé de chercher et d'interroger ceux qui, comme nous, sont engagés dans la lutte pour la vie en Ukraine et en Russie.

Après plusieurs tentatives, la Sixième Commission zapatiste a réussi à entrer en contact avec nos parents en résistance et rébellion dans les géographies qu'ils appellent Russie et Ukraine.

5° : en résumé, nos proches, qui brandissent également la bannière du @libertarianisme, restent fermes : en résistance ceux qui sont dans le Donbass, en Ukraine ; et en rébellion ceux qui marchent et travaillent dans les rues et les champs de Russie. Il y a des personnes arrêtées et battues en Russie pour avoir protesté contre la guerre. Il y a ceux qui sont tués en Ukraine par l'armée russe.

Ils sont unis entre eux, et avec nous, non seulement pour dire *non* à la guerre, mais aussi pour refuser de s'« aligner » sur des gouvernements qui oppriment leur peuple.

Au milieu de l'agitation et du chaos qui règnent de part et d'autre, ils restent fidèles à leurs convictions : leur combat pour la liberté, leur rejet des frontières et des États nationaux, et les oppressions respectives qui ne changent que les drapeaux¹. [...]

UNE MOBILISATION, UNE EXPÉRIENCE, UNE FAÇON DE FAIRE DE LA POLITIQUE

Le dimanche 13 mars, la Sixième Commission de l'EZLN a appelé à une journée internationale de mobilisations et de manifestations contre *toutes les guerres capitalistes* :

Nous proposons donc le lancement d'une campagne mondiale contre les guerres du capital, quelle que soit leur géographie. Organiser des concerts, des réunions, des festivals, des rassemblements, etc. En bref, les arts contre les guerres².

Les peuples zapatistes, pour leur part, ont réalisé six manifestations dans six municipalités différentes du Chiapas qui ont rassemblé des dizaines de milliers de camarades³. Qu'est-ce qui pousse ces gens à décider de se mobiliser pour quelque chose qui est si loin de leur terre ?

Encore une fois, la première chose est de savoir que – comme tout ce que font les zapatistes – ce n'était pas une décision ou une idée de leurs commandants, c'était quelque chose qui avait dû être

1. « Il n'y a pas de paysage après la bataille. Sur l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe, sixième commission zapatiste ».

2. <https://enlacezapatista.ezln.org.mx/2022/03/09/domingo-13/>.

3. https://static.wixstatic.com/media/ecd004_09f3176cd1584d5d80acf2fe9e052309~mv2.jpg/v1/fit/w_750,h_422,al_c,q_20,enc_auto/file.jpg.

discuté dans chaque communauté, dans chaque village. C'est-à-dire qu'il ne s'agit pas d'appeler à une mobilisation et c'est tout, mais de provoquer une réflexion communautaire qui implique beaucoup de choses. Des cartes, des échanges sur les histoires et, surtout, l'écoute de ce que disent les gens, de ce qu'ils pensent, le produit de leur histoire et de leur expérience concrète. C'est de cette histoire et de cette expérience qu'ils sont allés parler dans leur Tour pour la vie. Ils sont experts en ce que signifie la guerre et ce que signifie résister et faire un pas de géant vers la rébellion.

Je dis cela sans vraiment savoir si cela s'est passé ainsi, mais connaissant un peu la façon dont les camarades font et décident les choses, je pense que je n'ai pas tort.

Alors que nous réalisons une petite mobilisation à Mexico, j'ai pu voir quelques vidéos de la mobilisation au Chiapas. Je n'ai pas seulement été frappé par le nombre de participants, leur organisation, leur conviction dans ce qu'ils faisaient. Il n'y avait pas d'orateurs, pas de scène, pas signes de rassemblement.

Mais qu'y avait-il? Des banderoles montrant leur rejet de la guerre et du capitalisme. Ils ont crié contre la guerre, contre le capitalisme, en liant les deux. Ils ont distribué des tracts; une affaire qui fait désormais, semble-t-il, partie de la préhistoire de la gauche. Derrière cet oubli se cache la conviction que le but n'est pas de parler à ceux qui ne savent pas ou ne sont pas d'accord. Cette mobilisation n'est pas une action politique pour entrer en contact avec les autres, les différents, mais une sorte de reproduction du tableau de Diego Rivera: *Rêve d'un dimanche après-midi à l'Alameda*.

C'est une mobilisation qui n'était pas faite pour répondre à l'exigence de vivre avec une certaine tranquillité d'esprit, mais une mobilisation pour essayer

d'amener les autres, ceux qui sont différents, à s'interroger sur ce qui se passe. C'est une mobilisation qui n'est pas destinée à la consommation interne, mais qui cherche à susciter la réflexion, le débat.

Cela m'est apparu plus clairement lorsque, un jour après la mobilisation zapatiste, j'ai eu l'occasion d'écouter un enregistrement audio où des personnes de différentes parties du territoire zapatiste faisaient le bilan de la marche. Comme toujours, dans le cas des zapatistes, on analyse d'abord les erreurs, les échecs qui ont été commis, et ensuite on parle de l'action elle-même.

Puis quelqu'un, j'imagine le responsable des villages qui avaient participé, a demandé comment la population avait reçu les tracts. Et les camarades expliquent d'abord le lieu de leur action, puis comment les brigades ont été formées, et enfin comment la population a reçu les tracts. Puis, pendant plusieurs minutes, chacun a raconté ce qui s'était passé. Quelques personnes ont dit qu'il y avait des gens qui jetaient le dépliant après avoir vu de quoi il s'agissait, ils ont dit où cela s'est produit. D'autres ont dit que le tract avait été bien accueilli et d'autres encore qu'il avait même suscité des questions et des discussions.

Il semblait qu'une carte était en train de se dessiner sur la manière de poursuivre la tâche d'informer, de parler, d'échanger avec les différents secteurs de la population. De cette façon, le travail politique n'est plus un objet, il devient quelque chose de non seulement naturel parce qu'il est nécessaire, mais écouter les *compañer@s* si animés est, je pense, quelque chose fait avec beaucoup de joie, malgré le sujet abordé. Oui, encore une fois, il s'agit d'un concept très zapatiste, la satisfaction d'avoir fait son devoir¹.

1. https://static.wixstatic.com/media/ecd004_824f33d38c234f22a9f-f4e378ea3b941~mv2.jpg/v1/fit/w_750,h_422,al_c,q_20,enc_auto/file.jpg/.



En d'autres termes, il s'agit d'accomplir une tâche politique fondée sur la conviction de ce que vous faites. Lorsque j'ai écouté cet enregistrement, j'ai eu un peu honte en le comparant à ce que nous, nous faisons. L'esthétique de la marche des peuples zapatistes contre les guerres capitalistes sera un jour comprise comme quelque chose qui nous rappelle ce que peut faire une organisation de personnes combattives, conscientes, engagées et volontaires.

Depuis les profondeurs de la jungle Lacandone, depuis les hauts plateaux et les montagnes du Chiapas, les peuples originels zapatistes ont élevé un grand *non* à la guerre de la Russie contre l'Ukraine et dans ce grand *non* ils ont inclus les autres guerres qui ont lieu dans le monde, comme en Palestine ou contre le peuple kurde ou en Syrie ou contre le

peuple mapuche ou contre tant de processus libertaires qui sont attaqués, persécutés, assassinés, réduits au silence, déformés.

Et là, plus qu'avec mille discours, on comprend le sens profond du Tour pour la vie.

Je crois qu'il en est ainsi parce que [les zapatistes] comprennent mieux que quiconque la réponse à la question de savoir pour qui sonne le glas. Ils avaient déjà posé l'autre question clé il y a plusieurs années: et vous, alors?

CAMINO AL ANDAR

www.caminoalandar.org/post/la-guerra-y-nosotros-qu%C3%A9

Mexico, 15 mai 2022

Traduction Mariana Sanchez (les exergues sont de la rédaction)

Photo: Francisco Lión.



BOÎTE ALERTES

KATYA GRITSEVA

VERNISSAGE 24 JUIN 2022 LE MALTRAISS ROUGE 40 RUE DE MALTE, PARIS

EXPOSITION ORGANISÉE PAR LES ÉDITIONS STILPSE AVEC LE CONCOURS DU RÉSEAU DE SOLIDARITÉ UKRAÏNE FRANCE

ARTISTE RÉVOLUTIONNAIRE UKRAÏNIENNE



Aurelia Mihai, 24 mai 2022.
The Crown Letter, <https://crownproject.art/aurelia-mihai/>

Taras Chevtchenko, Le Testament

Quand je mourrai, enterrez-moi
Dans une tombe au milieu de la steppe
De ma chère Ukraine,
De façon que je puisse voir l'étendue des champs,
Le Dniepr et ses rochers,
Que je puisse entendre
Son mugissement puissant.

Et quand il emportera de l'Ukraine
Vers la mer bleue
Le sang des ennemis, alors
Je quitterai les prairies et les montagnes
Et m'envolerai
Vers Dieu lui-même
Pour lui offrir mes prières
Mais jusque-là
Je ne connais pas de Dieu!

Enterrez-moi et debout!
Brisez vos fers,
Et arrosez du sang impur des ennemis
La liberté!
Puis, dans la grande famille,
La famille nouvelle et libre,
N'oubliez pas d'accorder à ma mémoire
Une bonne parole!

DÉCLARATION DES ÉDITIONS MEDUSA (KYIV) ET SYLLEPSE (PARIS)

L'agression militaire de la Fédération de Russie, le 24 février dernier, contre l'Ukraine constitue une violation délibérée du droit à la nation ukrainienne à exister et à déterminer librement son avenir. Les massacres, les viols, les tortures constituent des moyens de guerre de l'armée russe auxquels le peuple ukrainien oppose une résistance héroïque.

Si elle aboutissait, cette invasion, signifierait également pour les Ukrainien·nes une mise au pas idéologique et culturelle, la disparition de tout espace de réflexion, l'écrasement des libertés démocratiques élémentaires, d'expression et d'association.

Les éditions Medusa, maison d'édition indépendante de Kyiv, ont développé depuis plusieurs années un catalogue constitué de pensée libre, critique, émancipatrice. Un tel catalogue est insupportable aux maîtres du Kremlin. Les éditions Medusa, comme l'ensemble des autres éditeurs ukrainiens, sont actuellement en grave danger.

Les éditions Syllepse se sont engagées dans le soutien au peuple ukrainien en publiant plusieurs ouvrages. Cet engagement va se poursuivre et s'approfondir avec le soutien à l'édition ukrainienne.

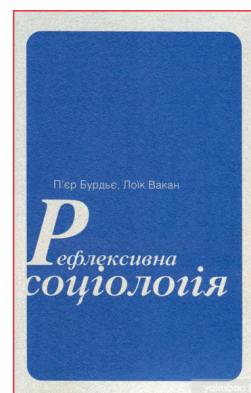
Dans ce cadre, les éditions Medusa (Kyiv) et Syllepse (Paris) ont décidé de nouer un partenariat de solidarité et d'assistance.

Désormais, les ouvrages des éditions Medusa en langue ukrainienne seront disponibles et mis en vente par les éditions Syllepse, notamment sur son site www.syllepse.net.

Ainsi, nous voulons permettre à tous et toutes d'apporter un soutien aux éditions Medusa en acquérant un ou plusieurs de leurs livres dont le prix unitaire est de 5 euros (format PDF). Le produit de la vente de ces livres sera intégralement versé aux éditions Medusa.



SOUTENEZ L'ÉDITION UKRAINIENNE
LIBRE ET ENGAGÉE
DÉJÀ 4 TITRES TÉLÉCHARGEABLES
ET EN PAPIER
SUR LE SITE DE SYLLEPSE
ET EN LIBRAIRIE DANS LE MONDE ENTIER
(DIFFUSION-DISTRIBUTION SOFEDIS/SODIS)



SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE

SOUTENIR SOTSIALNIY RUKH (MOUVEMENT SOCIAL)

Les éditions Syllepse sont engagées dans le soutien au peuple ukrainien en publiant divers ouvrages. Cet engagement s'est concrétisé à travers un partenariat de solidarité et d'assistance avec les éditions Medusa de Kyiv. Dans ce cadre, les éditions Syllepse diffusent désormais, en librairie et sur leur site, des ouvrages en langue ukrainienne des éditions Medusa. Le produit de la vente de ces ouvrages leur étant intégralement reversé.

Aujourd'hui, les éditions Syllepse proposent le t-shirt de l'organisation Sotsialniy Rukh (Mouvement social) et des cartes postales illustrées d'œuvres de Katya Gritseva, artiste révolutionnaire ukrainienne, actuellement réfugiée à Lviv. Les bénéfices de ventes seront intégralement versés à Sotsialniy Rukh.



S, M, L, XL
15 EUROS
(FRAIS DE PORT À L'UNITÉ 3 EUROS)



4 CARTES
6 EUROS
(FRAIS DE PORT INCLUS)



RETROUVEZ NOS LIVRES ÉLECTRONIQUES SUR L'UKRAINE RÉSISTANTE
EN TÉLÉCHARGEMENT LIBRE ET GRATUIT SUR WWW.SYLLEPSE.NET

ÉDITIONS
SYLLEPSE

COMMANDE DE T-SHIRT OU DE CARTES POSTALES

Sur le site des éditions Syllepse

Le t-shirt et les cartes postales sont en vente sur le site des éditions Syllepse. À retrouver dans la collection Mouvement social (Sotsialniy Rukh)

Paiement par CB ou PayPal.

www.syllepse.net

Par voie postale

Chèque de la commande à joindre au bon de commande et envoyer à l'adresse suivante :

Syllepse, 69, rue des Rigoles, 75020 Paris

T-shirt – 15 euros + 3 euros de frais de port

Taille choisie (case à cocher)

S : Nombre :

M : Nombre :

L : Nombre :

XL : Nombre :

Lot de 4 cartes postales (case à cocher) 6 euros

: Nombre :

Nom, prénom :

Adresse :

Code postal, ville :

Courriel (facultatif) :

POUR FAIRE LE PONT ENTRE LES PEUPLES RÉSISTANTS ET NON LE LIEN ENTRE LES CRIMINELS D'ÉTAT

DIDIER EPSZTAJN ET PATRICK SILBERSTEIN¹

En juin 2020, nous avons commis un petit texte, au nom de la dynamite des idées contre les symboles des dominations. Nous l'avions, avec un brin de provocation, intitulé : «Faire sauter le pont Alexandre III» : <https://entreleslignesentremots.wordpress.com/2020/06/27/faire-sauter-le-pont-alexandre-iii/>.

Ce bel ouvrage ne peut continuer à célébrer un sanguinaire, dont l'un des titres de brune gloire est la proclamation de 65 oukases contre les Juifs. Alexandre III fut un des tsars de l'antisémitisme d'Etat et du déchaînement de pogroms.

Ce pont, au nom d'une hypothétique une amitié franco-russe, est en fait un déni du droit d'expression des populations. Il confirme la prégnance de la légitimité antidémocratique des monarchies dans les rues de la République ; sans oublier la glorification du nationalisme agresseur, grand-russien coté tsar et colonisateur version 3^e République du coté français.

En ce temps d'invasion de l'Ukraine par les armées d'un autre nationaliste grand-russien Vladimir Poutine, il serait plus que symbolique de renommer aujourd'hui cet ouvrage.

Pour faire le pont entre les peuples résistants et non le lien entre les criminels d'Etat, nous proposons donc de démettre un nom de tsar et d'honorer la résistance des peuples d'Ukraine, du Bélarus et de Russie contre le crime d'agression poutinien.

Il nous semble possible de faire mémoire, résolument du coté de l'égalité, de la liberté et de l'autodétermination. C'est pourquoi nous proposons de rebaptiser l'ouvrage : «pont Babi Yar» (en souvenir des 33 700 Juifs ukrainiens exterminés par balles par les nazis).

Nous remercions par avance les élu es de la ville de Paris de bien vouloir inscrire cette proposition, que nous rendons publique dès aujourd'hui, à leurs futures délibérations.

1. Auteurs du *Guide du Paris colonial et des banlieues*, Paris, Syllepse, 2019.

LES BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ EN CHIFFRES

L'«opération spéciale» de la Fédération de Russie poutinienne a débuté le 24 février 2022. Le premier volume du livre électronique, *Liberté et solidarité avec les peuples d'Ukraine*, publié sous l'égide des Brigades éditoriales de solidarité, est paru le 3 mars 2022. Depuis, en quatorze semaines, huit volumes sont parus.

Huit volumes, soit 692 pages et 187 articles, venus de:

Ukraine : 52
Bélarus : 12
Russie : 9
Pologne : 8
Géorgie : 1
Roumanie : 1
Slovénie : 1
Allemagne : 2
Autriche : 1
Belgique : 2
Canada : 1
Chili : 1
Chine : 1
Espagne : 9
États-Unis : 10
France : 30
Grande-Bretagne : 5
Grèce : 1
Hong Kong : 1
Inde : 1
Israël : 1
Mexique : 2
Myanmar : 1

Nicaragua : 1
Nouvelle-Zélande : 1
Pays-Bas : 1
Soudan : 1
Suède : 2
Suisse : 1
Syrie : 2
Structures internationales : 7

Huit éditoriaux ont été publiés :

N° 1 : «Mémorandum sur une position anti-impérialiste radicale concernant la guerre en Ukraine»

N° 2 : «Pour le droit à l'autodéfense par tous les moyens nécessaires»

N° 3 : «Nous nous souvenons du Z inscrit sur les murs d'Athènes»

N° 4 : «Solidarité avec l'Ukraine et contre la guerre»

N° 5 : «La dialectique des armes, du sable et des livres»

N° 6 : «Notre soutien à l'Ukraine moral, politique et stratégique»

N° 7 : «Oui mais quand même»

N° 8 : «Pour un anticapitalisme à visage humain»





Katya Gritseva, «Illustration sur l'importance de l'assistance mutuelle et de la coopération pendant la guerre», 2022, art numérique, Kharkiv.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront les blindés russes qui déferlent sur l'Ukraine.

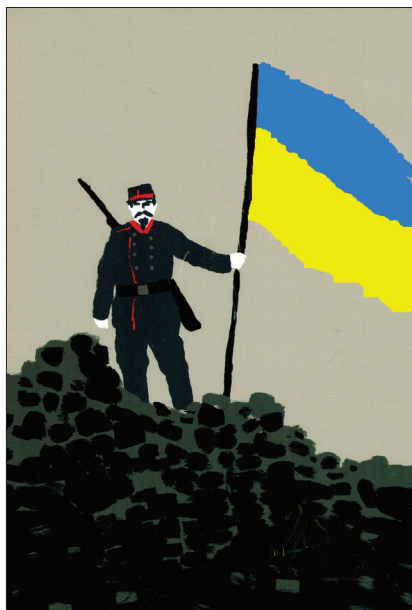
Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront la main de fer qui s'abat sur les Russes qui s'opposent à la guerre de Vladimir Poutine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui mettront fin à la guerre contre la liberté de l'Ukraine, pas plus qu'ils ne mettront fin à la dictature des oligarques du Kremlin.

C'est la résistance populaire ukrainienne multiforme, les grains de sable que les démocrates de Russie et de Biélorussie glisseront dans la machine de guerre russe et l'opinion publique mondiale qui arrêteront les chars de Vladimir Poutine.

Mais dans cette bataille pour l'indépendance et la liberté ukrainiennes, rappelons-nous le pouvoir des *samizdats* et l'effet corrosif qu'ils avaient eu sur la dictature stalinienne.

Les éditions Syllepse (Paris), Spartacus (Paris), Page 2 (Lausanne) et M Éditeur (Montréal), les revues *New*



Politics (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris), les sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières*, le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, le Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve) qui publie la revue *Alternatives Sud*, ainsi que le blog *Entre les lignes entre les mots* (Paris) s'associent pour donner la parole aux résistances populaires, aux oppositions russes et biélorusses à la guerre, au mouvement syndical et aux mouvements sociaux opposés à la guerre. Ce faisant, ce front éditorial ainsi constitué adresse un message aux soldats russes: «Crosse en l'air».